

<b>Principaux indicateurs consolidés du Groupe DELACHAUX</b>	<b>3</b>
<b>Organigramme des Sociétés du Groupe</b>	<b>4</b>
<b>Le Groupe en 2010 : son organisation et ses métiers</b>	<b>5</b>
<b>Historique</b>	<b>8</b>
<b>Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2011</b>	<b>9</b>
Résultats financiers des cinq derniers exercices	28
Délégations de compétences et de pouvoir au conseil d'administration et état de leur utilisation durant l'exercice 2010	29
Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31 décembre 2010	30
<b>Rapport du Président sur les procédures de contrôle interne</b>	<b>31</b>
<b>Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels</b>	<b>37</b>
<b>Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés</b>	<b>38</b>
<b>Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées</b>	<b>39</b>
<b>Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président</b>	<b>42</b>
<b>Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2011</b>	<b>43</b>
<b>Comptes consolidés du Groupe DELACHAUX 2010</b>	<b>47</b>
Compte de Résultat	48
Etat du résultat global au titre de l'exercice clos	49
Bilan	50
Trésorerie	51
Capitaux propres	52
Annexe aux comptes	53
<b>Comptes de la société mère DELACHAUX SA 2010</b>	<b>97</b>
Bilan	98
Compte de résultat	100
Tableau des flux de trésorerie	101
Annexe aux comptes	102
Attestation du Responsable du Rapport Financier Annuel	114



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Président du Conseil

Monsieur François DELACHAUX

### Administrateurs

Madame Marie DELACHAUX  
 Monsieur Stéphane DELACHAUX  
 Monsieur Michel SARAZIN  
 Monsieur Emmanuel THILLAYE DU BOULLAY

### DIRECTION GENERALE

Monsieur Jean-Pierre COLLIAUT - Directeur Général

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

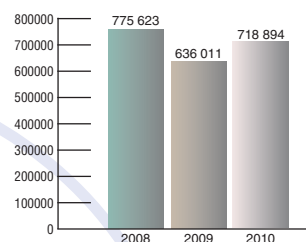
Cabinet KPMG  
 Cabinet MAZARS

### RESPONSABLES DE L'INFORMATION

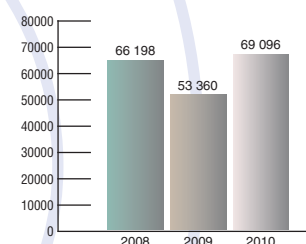
Monsieur François DELACHAUX - Président du Conseil  
 Monsieur Jean-Pierre COLLIAUT - Directeur Général

### REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE (%) AU 31 DECEMBRE 2010

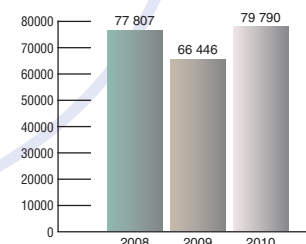
	CAPITAL	DROITS DE VOTE
SOGREPAR (Holding Familial DELACHAUX)	57,35 %	72,56%
Autres Nominatifs	7,64 %	5,29 %
Public	35,00%	22,14 %



CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.  
 en milliers d'euros



BENEFICE NET  
 en milliers d'euros



MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT  
 des activités poursuivies  
 en milliers d'euros

## PRINCIPAUX INDICATEURS CONSOLIDES DU GROUPE DELACHAUX

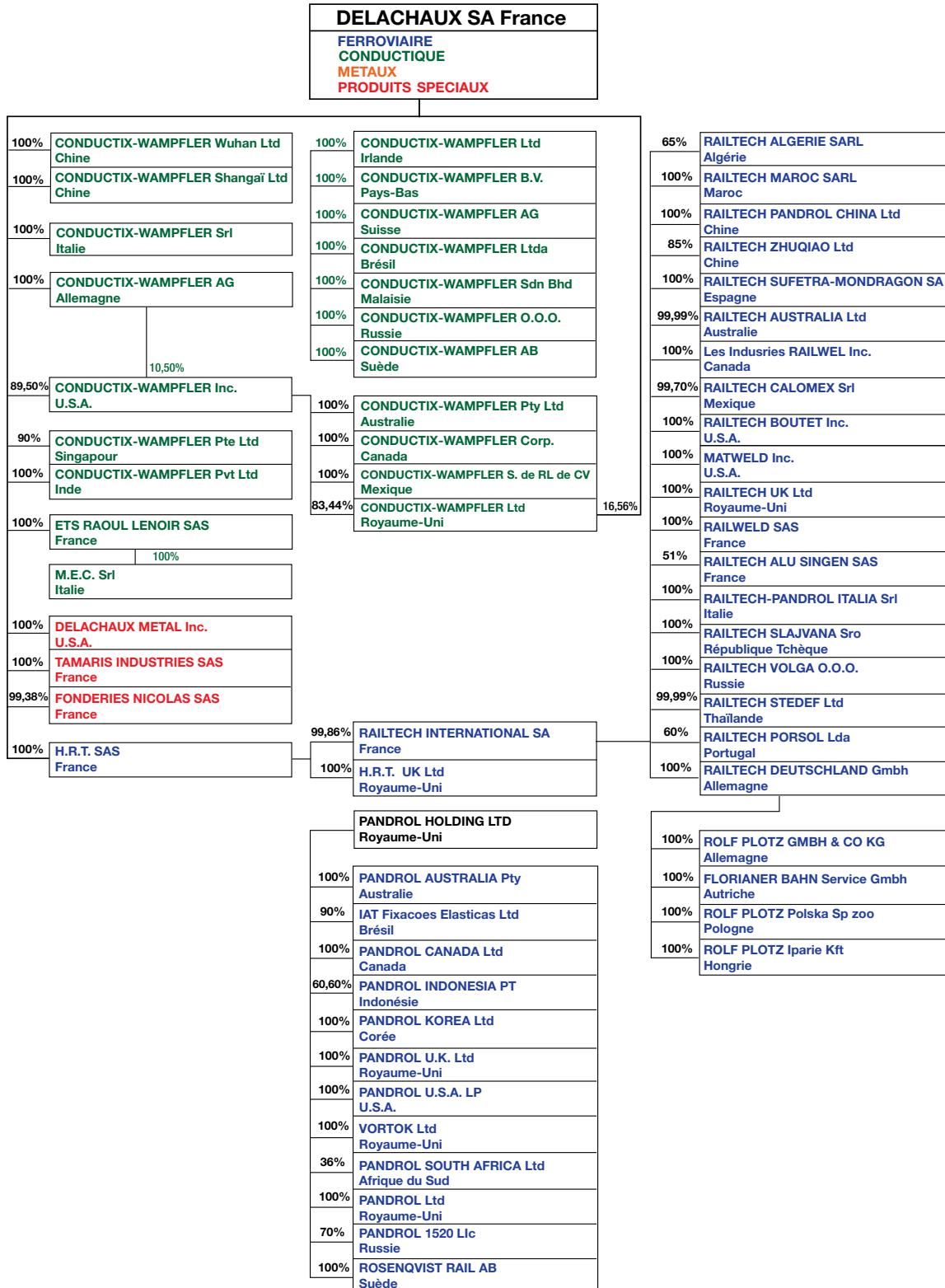
<i>en milliers d'euros *</i>	31/12/10	31/12/09	Variation	31/12/08	Variation
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>718 894</b>	<b>636 011</b>	<b>13,0 %</b>	<b>775 623</b>	<b>-18,0 %</b>
Ventes France	76 554	81 816	-6,4 %	96 003	-14,8 %
Ventes Etranger	642 340	554 195	15,9 %	679 620	-18,5 %
% Ventes Etranger	89,4 %	87,1 %		87,6 %	
<b>Résultat Opérationnel Courant (ROC)</b>	<b>99 355</b>	<b>76 418</b>	<b>30,0 %</b>	<b>101 307</b>	<b>-24,6 %</b>
% du CA	13,8 %	12,0 %		13,1 %	
<b>EBITDA (1)</b>	<b>110 422</b>	<b>85 087</b>	<b>29,8 %</b>	<b>111 185</b>	<b>-23,5 %</b>
Résultat net des activités poursuivies	69 101	53 572	29,0 %	66 836	-19,8 %
Résultat net des activités abandonnées	-5	-212	-97,6 %	-638	-66,8 %
Bénéfice net	69 096	53 360	29,5 %	66 198	-19,4 %
Bénéfice net part du Groupe	68 292	53 277	28,2 %	65 532	-18,7 %
Part revenant aux minoritaires	804	83	868,7 %	666	-87,5 %
<b>Capitaux propres consolidés</b>	<b>522 999</b>	<b>441 233</b>	<b>18,5 %</b>	<b>377 196</b>	<b>17,0 %</b>
Part du Groupe	520 318	437 921	18,8 %	373 925	17,1 %
Intérêts minoritaires	2 681	3 312	-19,1 %	3 271	1,3 %
<b>Résultat net par action part du Groupe</b>	<b>5,23</b>	<b>4,10</b>	<b>27,7%</b>	<b>5,05</b>	<b>-18,9 %</b>
Marge Brute d'Autofinancement	79 790	65 944	21,0 %	77 209	-14,6 %
Marge Brute d'Autofinancement des activités poursuivies	79 790	66 446	20,1 %	77 807	-14,6 %
dont amortissements	9 727	8 990	8,2 %	8 662	3,8 %
Investissements financiers	26 388	378	6 881,0 %	17 535	11,6 %
Investissements industriels	10 647	12 666	-15,9 %	11 353	-97,8 %
Dividendes (2)	13 052	10 441	25,0 %	11 028	-5,3 %
Effectif moyen	2 811	2 580	9,0 %	2 794	-7,7 %
Effectif société mère	224	224	0,0 %	224	0,0 %
Effectif filiales	2 587	2 356	9,8 %	2 570	-8,3 %

\* données consolidées en milliers d'euros à l'exception du résultat net par action, des effectifs et des pourcentages

(1) EBITDA = résultat opérationnel courant retraité des dotations aux amortissements et des dotations/reprises hors actif circulant

(2) Dividendes : sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale des Actionnaires du 24 mai 2011

# ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU GROUPE DELACHAUX



## LE GROUPE EN 2010 - SON ORGANISATION & SES METIERS

### Organisation du Groupe

Le groupe est organisé à fin 2010 en plusieurs branches d'activité représentant respectivement 60 % du chiffre d'affaires du groupe pour la branche Ferroviaire, 28 % pour la branche Conductique, 11 % pour la branche Métaux, et 1 % pour l'activité Aciers Spéciaux.

### Métiers & Clients

#### FERROVIAIRE

*Produits commercialisés sous les marques RAILTECH INTERNATIONAL et PANDROL*

	2010	2009	2008
CA (en M€)	429	397	433
Effectif	1 496	1 275	1 334

La branche ferroviaire a pour vocation la fourniture de Systèmes et Composants dédiés à la voie.

Ses principaux axes de recherche et de développement portent sur l'amélioration de la mise en oeuvre des produits et l'augmentation de leurs performances en voie.

L'expertise globale de la Branche Ferroviaire du Groupe est reconnue par tous les grands réseaux de transport dans le monde pour lesquels elle assure un service et une assistance quotidienne.

Leaders mondiaux sur leurs créneaux de marchés, les groupes **RAILTECH INTERNATIONAL** et **PANDROL** déclinent 4 activités principales :

#### La Soudure de rails

Regroupe les techniques de soudure de rail par procédé électrique ou aluminothermique, qui représentent une solution économique et de haute productivité, pour tous types de trains : léger, lourd ou à grande vitesse.

#### Les Systèmes d'attaches élastiques

Regroupe les ensembles de fixation ou attaches élastiques, et systèmes pré-montés de type fasclips. Ces produits sont conçus pour résoudre les difficultés de pose de voie (ballastées ou non) et en service sur les lignes grande vitesse, voies Métro ou tramway, corridors de fret, voies minières.

PANDROL propose d'autre part une ingénierie en Systèmes d'attaches complexes de type Vanguard destinée aux Voies Urbaines, en tunnel principalement, dont la conception et l'adaptabilité est unique, ainsi que des produits spéciaux «Vortok» issus de programmes

de recherche entrepris avec nos clients, et destinés à l'amélioration de performances spécifiques de certaines voies ferroviaires et urbaines.

#### Les Matériels de voie

Les matériels d'entretien de la voie sont liés aux travaux de pose et de soudure adaptés aux conditions de chantiers et moyens d'accès. Ces équipements fabriqués par les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL, MATWELD et ROSENQVIST s'adressent aux sociétés de construction de voies et de maintenance de réseaux.

#### Les Systèmes d'Alimentation Electrique

Destinés aux transports urbains, ils comprennent les systèmes 3<sup>ème</sup> rail, les systèmes de caténaire rigide pour ligne ferroviaire, métro et atelier de maintenance, les matériels embarqués sur trolley bus, et les systèmes de ligne aérienne pour tramway.

## CONDUCTIQUE

	2010	2009	2008
CA (en M€)	199	178	241
Effectif	1 101	1 090	1 212

Le Groupe DELACHAUX est le spécialiste mondial des équipements conductiques associant, le "transfert d'énergie" et "la transmission de données".

Ses capacités d'innovation lui permettent aujourd'hui de réaliser 85 % de son activité à l'international (Europe, Amérique du Nord et Asie) au travers de plus de 20 filiales. Au travers de ses deux principales divisions parfaitement ciblées sur leurs marchés respectifs, la branche Conductique relève quotidiennement les défis techniques lui garantissant un leadership mondial incontesté.

### La division "Energie"

CA 2010 = 177 M€ - Effectif = 1034

Produits commercialisés sous la marque CONDUCTIX-WAMPFLER

La division Energie conçoit et fabrique des produits dédiés à la transmission de puissance électrique et de données à des engins mobiles. Parmi leurs principaux produits, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER se positionnent en leader sur des marchés tels que :

#### Les Enrouleurs à moteur

Les Enrouleurs à moteur s'appuient sur 3 avancées technologiques brevetées : le coupleur magnétique, le montage modulaire et la traction constante des câbles par régulation électronique.

Les enrouleurs à moteur assurent l'alimentation électrique de portiques à containers, de tunneliers, d'engins de mines, d'engins de port et de tous autres engins de manutention dans les industries nucléaires et pétrolières.

#### Les Enrouleurs à ressorts

Les enrouleurs à ressorts sont adaptés à chaque besoin industriel : enrouleurs de tuyaux ou de câbles électriques. Ils équipent aussi bien des engins mobiles (nacelles élévatoires, grues) que des équipements de production en usine.

#### Les Systèmes d'alimentation électrique

La Division Conductique industrialise des systèmes d'alimentation électrique, tels que les collecteurs de puissance ou données et les "Barres conductrices ou guirlandes" électriques pour grue, portiques, palans ou ponts roulants. Étudiés pour simplifier le montage et l'entretien, ces produits garantissent une très grande fiabilité d'emploi. Ils ont été conçus pour répondre aux normes de sécurité et aux législations les plus sévères. Ici aussi, l'expérience internationale est le fondement de la renommée de ces produits.

#### Les Systèmes de transfert d'énergie

Les systèmes de transfert d'énergie dans les unités industrielles sont une nouvelle activité très dynamique et de haute technologie, associant le transfert d'énergie sans contact et l'alimentation de plateformes mobiles de

production. Ils sont complétés par des ensembles de type station de travail ergonomiques équipés de barres conductrices, guirlandes électriques ou enrouleurs à ressorts.

Les données sont transférées en utilisant les équipements de transmission de puissance électrique combinés avec des solutions en câbles mixtes (fibres optiques) ou des solutions sans contact de type induction.

Par rapport aux clients utilisateurs, les sociétés CONDUCTIX-WAMPFLER travaillent essentiellement pour trois types de marchés qui sont :

- les infrastructures de levage et manutention industrielle (grues de quai, ponts roulants, manutention de produits en vrac, extraction minière) ;
- les équipements productifs industriels (machines-outils, machines d'emballages, de robotique, d'injection plastique, de forage off shore, éoliennes, ergonomie et automation d'ateliers de production) ;
- la mobilité des personnes (métros et tramways avec rails conducteurs ou sans contact, aéroports pour les people movers et passerelles passagers, parcs de loisirs).

### La division "Magnétisme"

CA 2010 = 12 M€ - Effectif = 62

Sociétés LENOIR et MEC

La division Magnétisme est positionnée sur deux segments de marché à fort potentiel de développement :

- Le secteur de l'environnement pour lequel le département Magnétisme conçoit et produit des équipements de recyclage de métaux ferreux et non ferreux, alliant les technologies du magnétisme à celle de la détection électronique, courant de Foucault ou tri optique ;
- Le secteur du levage magnétique pour les activités de production ou de distribution de produits issus de la sidérurgie. Il s'agit d'équipements de levage par la technologie des électroaimants, dont la production et la conception reflètent une longue expérience à travers le monde.

## Métaux

Produits commercialisés sous la marque **DELACHAUX**

	2010	2009	2008
<b>CA (en M€)</b>	<b>82</b>	<b>44</b>	<b>81</b>
<b>Effectif</b>	<b>54</b>	<b>51</b>	<b>54</b>

Activité stratégique du Groupe DELACHAUX depuis plusieurs décennies, la branche Métaux est devenue leader mondial dans le domaine de la production de Chrome métal destiné à l'élaboration sous vide de superalliages base Nickel ou Cobalt. Ses clients sont spécialisés dans le domaine Aéronautique, la production d'Énergie et l'Électronique. La division METAUX exporte plus de 90% de ses productions.

Différentes qualités de chrome sont commercialisées : chrome métal de pureté 99,4 % à 99,9 %, chrome aluminothermique standard ou dégazé sous vide. Des types spéciaux (bas S, Cr Nitruré, Cr Carboné ...) sont également réalisés. Le chrome est commercialisé sous forme de morceaux de briquettes ou poudres selon les qualités et demandes des clients.

## Aciers spéciaux

Sociétés **TAMARIS INDUSTRIES** et **FONDERIES NICOLAS**

	2010	2009	2008
<b>CA (en M€)</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>25</b>
<b>Effectif</b>	<b>130</b>	<b>134</b>	<b>164</b>

Le Groupe DELACHAUX est l'un des leaders européens dans le domaine des pièces de fonderie "techniques et de services" destinés à l'Automobile, l'Hydraulique, le "Levage et Manutention" et la construction navale. Il est le numéro un pour la fabrication des galets en acier moulé grâce à son alliage "INFATIGABLE" et produit notamment :

- des pièces de 0,1 kg à 5 kg pour petites et moyennes séries en fonte graphite sphéroïdale
- des pièces de 100 kg à 100 tonnes en acier moulé à destination des outillages de fonderie sous pression pour l'automobile, des galets de pont roulant, des turbines hydrauliques, des arbres d'hélice et des bâtis de presse.



## HISTORIQUE

<b>1902</b>	Création par Clarence DELACHAUX d'une société fournissant du matériel de lignes aériennes d'alimentation électrique pour les tramways, suivi du développement du procédé de soudure aluminothermique, puis de la fabrication de métaux purs et de ferro-alliages
<b>1917</b>	Construction d'une usine de production à Gennevilliers pour faire face au développement de ces différentes activités ainsi que les aciers spéciaux
<b>1963</b>	Organisation du groupe en branches : ferroviaire, conductique et produits spéciaux
<b>1985</b>	Introduction en bourse au second marché de DELACHAUX SA

### Branche Ferroviaire

<b>1988</b>	Acquisition de la société française L'ALUMINOTHERMIQUE (devenue RAILTECH INTERNATIONAL)
<b>1994</b>	Acquisition de la société américaine MATWELD
<b>1999</b>	Acquisition de la société française STEDEF
<b>2003</b>	Acquisition majeure du groupe britannique PANDROL
<b>2007</b>	DELACHAUX S.A. prend part au nouveau record mondial de vitesse (574,8 km/h) à travers les systèmes de fixation PANDROL et les soudures aluminothermiques RAILTECH INTERNATIONAL
<b>2008</b>	Acquisition de la société suédoise ROSENQVIST, fabricant d'équipements pour l'installation mécanisée de fixations élastiques.
<b>03/2010</b>	Rachat du groupe allemand PLOTZ (soudure ferroviaire)
<b>09/2010</b>	Rachat de la division Ferrovière de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES SL

### Branche Conductique (Energie, Magnétisme, Câblerie)

<b>1975</b>	Acquisition de la société américaine INSUL-8 (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER USA)
<b>1987</b>	Acquisition de la société française CEFILAC
<b>1993</b>	Acquisition de la société italienne MEC (magnétisme)
<b>1995</b>	Acquisition de la société italienne COMES (devenue CONDUCTIX-WAMPFLER Italie)
<b>2000</b>	Acquisition de la société française ETS RAOUL LENOIR
<b>2007</b>	Acquisition majeure du groupe allemand WAMPFLER
<b>2008</b>	Adoption de la marque CONDUCTIX-WAMPFLER par l'ensemble de la division énergie

### Branche Produits spéciaux (Métaux, Aciers Spéciaux, Système d'Injection)

<b>1997</b>	Acquisition de la Fonderie TAMARIS
<b>1998</b>	Nouvelle usine de production de chrome à Marly-lez-Valenciennes (59)
<b>2001</b>	Acquisition des Fonderies NICOLAS
<b>2008</b>	Cession de l'activité INJECTION

## RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 24 MAI 2011

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte, à titre ordinaire, de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2010 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice, et à titre extraordinaire, pour statuer sur le principe d'une augmentation de capital en numéraire, réservée aux salariés (loi n°2001-152 du 19 février 2001, relative à l'épargne salariale et à l'actionnariat des salariés).

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés. De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître utiles.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article 148 du décret du 23 mars 1967, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

### Evolution du Groupe

**L'année 2010 a clairement démontré la force et la qualité des fondamentaux du groupe DELACHAUX.**

**Sur l'ensemble de l'année, le groupe a renoué avec la croissance, a dégagé un niveau de rentabilité historique, a généré un niveau record de cash-flow, s'est complètement désendetté et a poursuivi sa politique de croissance externe.**

**Le groupe a connu en 2010 une croissance vigoureuse sur l'ensemble de ses métiers et affiche des succès commerciaux d'envergure qui confirme sa position de leader et d'acteur innovant sur ses marchés.**

**En 2010 le chiffre d'affaires du groupe est en hausse de 13 % à 718,9 M€ et les entrées de commandes en progression de 34,9 % à 800,1 M€.**

	CA	Commandes
☐ Ferroviaire	428,8 M€, soit +7,9 %	498,9 M€, soit +33,9 %
☐ Conductique	198,9 M€, soit +11,5 %	204,2 M€, soit +19,6 %
☐ Métaux :	82,1 M€, soit +86,6 %	85,6 M€, soit +95,2 %

**Le résultat opérationnel courant** de 99,3 M€ soit +30 % avec de bonnes performances opérationnelles dans tous les métiers ; le niveau de résultat est atteint grâce :

- à une gestion extrêmement rigoureuse de nos coûts, notamment des coûts matières en forte hausse sur le deuxième semestre 2010,
- à l'amélioration constante de la productivité,
- et à la poursuite de nos efforts de structuration et de recherche et développement pour faire face à la croissance future et ainsi de renforcer nos positions de leader dans nos métiers.

**Le résultat net du Groupe** de 69,1 M€ soit 9,6 % des ventes est en hausse de 29,5 %.

**La structure financière du Groupe** à fin 2010 est très saine avec aucun endettement et un excédent de trésorerie nette de 15,9 M€ grâce à la hausse sensible de sa capacité d'autofinancement et à une bonne maîtrise du BFR.

**Les solides performances de 2010 attestent de la reprise de la croissance organique qui devrait se confirmer en 2011.**

**Le carnet de commandes du groupe, en augmentation de 61,7 % à fin 2010 par rapport à la situation de fin 2009 est en forte hausse sur un an et ce dans l'ensemble de nos métiers.**

**L'ensemble de ces éléments, et si la conjoncture reste inchangée, nous permet d'être confiants dans l'atteinte d'un objectif de croissance organique entre 6 et 8 % pour 2011.**

Le positionnement des métiers du groupe DELACHAUX, son organisation managériale, sa capacité reconnue à gérer des projets structurés et à maîtriser le développement de ses activités devraient lui permettre de conforter son leadership sur ses métiers.

Sa trésorerie excédentaire ainsi que sa capacité d'endettement intacte lui donnent les moyens d'accélérer son développement par croissance externe.

## Comptes consolidés du Groupe DELACHAUX

Les comptes consolidés arrêtés au 31/12/10 sont établis sur la base des règles d'évaluation et de présentation IFRS. Ils intègrent diverses modifications de périmètre non significatives, dont essentiellement la reprise du groupe allemand de soudure PLOTZ au 29/03/2010 et de la division ferroviaire de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES SL à la date du 31/08/2010, ainsi que diverses opérations aux montants très limités, telles que le rachat de minoritaires dans diverses sociétés du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit pour l'exercice à 718,9 M€ contre 636,0 M€ en 2009. Le résultat opérationnel courant ressort à 99,4 M€ contre 76,4 M€ l'exercice précédent.

Après prise en compte :

- du coût de l'endettement net de -3,1 M€
- des autres produits et charges financiers de 2,1 M€
- de l'impôt sur les bénéfices de -31,9 M€
- de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence de 2,3 M€

le résultat net des activités poursuivies est de 69,1 M€.

L'exercice clos le 31 décembre 2010 se traduit par un bénéfice net de l'ensemble consolidé de 69,1 M€ contre 53,4 M€ l'exercice précédent.

Ce bénéfice net de l'ensemble consolidé se répartit comme suit :

- part du groupe : 68,3 M€
- part des minoritaires : 0,8 M€

## Principaux chiffres consolidés

### Bilan consolidé

en K€	31/12/2010	31/12/2009
Actifs non courants	433 626	384 993
Actifs courants	436 624	358 999
<b>Total de l'Actif</b>	<b>870 250</b>	<b>743 992</b>
Capitaux propres (part du Groupe)	520 318	437 921
Intérêts minoritaires	2 681	3 312
Passifs non courants	137 804	138 221
Passifs courants	209 447	164 538
<b>Total du Passif</b>	<b>870 250</b>	<b>743 992</b>

## Compte de résultat consolidé

en K€	31/12/2010	31/12/2009
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>718 894</b>	<b>636 011</b>
Résultat Opérationnel courant	99 355	76 418
Résultat net des activités poursuivies	69 101	53 572
<b>Résultat net</b>	<b>69 096</b>	<b>53 360</b>
Résultat net part du Groupe	68 292	53 277
Résultat net intérêts minoritaires	804	83

## L'organisation et les changements de périmètres

La progression de l'activité dans les branches Ferroviaire (+7,9 %), Conductique (+11,5 %) et Métaux (+86,6%) a permis au groupe d'utiliser de nouveau pleinement ses capacités de production après les divers plans de réduction des coûts mis en œuvre en 2009 avec réalisation de chômage partiel, forte baisse du recours à l'intérim et diminution des effectifs dans plusieurs sites. A côté de la croissance organique, le groupe a réalisé plusieurs croissances externes destinées à accélérer son développement :

**Pour le Ferroviaire**

□ rachat à la date du 29/03/2010 du groupe allemand de soudure PLOTZ (chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6 millions d'euros) avec un effectif de 64 personnes et dont les principales filiales sont situées en Allemagne, Autriche, Hongrie et Pologne.

□ reprise des actifs à la date du 31/08/2010 de la division ferroviaire de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES (chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 20 millions d'euros) avec un effectif de 49 personnes, et qui ont été intégrés à cette date dans la filiale espagnole du groupe RAILTECH SUFETRA.

**Pour la Conductique**

□ acquisition de la ligne de produits BESTAPOWER (dispositifs de guidage de supports utilisés dans la conception ergonomique de chaînes de montage) courant 2010 qui devrait permettre à terme de réaliser un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 1 à 2 millions d'euros.

## Evolution de l'Activité

en M€	31/12/10	%	31/12/09	%	Variation
Ferroviaire	428 890	59,7 %	397 211	62,3 %	7,9 %
Conductique	198 970	27,7 %	178 472	28,0 %	11,5 %
Métaux	82 145	11,4 %	44 025	6,9 %	86,6 %
Aciers spéciaux	11 168	1,3 %	17 555	2,8 %	-36,4 %
Eliminations	-2 279		-1 252		
<b>CA GROUPE</b>	<b>718 894</b>	<b>100,0 %</b>	<b>636 011</b>	<b>100,0 %</b>	<b>13,0 %</b>

en M€	31/12/10	%	31/12/09	%	Variation
Europe	299 905	42 %	282 446	44 %	6,2 %
dont France	76 554	11 %	81 816	13 %	-6,4 %
Amérique du Nord	165 925	23 %	126 560	20 %	31,1 %
Asie - Océanie	185 459	26 %	191 864	30 %	-3,3 %
Reste du monde	67 605	9 %	35 141	6 %	92,4 %
<b>CA GROUPE</b>	<b>718 894</b>	<b>100,0 %</b>	<b>636 011</b>	<b>100,0 %</b>	<b>13,0 %</b>

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe DELACHAUX pour l'année 2010 s'élève à 718,9 M€ (680,1 M€ à taux de change constant), soit une hausse de 13,0 %.

### **Branche Ferroviaire**

La branche Ferroviaire a connu une hausse du chiffre d'affaires de 7,9 % à 429 M€ avec une forte progression des ventes au Brésil, aux Etats-Unis et en Espagne ; même si dans plusieurs pays notamment européens les plans de réduction des déficits publics conduisent à différer la réalisation de grands projets, la demande globale est restée forte en 2010, qu'il s'agisse des lignes pour le fret avec une nette reprise des projets dans les grands pays miniers (Australie et Brésil notamment), les transports urbains avec la réalisation actuelle de nombreuses lignes de métro et tramway dans le monde, les lignes à grande vitesse et le trafic passagers.

A l'exception des lignes à grande vitesse en Chine pour lesquelles le groupe rencontre des difficultés à se positionner sur le marché, DELACHAUX est bien présent sur l'ensemble des principaux marchés, et les deux croissances externes réalisées en 2010 devraient permettre au groupe de se développer en soudure en Allemagne et Europe de l'Est avec le rachat du groupe PLOTZ, et dans les systèmes de fixation en Amérique Latine à la suite de la reprise de la division ferroviaire de MONDRAGON.

La tendance sur le moyen terme reste très positive avec la nécessité pour la plupart des pays de renforcer leur réseau ferroviaire du fait des contraintes environnementales et de concentration urbaine. Par ailleurs les hausses actuelles du prix des matières premières et du pétrole constituent des leviers de croissance supplémentaires.

### **Branche Conductique**

La branche Conductique a enregistré une augmentation de 11,5 % de ses ventes à 199 M€, avec une forte reprise aux Etats-Unis, en Allemagne et en Chine, tandis que l'activité est restée faible en France, au Royaume-Uni, en Europe de l'Est et en Russie, du fait notamment d'investissements industriels limités dans ces pays. La couverture géographique très étendue de la branche Conductique à travers ses nombreuses filiales a permis au groupe de bénéficier de la croissance dans les pays dont l'activité est bien répartie en 2010. Le groupe a renforcé par ailleurs ses positions sur des produits en pleine croissance tels que l'électrification des grues à portique (ERTG).

Les tendances actuelles en terme de poursuite de la reprise de la croissance industrielle dans les pays industrialisés, des échanges mondiaux et de la hausse des matières sont des éléments favorables pour le développement de cette branche qui après la chute d'activité subie en 2009 (baisse de 25,9 % des ventes) va progressivement revenir au niveau atteint en 2008 (241 M€ de chiffre d'affaires).

### **Branche Métaux**

La branche Métaux a connu une augmentation considérable de 86,6 % de son activité en 2010 à 82M€ qui s'explique pour 58,4 % par la hausse des volumes, du fait notamment des clients qui ont reconstitué des stocks élevés après le déstockage constaté en 2009 et d'une demande forte pour le nucléaire et l'aluminium, et par 26 % par une hausse des prix liée aux très fortes augmentations du prix des matières premières après une année 2009 marquée par des baisses significatives du prix des matières.

Les besoins en chrome, notamment pour le marché aéronautique, restent élevés, et ce marché devrait rester à la hausse dans la période actuelle.

### **Activité Aciers Spéciaux**

L'activité Aciers Spéciaux a enregistré une nouvelle forte baisse de -36,4 % de son chiffre d'affaires à 11 M€ après la baisse déjà importante (-29 %) subie en 2009 ; si l'activité pour les petites pièces de fonderie s'est maintenue, l'absence de grosses commandes, notamment pour l'hydraulique ou la construction navale a pesé fortement sur cette activité.

**Au niveau géographique,** l'augmentation globale de 13 % en 2010 s'explique par les fortes progressions obtenues dans les zones Reste du Monde (+92,4 %), dont l'augmentation est liée aux chiffres d'affaires très importants réalisés au Brésil dans le ferroviaire, Amérique du Nord (+31,1 %) et Europe (+6,2 %) en notant pour l'Europe une évolution très contrastée entre la progression constatée en Allemagne du fait du redémarrage des exportations et des pays tels que la France et la Grande-Bretagne pour lesquels les ventes sont restées stables ou ont baissé. La baisse observée dans la zone Asie-Pacifique provient essentiellement par la diminution des ventes Ferroviaire en Australie et au Moyen-Orient après une année 2009 au cours de laquelle des commandes majeures avaient été réalisées, le reste de la zone (Chine, Inde, Japon) faisant apparaître des chiffres d'affaires en progression.

## Résultat opérationnel courant

en M€	31/12/2010 réel	31/12/2009 réel
Chiffre d'Affaires	718 894	636 011
Marge brute	354 076	305 582
en % du Chiffre d'affaires	49,3 %	48%
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>99 355</b>	<b>76 418</b>
en % du Chiffre d'affaires	13,8 %	12,0 %

La marge brute sur matières s'est améliorée de 1,8 % en 2010 du fait de prix matières globalement moins élevée sur le premier semestre 2010 en dépit de la remontée des cours observée depuis septembre 2010.

Après prise en compte de la hausse de 11,4 % des frais de personnel et des charges externes par rapport à 2009 qui s'explique notamment par un rattrapage par rapport aux plans de réduction des coûts mis en œuvre en 2009, le résultat opérationnel courant a progressé de 22.937 k€ au 31/12/10, soit 13,8 % des ventes au 31/12/10 contre 12,0 % au 31/12/09.

## Résultat net

en M€	31/12/2010 réel	31/12/2009 réel
<b>Résultat Opérationnel courant</b>	<b>99 355</b>	<b>76 418</b>
Autres produits & charges opérationnels	278	(219)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>99 633</b>	<b>76 199</b>
Coût de l'endettement financier net	(3 105)	(4 122)
Autres produits & charges financiers	2 117	(1 190)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>98 645</b>	<b>73 267</b>
Impôt sur les résultats	(31 934)	(20 825)
Quote part des résultats des sociétés mises en équivalence	2 390	1 130
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>69 101</b>	<b>53 572</b>
Résultat net des activités abandonnées	(5)	(212)
<b>Résultat net</b>	<b>69 096</b>	<b>53 360</b>

Les postes du compte de résultat s'analysent comme suit :

- Les autres produits et charges opérationnels d'un montant de +0,3 M€ proviennent essentiellement des deux éléments que sont une plus-value de 2,7 M€ sur la vente de terrains non exploités par le groupe et une charge de dépréciation exceptionnelle de 2,5 M€ passée sur les immobilisations de l'activité des Aciers Spéciaux du fait de la baisse d'activité importante constatée sur cette activité et des pertes qui en ont résulté.
- le coût de l'endettement financier est ramené de 0,6 % du chiffre d'affaires au 31/12/09 à 0,4 % au 31/12/10, soit une baisse de 1,0 M€ liée au désendettement du groupe .
- les autres produits et charges financières d'un montant de 2,1 M€ comprennent notamment une plus value exceptionnelle sur cession de titres d'une société non consolidée et non liée à l'exploitation d'un montant de 1,9 M€, des charges exceptionnelles d'intérêt de retard de 0,9 M€ sur une réclamation fiscale et un résultat de change positif de 1,5 M€.
- la charge de l'impôt s'élève à 31,9 M€, soit un taux effectif de 32,4 % contre 28,4 % au 31/12/09 du fait notamment du reclassement en impôts sur les sociétés de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE) supportée par les sociétés françaises pour un montant de 1,2 M€ et de reports déficitaires élevés qui avaient été activés en 2009.
- la quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de 1,1 M€ au 31/12/09 à 2,4 M€ au 31/12/2010 du fait d'une forte progression de l'activité en Afrique du Sud en 2010.
- le résultat des activités abandonnées est quasiment nul (5k€) en 2010.

Ainsi le résultat net part du groupe s'établit à 68,3 M€ au 31/12/10 contre 53,3 M€ au 31/12/09.

## Situation financière du groupe

La trésorerie nette s'établit à +15,9 M€ au 31/12/10 contre un endettement net de -36,2 M€ au 31/12/09 sous l'effet principalement des facteurs suivants :

□ capacité d'autofinancement de 79,8 M€ contre 65,9 M€ au 31/12/09.

□ diminution du besoin en fonds de roulement de 15,1 M€ qui s'explique pour la quasi-totalité de ce montant par la variation du poste de dettes et créances fiscales (excédent d'impôt payé au cours de l'année 2009 et récupéré sur 2010, et dette d'impôts au 31/12/10 à régler sur 2011). Le besoin en fonds de roulement passe de 72,0 jours au 31 décembre 2009 à 59,6 jours au 31 décembre 2010, l'amélioration de 12 jours du besoin en fonds de roulement pouvant s'expliquer pour 5 jours par les éléments exceptionnels d'impôts précédemment mentionnés et pour 7 jours par une meilleure gestion des stocks (le fort ralentissement subi fin 2009 avait conduit à un sur-stockage lié à des commandes annulées ou reportées par les clients) et du poste clients (un certain nombre de nos clients ont dégradé leurs conditions de règlement fin 2009 du fait des difficultés financières qu'ils traversaient).

□ réalisation de divers investissements industriels (essentiellement constitués d'investissements d'amélioration de productivité) pour 10,6 M€ contre 12,7 M€ en 2009.

□ réalisation d'investissements financiers (acquisition du groupe PLOTZ et des actifs de la division ferroviaire de la société MONDRAGON principalement) pour 26,4 M€.

□ versement de dividendes aux actionnaires de la société mère pour 10,4 M€.

Le groupe a amélioré sa structure financière au cours de l'année : le ratio d'endettement net sur EBITDA (leverage) s'établit à -0,14 fin 2010 contre +0,43 à fin 2009, et le ratio d'endettement net sur fonds propres (« gearing ») à -1 % contre +8 % fin 2009.

La ligne de revolving mise à disposition dans le cadre du crédit syndiqué négocié en juillet 2006 pour une durée de 7 ans, soit jusqu'en juillet 2013, n'était pas utilisée au 31/12/10 par rapport à une autorisation de 80 M€, ce qui permet au groupe de disposer d'une trésorerie disponible immédiatement d'environ 230 M€, après prise en compte des disponibilités du groupe d'un montant de 153 M€ au 31/12/10.

## Comptes de la société mère DELACHAUX SA

Les règles et méthodes comptables appliquées pour l'établissement des comptes sociaux au 31 décembre 2010 sont identiques à celles utilisées lors de l'exercice précédent.

### RESULTATS DE L'ANNEE 2010

**Le chiffre d'affaires s'établit pour l'exercice à 121,1 M€ contre 76,2 M€ l'exercice précédent, soit une augmentation de 59,0 %, et 125,2 M€ en 2008.**

□ L'augmentation est de +95,7 % pour les Métaux à 81,1 M€ contre 41,5 M€ en 2009.

□ L'augmentation est de +14,7 % pour la Conductique à 36,9 M€ contre 32,2 M€ en 2009. La croissance 2010 est fortement tributaire de la Câblerie dont le CA croît pour sa part de +156,3 % de 3,7 M€ à 9,4 M€ tandis que celui de l'Energie est en légère décroissance (-3,3 %) de 28,5 M€ à 27,5 M€.

### Les conditions de la reprise ont été très différentes en 2010 selon l'activité concernée :

□ Pour les Métaux, la croissance très forte ramène le chiffre d'affaires 2010 à un niveau record, comparable à celui réalisé en 2008. Il faut toutefois noter que si les volumes vendus ont crû de 58,4 %, la hausse du coût des matières premières a également conduit à un effet prix significatif (+26 %).

□ Dans le cas de la Conductique, la partie Câblerie de l'activité reste comme en 2009 marquée par une croissance très forte tandis que la composante Energie, fortement liée à la réalisation d'équipements industriels lourds, est toujours frappée par le gel des projets d'investissement de nos donneurs d'ordre.

Le résultat d'exploitation ressort à 14,2 M€ contre 1,4 M€ en 2009 et 15,0 M€ en 2008.

Le résultat financier de +18,5 M€ prend en compte notamment :

□ des dividendes de 23,7 M€ contre 16,5 M€ l'année précédente dont 12,5 M€ de dividendes en provenance de HRT SAS (contre zéro en 2009),

□ un résultat de l'endettement net de -2,4 M€ contre +0,1 M€ en 2009 du fait de la capitalisation des prêts HRT réalisée en décembre 2009 qui a conduit à une forte réduction des produits financiers facturés par DELACHAUX SA à HRT SAS,

□ des dépréciations sur titres TAMARIS de 1,5 M€, NICOLAS de 0,1 M€, CONDUCTIX-INDIA de 0,1 M€, ainsi qu'une dépréciation de compte courant TAMARIS pour 3,0 M€.

Le résultat exceptionnel de 1,6 M€ prend en compte notamment une provision sur la situation nette négative de TAMARIS de -0,8 M€, et une plus-value sur cession d'immobilisations de 3,2 M€.

Après prise en compte de la participation pour 0,3 M€ et d'une charge d'impôt de -3,4 M€ au niveau du groupe d'intégration fiscale comptabilisée chez DELACHAUX SA dans le cadre de la convention d'intégration fiscale, l'exercice clos le 31 décembre 2010 se traduit par un bénéfice de 30,6 M€ contre 18,5 M€ en 2009.

Au 31 décembre 2010, la situation financière de DELACHAUX SA reste extrêmement saine avec une dette financière essentiellement constituée de l'emprunt souscrit en juillet 2006 pour un montant de 100,0 M€ (sur le prêt initial de 150 M€, 50 M€ ont été remboursés sur la période 2006-2010), une ligne de revolving inutilisée par rapport à un montant disponible de 80,0 M€, des valeurs mobilières de placements pour 30,0 M€ et des disponibilités pour 28,1 M€.

## DETTES FOURNISSEURS FRANCE PAR ECHEANCE

Montant total des dettes des fournisseurs français :

	2010	2009
☐ non échus inférieurs à 90 jours :	148 k€	22 k€
☐ non échus inférieurs à 60 jours :	1 842 k€	1 141 k€
☐ non échus inférieurs à 30 jours :	2 874 k€	2 148 k€
☐ retards à 30 jours :	117 k€	122 k€
☐ retards à 60 jours :	93 k€	35 k€
☐ retards supérieurs à 60 jours :	1 154 k€	917 k€
<b>TOTAL</b>	<b>6 228 K€</b>	<b>4 385 K€</b>

## PERSPECTIVES D'AVENIR DE DELACHAUX SA POUR 2011

Le début de l'année 2011 se caractérise par une difficulté à anticiper l'évolution de la demande au cours des prochains mois.

☐ **Métaux** : le début de l'année fait apparaître un bon niveau d'activité qui est supérieur à l'année écoulée ; la tendance pour l'année 2011 paraît bonne, même si les hausses régulières et fortes des matières premières subies en 2010 continuent depuis le début de l'année 2011. Ces augmentations des prix matières contraignent à une très grande prudence au niveau de la politique de fixation des prix de vente afin d'éviter d'être engagés auprès des clients sur des commandes-programmes de plusieurs mois avec des prix fermes.

☐ **Energie et Câblerie** : si les commandes enregistrées se situent globalement à un niveau supérieur à celui de l'année précédente, il est à noter que la progression constatée en début d'année provient essentiellement de l'export et que l'activité pour la France reste à un niveau faible.

## PROJET D'AFFECTATION DU RESULTAT

Le résultat net de DELACHAUX S.A. pour l'exercice 2010 est un bénéfice de 30 640 063,37 € .

Le résultat disponible distribuable atteint 106 958 648,68 € , se décomposant comme suit :

<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>30 640 063,37 €</b>
Report à nouveau	76 318 585,31 €
<b>Résultat disponible</b>	<b>106 958 648,68 €</b>
Affectation à la réserve légale	0 €
<b>Résultat distribuable</b>	<b>106 958 648,68 €</b>

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de **1,00 € par action** en hausse de 25 % par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

Attribution d'un dividende de <b>1,00 € par action</b>	13 051 560,00 €
<b>Solde que nous proposons d'affecter en report à nouveau</b>	<b>93 907 088,68 €</b>

La mise en paiement du dividende interviendra à compter du 4 juillet 2011.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de **1,00 € par action** à distribuer est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

Conformément à la loi, nous vous rappelons que les dividendes nets mis en distribution au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

- ☐ En 2010 sur l'exercice 2009 à 0,80 euro par action
- ☐ En 2009 sur l'exercice 2008 à 0,85 euro par action
- ☐ En 2008 sur l'exercice 2007 à 0,75 euro par action



## Ressources Humaines

Au 31 décembre 2010 les effectifs au niveau du groupe s'élevaient à 2811 personnes contre 2580 fin 2009, soit une augmentation des effectifs de 231 personnes ; au cours de l'année 2010, le groupe a intégré les sociétés du groupe PLOTZ et de la division ferroviaire de la société MONDRAGON SOLUCIONES qui comptent 113 personnes à fin décembre 2010 ; 72 % de l'effectif du groupe est à l'étranger fin 2010.

### Effectifs par zone géographique

	2010	2009
France	789	804
Etranger	2 022	1 776
<b>Total</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

	2010	2009
Europe	1 800	1 714
Amérique du Nord	454	367
Asie - Océanie	392	367
Reste du monde	165	132
<b>Total</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

### Effectifs par activité

	2010	2009
Ferroviaire	1 496	1 275
Conductique	1 101	1 090
Métaux	54	51
Produits spéciaux	130	134
Services généraux	30	30
<b>Total</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

### Cartographie des effectifs

	2010	2009
Cadres	372	366
Employés	908	878
Ouvriers	1 531	1 336
<b>Total</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

Le montant de la sous-traitance est de 5,2 M€ en 2010 contre 5,4 M€ en 2009 ; le recours à la sous-traitance est lié à la nature des activités du groupe et son niveau dépend de la particularité des affaires traitées.

Enfin, les sociétés du groupe qui recourent partiellement à la sous-traitance et au travail temporaire s'assurent du respect des législations en vigueur en la matière.

Les accords d'intéressement ou de participation conclus dans de nombreuses filiales du groupe en France et à l'étranger ont permis à leurs salariés de bénéficier des bons résultats de l'exercice.

## Perspectives d'avenir du Groupe DELACHAUX et événements intervenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

### PERSPECTIVES D'AVENIR DU GROUPE DELACHAUX

Après une année 2009 marquée par un effondrement de la demande pour nos différents marchés hors ferroviaire, l'année 2010 s'est traduite par une activité en nette progression, même s'il ne sera pas possible dans le très court terme de retrouver le niveau record de 2008. La tendance reste globalement la même en 2011 avec une demande qui progresse.

L'activité Ferroviaire est impactée par des retards de réalisation de certains grands projets du fait de la nécessité dans certains pays de réduire fortement les déficits publics ; il est à noter toutefois que dans la plupart des cas les projets ne sont pas annulés, et qu'il ne s'agit donc que d'un décalage dans le temps. De la même manière, si certains réseaux ont tendance dans la période actuelle à réduire leur budget de maintenance (*on rappelle que la maintenance représente près de 70 % du chiffre d'affaires global de la division ferroviaire du groupe*), nous savons que ces réductions de dépenses ne peuvent durer qu'un temps limité et que de façon structurelle un niveau minimum de maintenance est à réaliser dont le groupe bénéficiera.

L'activité Conductique progresse dans ses différents segments de marché que sont les infrastructures de levage et manutention industrielles, les équipements productifs industriels et la mobilité des personnes. Si la croissance reste moins forte qu'il y a quelques années, certains investissements n'étant déclenchés par nos clients qu'au-delà d'une forte utilisation des moyens de production déjà en place, la tendance de fond reste bonne dans la plupart des pays, à l'exception des pays européens qui n'ont pas encore bénéficié de la reprise et dans lesquels l'absence de réalisation de grands projets industriels nous pénalise.

L'activité Métaux se caractérise par une demande qui reste forte, même si les hausses continues des matières depuis début 2009 pénalisent son développement.

Dans ce contexte, le groupe reste confiant dans son développement et renforce raisonnablement ses structures après les économies réalisées en 2009 afin de rester bien positionné notamment sur les produits relais de croissance dans ses différents métiers. Après les acquisitions majeures des groupes PANDROL en 2003 et WAMPFLER en 2007, le groupe a réalisé deux opérations de croissance externe en 2010 avec les rachats des groupes PLOTZ en Allemagne et de la division ferroviaire

MONDRAGON en Espagne, et entend poursuivre sa stratégie de conquêtes ciblées, que la fin de son désendettement atteint en 2010 a rendu d'autant plus réalisable.

### EVENEMENTS MAJEURS INTERVENUS DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2011

Il n'existe aucun événement significatif intervenu entre le 31 décembre 2010 et la date du Conseil d'Administration qui a procédé à l'arrêt des comptes consolidés du Groupe.

## Facteurs de risque

### RISQUES LIES À L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ACTUEL

Si l'activité industrielle a globalement bien redémarré en 2010 après la très forte chute subie en 2009, on note des disparités géographiques fortes avec une croissance nette dans des zones telles que le Brésil, la Chine, l'Australie et les Etats-Unis tandis que le continent européen, à l'exception de l'Allemagne qui bénéficie d'une forte progression de ses exportations, ne laisse apparaître qu'une reprise très timorée ; si l'activité ferroviaire et celle des métaux ne paraissent pas actuellement devoir être pénalisées fortement par la conjoncture actuelle en dépit dans le cas du ferroviaire des retards constatés dans le bouclage du financement de nombreux projets du fait de la politique de réduction des déficits engagés par de nombreux pays, les activités conductique et des aciers spéciaux sont beaucoup impactées par cette situation. Bien que le groupe veille à limiter ses frais de structure afin de pouvoir s'adapter rapidement en cas de forte rechute de l'activité, aucune garantie ne peut être donnée quant à l'efficacité des mesures qui seraient prises dans une telle situation.

Le groupe doit par ailleurs faire face actuellement à des hausses matières fortes depuis le milieu de l'année 2010, et qui continuent depuis le début de l'année 2011. Même si le groupe veille à disposer de clauses dans ses contrats permettant de répercuter tout ou partie de ces hausses, il est clair qu'à côté d'un préjudice lié au décalage dans le temps pour mettre en œuvre ces clauses, l'ensemble des contrats n'est pas couvert par ces clauses et qu'en cas de poursuite dans les prochains mois de ces hausses l'activité du groupe en serait impactée.

### RISQUES INDUSTRIELS

Le Groupe DELACHAUX en raison du caractère pluriel de ses activités (Ferroviaire, Energie, Métaux, Fonderies) et de la diversité de sa clientèle (sociétés de chemin de fer publiques ou privées, constructeurs et équipemen-



tiers automobiles, aéronautiques, sociétés de toute taille évoluant dans l'énergie) et de la répartition mondiale de ses ventes, n'est pas surexposé à un risque industriel particulier.

#### **Risques liés aux nouveaux produits :**

Le chiffre d'affaires et les résultats de DELACHAUX sont dépendants de la capacité du Groupe à développer de nouveaux produits et à réaliser les avancées technologiques nécessaires pour rester compétitif. Pour faire face à ces risques, le groupe mène une politique active en terme de recherche et développement et de dépôt de brevets.

### **RISQUES DE MARCHÉ**

Dans la mesure où son activité s'inscrit dans un contexte international, le groupe est confronté aux risques de marché (risques de change, de taux d'intérêt, sur matières premières et autres risques de prix) ; les analyses de sensibilité aux risques répertoriés dans cette section figurent dans les notes annexes aux comptes consolidés (section 43.3).

### **RISQUES JURIDIQUES**

Le Groupe a mis en place des programmes d'assurance mondiaux destinés à couvrir les risques majeurs suivants :

- ☐ Dommages aux Biens / Pertes d'exploitation (montant maximum de garanties : 49,5 M€) ;
- ☐ Responsabilité Civile Exploitation et Produits (montant maximum de garanties : 70,0 M€) ;
- ☐ Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux (montant maximum de garanties : 10,0 M€) ;
- ☐ Pertes pécuniaires - Faute inexcusable de l'employeur (montant de garanties : 5,0 M€).

Ces programmes d'assurances couvrent les entités et activités du Groupe dans le monde entier et des polices d'assurances locales spécifiques sont également souscrites en fonction de risques particuliers et de la réglementation locale en vigueur ; ceci concerne principalement les polices automobile, transport, R.C Employeurs ("Employer's liability"). Le montant des garanties est défini selon la particularité des activités de chaque secteur pour des niveaux de couverture suffisants.

Le Groupe conduit une politique de gestion des risques qui passe notamment par la prévention des sites industriels, visant à réduire l'amplitude et la fréquence des risques accidentels incendie, environnement, sécurité.

### **RISQUES CLIENTS**

La diversité des activités et la diversification géographique des ventes permet au Groupe d'être peu exposé au risque client et de limiter fortement le risque pays.

La répartition géographique des ventes de l'exercice 2010 se présente comme suit :

Amérique du Nord	23 %
France	11 %
Allemagne	6 %
Royaume Uni	5 %
Reste de l'Europe	20 %
Océanie - Asie	26 %
Reste du monde	9 %

Si naturellement un certain nombre de défaillances clients se produit chaque année, les montants concernés sont généralement faibles, le groupe veillant dans le cas des commandes les plus importantes à bénéficier de garanties suffisantes de la part des clients, à travers notamment la mise en place quasi-systématique de crédits documentaires confirmés pour les grandes affaires réalisées à l'export.

La part élevée représentée par les sociétés publiques (notamment dans le ferroviaire) et certains grands comptes dont la solvabilité est certaine à l'export, limitent par ailleurs au niveau du groupe le risque de défaillance clients.

### **Instruments financiers**

L'emprunt souscrit en juillet 2006 dans le cadre du refinancement de la dette est assorti des deux ratios financiers suivants qui sont respectés par le groupe DELACHAUX à la date du 31/12/2010, et dont le non respect pourrait entraîner l'exigibilité dudit crédit par les établissements bancaires :

- ☐ dettes financières sur fonds propres inférieur à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- ☐ dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30/06/2007 jusqu'à la date d'échéance finale

Au 31 décembre 2010, les ratios du Groupe faisaient ressortir une position confortable de DELACHAUX par rapport à ces contraintes ; de même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartaient toute probabilité d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. Le groupe DELACHAUX est donc très peu exposé au risque de liquidité.

Les instruments financiers utilisés par le groupe concernent les emprunts (couverture de taux) ainsi que la couverture de certains flux commerciaux (couverture de change); la valeur de marché de ces instruments financiers a été valorisée sur la base des taux de marché de clôture; les montants concernés au 31/12/2010 ne sont pas significatifs.

## **Recherche & Développement**

Notre Groupe a poursuivi en 2010 ses efforts en matière de recherche et développement et de qualité totale afin de répondre aux exigences techniques et scientifiques de notre clientèle.

Les efforts de développement technologique entrepris depuis de nombreuses années dans tous nos métiers seront poursuivis en 2010 afin de rester toujours à la pointe de l'innovation et la référence technique sur nos marchés. L'ensemble de ces actions de recherche et développement nous a permis de prendre des brevets dans plusieurs de nos métiers.

On peut noter par ailleurs que :

☐ pour la branche Ferroviaire, le Groupe participe en France au pôle de compétitivité Ferroviaire à vocation

mondiale i-Trans mis en place par le gouvernement à Valenciennes.

☐ pour la branche Conductique, le Groupe travaille sur des marchés innovants tels que les véhicules électriques, le transfert d'énergie sans contact et le stockage d'énergie.

☐ pour la division Métaux, le Groupe a déposé de nouveaux brevets portant sur les chromes de haute pureté destinés à l'industrie de pointe (aéronautique, turbines à gaz, métallurgie des poudres notamment).

## **Renseignements de caractère général sur le capital**

### **EVOLUTION DU CAPITAL**

Au 31 décembre 2010, le capital social de DELACHAUX s'élevait à 8 352 998,40 euros divisé en 13 051 560 actions d'une valeur nominale de 0,64 euro chacune entièrement libérée et admise aux négociations sur l'Eurolist d'Euronext compartiment B.



Depuis le 31/12/1999 et jusqu'au 31/12/2010, le capital de la société a évolué comme suit :

	Montant du capital social	Nombre d'actions	Valeur nominale de l'action	Montant du capital social après l'opération	Nombre d'actions après l'opération	Valeur nominale de l'action après l'opération
<b>Assemblée Générale Extraordinaire du 15/03/2000</b>	43 075 200 francs	430 752	100 francs	6 892 032 euros	2 153 760	3,20 euros
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-division du nominal par 5 et conversion en euros sur la base de 20 FRF=3,0 euros					
	-augmentation du capital social de 325.260,10 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 3,05 euros à 3,20 euros					
<b>Assemblée Générale Extraordinaire du 20/06/2006</b>	6 892 032	2 153 760	3,20	6 892 032	10 768 800	0,64
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-division du nominal par 5					
<b>Décision du Directeur Général du 05/03/2007</b>	6 892 032	10 768 800	0,64	8 270 438	12 922 560	0,64
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-Augmentation du capital par création de 2 153 760 actions					
<b>Décision du Président du Conseil du 22/06/2007</b>	8 270 438	12 922 560	0,64	8 303 828	12 974 731	0,64
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-Attribution de 52 171 actions gratuites					
<b>Décision du Président du Conseil du 22/06/2009</b>	8 303 828	12 974 731	0,64	8 321 044	13 017 257	0,64
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-Attribution de 42 526 actions gratuites					
<b>Décision du Président du Conseil du 18/09/2009</b>	8 321 044	13 017 257	0,64	8 352 998	13 051 560	0,64
	<b>Nature de l'opération:</b>					
	-Attribution de 34 303 actions gratuites					

## CAPITAL AUTORISE ET NON EMIS

Un tableau des délégations utilisées ou autorisées durant l'exercice 2010 accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L225-129-1 et L225-129-2 du Code de Commerce figure en annexe du présent rapport.

## REPARTITION DU CAPITAL

La répartition du capital et des droits de vote est la suivante au 31 décembre 2010

	Nbre total d'actions	% du Capital	Qté Votes simples	Qtés Votes doubles	Total droits de Vote <sup>(1)</sup>	% des droits de Vote
<b>SOGREPAR</b>	7 485 204	57,35 %	0	7 485 204	14 970 408	72,56 %
<b>Autres Nominatifs</b>	997 663	7,64 %	923 081	84 582	1 092 245	5,29 %
<b>Fidelity <sup>(2)</sup></b>	963 617	7,38 %	963 617	0	963 617	4,67 %
<b>Public</b>	3 605 076	27,62 %	3 605 076	0	3 605 076	17,47 %
<b>Total</b>	<b>13 051 560</b>	<b>100,00 %</b>	<b>5 491 774</b>	<b>7 569 786</b>	<b>20 631 346</b>	<b>100,00 %</b>

(1) Droits de vote double attachés à certaines actions :

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions est attribué à toute action entièrement libérée pour laquelle il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

(2) Par courrier reçu le 15 avril 2010, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (\*) (P.O. Box HM670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en baisse, le 12 avril 2010, par suite d'une cession d'actions DELACHAUX sur le marché, le seuil de 5 % du capital de la société DELACHAUX et détenir 963 617 actions DELACHAUX représentant autant de droits de vote, soit 7,38% du capital et 4,67% des droits de vote de la société.

(\*) FIL Limited est une société holding d'un groupe indépendant de sociétés de gestion de portefeuille communément dénommé Fidelity International.

### Titres auto-détenus

DELACHAUX SA, ni aucune de ses filiales ne détiennent de titres de DELACHAUX SA.

### Pactes d'actionnaires

A la connaissance de la Société, trois engagements collectifs de conservation de titres répondant aux prescriptions des articles 885 I bis et suivants du code général des impôts, portant sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société DELACHAUX ont été conclus par plusieurs actionnaires, dont les dirigeants, le 29 mars 2004.

Trois engagements de conservation de titres répondant aux exigences des dispositions des articles 885 I bis et suivants du code général des impôts ont également été signés le 26 décembre 2005 par plusieurs actionnaires dont la société SOGREPAR et les dirigeants.

De plus, trois engagements de conservation de titres conformes aux dispositions des articles 885 I bis et 787 B du CGI ont été signés les 21 et 30 décembre 2009 par plusieurs actionnaires dont la société SOGREPAR et les dirigeants.

Ces engagements de conservation ont une durée initiale de 6 ans et portent sur plus de 20% des droits financiers et des droits de vote attachés aux actions émises par la société DELACHAUX.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres conventions entre actionnaires de la Société que les pactes Dutreil susvisés, ou de clauses d'actionnaires ou d'actionnaires agissant de concert susceptibles d'affecter la répartition du capital ou des pouvoirs, ou d'avoir une incidence sur le patrimoine, la situation financière, l'activité, les résultats et les perspectives de la Société.

### Franchissements de seuils

Par courrier reçu le 15 avril 2010, et sur la base des informations publiées sur le site de l'AMF, la société FIL Limited (\*) (P.O. Box HM670, Hamilton HMCX, Bermudes) a déclaré avoir franchi en baisse, le 12 avril 2010, par suite d'une cession d'actions DELACHAUX sur le marché, le seuil de 5 % du capital de la société DELACHAUX et détenir 963 617 actions DELACHAUX représentant autant de droits de vote, soit 7,38 % du capital et 4,67 % des droits de vote de de la société.

(\*) FIL Limited est une société holding d'un groupe indépendant de sociétés de gestion de portefeuille communément dénommé Fidelity International.

## Titres en bourse

Evolution du cours et des volumes échangés sur le compartiment B Eurolist Paris au cours des 18 derniers mois :

Période considérée		Nbre de titres échangés	Capitaux traités (Milliers d'€)	Cours le plus haut (€)	Cours le plus bas (€)
2009	Octobre	126 350	6 254	53,92	46,21
	Novembre	434 477	18 381	47,80	36,92
	Décembre	163 207	6 638	42,40	38,00
2010	Janvier	192 943	8 156	45,50	38,02
	Février	271 517	10 406	39,50	37,90
	Mars	144 562	5 762	41,80	38,20
	Avril	576 989	25 443	48,50	39,70
	Mai	216 648	9 963	48,00	42,75
	Juin	105 003	4 917	49,45	43,73
	Juillet	82 814	4 047	50,00	46,20
	Août	54 658	2 729	51,30	48,00
	Septembre	231 628	12 835	59,50	48,16
	Octobre	98 092	5 750	59,50	55,65
	Novembre	74 457	4 285	59,81	55,80
	Décembre	78 695	4 596	60,47	56,35
2011	Janvier	244 663	15 584	67,00	58,60
	Février	209 365	13 718	74,15	61,56
	Mars	313 508	20 913	72,99	60,00

## Informations complémentaires obligatoires

Pour respecter les dispositions légales, il est précisé que les charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts s'élèvent à 164 209 euros pour l'année 2010.

## Situations des mandats d'Administrateurs & de Commissaires aux Comptes au 31/12/2010

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Président du Conseil

M. François DELACHAUX

#### Administrateurs

Mme Marie DELACHAUX  
M. Stéphane DELACHAUX  
M. Michel SARAZIN  
M. Emmanuel THILLAYE DU BOULLAY

#### Mandats d'administrateurs

Le Conseil d'Administration constate que les mandats d'administrateurs de Madame Marie DELACHAUX et de Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY arrivent à échéance à la prochaine Assemblée et propose de les renouveler dans leurs fonctions pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée de 2017 appelée à statuer sur les comptes de 2016.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration propose de ratifier à la prochaine Assemblée :

- la cooptation d'un nouvel administrateur, Monsieur Jean-Marie FULCONIS, en remplacement de Monsieur BOMMART, démissionnaire, pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur. Son mandat prendra donc fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.
- La cooptation de Monsieur Michel SARAZIN, en qualité d'administrateur, au poste d'administrateur laissé vacant

dès lors qu'il aurait dû être démissionnaire d'office en qualité d'administrateur le plus âgé suite au dépassement du tiers des administrateurs composant le conseil d'administration intervenu au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Cette cooptation intervient en régularisation de sa situation antérieure, ce dernier exercera donc ses fonctions pour la durée de son mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

#### Titulaires :

- Cabinet MAZARS - 61, rue Henri Regnault  
92075 LA DEFENSE Cedex
- Cabinet KPMG, 1 cours Valmy  
92923 PARIS LA DEFENSE Cedex

#### Suppléants

- M. Jean SAOUD - 61, rue Henri Regnault  
92075 PARIS LA DEFENSE Cedex
- M. Denis MARANGE - 1 cours Valmy  
92923 PARIS LA DEFENSE Cedex

#### Mandat de commissaire aux comptes

Aucun mandat de commissaire aux comptes n'arrive à échéance à la prochaine Assemblée.

## Détails des mandats exercés par les mandataires sociaux

Noms des mandataires sociaux	Principaux mandats et fonctions exercés hors de la société
<b>François DELACHAUX</b>	Administrateur et Président de SOGREPAR SAS * Administrateur et Président de SODELHO SAS * Administrateur de FONDERIES NICOLAS SAS Administrateur de RAOUL LENOIR SAS Administrateur de H.R.T. SAS Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA Gérant de FD PARTNERS S.A.R.L. * Président de IPAG, Ecole Supérieure de Commerce Paris et Nice * Administrateur de la FNEGE (Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion) * Président d'honneur, Administrateur et membre du bureau du MEDEF Ile de France * Président d'Honneur, Administrateur et membre du bureau des Fondateurs de France* Administrateur de la fondation d'Entreprise Ernst & Young *
<b>Marie DELACHAUX</b>	Administrateur de SOGREPAR SAS * Administrateur de SODELHO SAS * Président de MADHO SAS *



Noms des mandataires sociaux (suite)	Principaux mandats et fonctions exercés hors de la société
<b>Stéphane DELACHAUX</b>	Administrateur de SOGREPAR SAS * Administrateur de SODELHO SAS * Administrateur de ANDE INVESTISSEMENT * Président de RUNIPSYS INTERNATIONAL * Président de RUNIPSYS EUROPE * Président de RUNIPSYS ASIA * Gérant SCI DELACHAUX 2009 *
<b>Michel SARAZIN</b>	Administrateur et Président du CER92 (Centre d'Etudes et de Recherche 92) * Administrateur du MEDEF 92 Nord * Administrateur et Vice-Président d'Entreprise et Droit Social * Administrateur de METRA 92 * Administrateur et Vice-Président du Carré des Entrepreneurs de la Seine * Administrateur de H.R.T. SAS Administrateur de RAILTECH INTERNATIONAL SA
<b>Emmanuel THILLAYE du BOULLAY</b>	Administrateur de LT2 (Lumière Technology SAS) * Président de FINCA SAS * Président d'ASSOCIES EN GOUVERNANCE * Président d'ASSDEC SAS * Administrateur CONDUCTIX-WAMPFLER AG Allemagne Administrateur de H.R.T UK Ltd Administrateur de PANDROL HOLDINGS LTD UK
<b>Jean-Pierre COLLIAUT</b>	Administrateur et Président de TAMARIS INDUSTRIES SAS Administrateur et Président de FONDERIES NICOLAS SAS Administrateur et Président de RAOUL LENOIR SAS Administrateur et Président de H.R.T. SAS Administrateur et Président de RAILTECH INTERNATIONAL SA Administrateur et Président de RAILWELD SAS Administrateur et Président de RAILTECH ALU SINGEN SAS Président du Conseil de Surveillance de CONDUCTIX-WAMPFLER AG Allemagne Administrateur de H.R.T. UK Ltd Administrateur de PANDROL HOLDINGS LTD UK

\* MANDATS HORS GROUPE

## Actionnariat salarié

A notre connaissance, les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées, au sens de l'article L. 255-180 du Code de Commerce, représentent moins de 3% du capital.

## Conventions

### CONVENTIONS INTERVENUES A DES CONDITIONS COURANTES

Co-Contractant	Nature et Objet	Administrateurs et mandataires sociaux concernés
TAMARIS INDUSTRIES	Achats de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER (Australie)	Achats de marchandises	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER Corp (USA)	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
CONDUCTIX-WAMPFLER (UK)	Achats/Ventes de marchandises + royalties + prestations	M. COLLIAUT
DELACHAUX METAL INC. (USA)	Achats/Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
MEC DELACHAUX (Italie)	Ventes de marchandises + Prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER AG (Allemagne)	Achats/Ventes de marchandises + prestations	M. COLLIAUT - M. THILLAYE du BOULLAY
CONDUCTIX-WAMPFLER (Italie)	Achats/Ventes de marchandises + prestations	M. COLLIAUT
CONDUCTIX-WAMPFLER (Chine)	Achats/Ventes de marchandises + prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
LENOIR (France)	Achats/Ventes de marchandises + prestations	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH INTERNATIONAL (France)	Ventes de marchandises + prestations (loyer ...)	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX - M. M SARAZIN
RAILWEL (Canada)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH SUFETRA (Espagne)	Ventes de marchandises	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX
RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS (France)	Refacturation de frais	M. COLLIAUT
RAILWELD (France)	Refacturation de frais	M. COLLIAUT
RAILTECH ALU SINGEN (France)	Refacturation de frais	M. COLLIAUT
H.R.T. SAS (France)	Refacturation de frais	M. COLLIAUT – M. F DELACHAUX - M. M SARAZIN
F.D. PARTNERS (France)	Refacturation de frais	M. F DELACHAUX
SOGREPAR SAS (France)	Refacturation de prestations (loyer)	MM. F DELACHAUX - S DELACHAUX Mme M DELACHAUX
SODELHO SAS (France)	Refacturation de prestations (loyer)	MM. F DELACHAUX - S DELACHAUX Mme M DELACHAUX

### CONVENTIONS VISEES PAR L'ARTICLE L225-38 DU CODE DU COMMERCE

Nous vous demandons, conformément à l'article L225-40 du Code du Commerce, d'approuver les conventions visées à l'article L225-38 dudit Code et conclues au cours de l'exercice écoulé, après avoir été régulièrement autorisées par votre Conseil d'Administration.

Vos commissaires aux comptes ont été dûment avisés de ces conventions qu'ils ont décrites dans leur rapport spécial.

## Environnement et social

### EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

L'approche de DELACHAUX est double : elle concerne à la fois sa propre activité et celle de ses clients. Pour ses activités consommatrices d'énergie, tout est mis en oeuvre sur la réduction de sa consommation énergétique et d'autre part, pour placer ses sites sous la norme ISO 14001 :

□ à fin 2010 huit sites de production (dont les quatre sites de production français du Ferroviaire et des Métaux, et trois sites à l'étranger) sont certifiés ISO 14001 ; les actions initiées depuis quelques années pour étendre les certifications aux autres sites du groupe devraient permettre de réaliser l'objectif initial que les 35 sites du groupe (21 en Europe, 7 en Amérique du Nord et 7 dans le reste du monde) aient obtenu en 2014 leur certification.

□ pour ses clients, DELACHAUX développe des solutions qui rendent ses procédés de fabrication plus respectueux de l'environnement, en sachant que ces solutions sont également bien souvent sources de gains de productivité. La notion de recyclage des produits utilisés est ainsi une composante du processus de conception et de la démarche qualité ; dans le cas des sites de production du ferroviaire en France, la totalité des produits d'emballages sont 100 % recyclables.

□ le groupe exprime par ailleurs une volonté permanente de mise en oeuvre de recyclage et revalorisation de ses déchets.

### EN MATIERE SOCIALE

DELACHAUX fonde la reconnaissance de ses collaborateurs sur le niveau de compétence et la contribution personnelle de chacun aux résultats de l'entreprise.

La reconnaissance s'exerce aussi par la progression de carrière, en terme de responsabilités managériales comme d'expertises techniques. Multi-culturelles, multi-compétentes, les équipes opèrent dans une organisation qui privilégie autonomie et prise de décision.

Le renforcement de la direction des Ressources Humaines, notamment pour la partie internationale, s'inscrit dans une volonté d'harmonisation de la politique des ressources humaines sur l'ensemble des sites, à rationaliser les coûts, à favoriser la mobilité du personnel et à optimiser la gestion de carrières. Un code d'Ethique est par ailleurs en cours de mise en place au sein du groupe. Ce document qui rappelle les valeurs que chaque collaborateur du groupe DELACHAUX se doit d'illustrer par son comportement doit permettre de

développer la qualité des relations de travail garantissant un respect de l'éthique dans la conduite des affaires.

### Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société

Nous vous demandons d'autoriser le Conseil d'Administration à intervenir, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, afin d'acheter ou de faire acheter des actions de la société afin, notamment, de mettre en place tout plan d'options d'achat d'actions, de procéder à l'attribution d'actions aux salariés, de procéder à l'attribution d'actions gratuites, de procéder à l'animation du marché, etc., l'ensemble des propositions étant détaillé dans le projet de résolutions joint au présent rapport.

Le nombre d'actions faisant l'objet de ce plan de rachat ne pourra dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, le nombre d'actions détenues par la société ne pouvant en aucun cas dépasser 10% des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit.

Le prix maximum pour ce rachat est fixé à 80 € par action et à 40 € pour le prix minimum de vente.

### Opérations réalisées par les mandataires sociaux sur les titres de la société au cours de l'exercice

Etabli selon des déclarations effectuées à l'AMF et sur la base de l'article 223-26 du Règlement Général de l'AMF, l'état récapitulatif se présente ainsi pour l'exercice 2010

	Nombre d'actions	
	Achat	Vente
Mandataires sociaux & personnes assimilées (déclaration des dirigeants)	96 242 titres	0

## Principe d'une augmentation de Capital en numéraire réservée aux salariés

Nous vous rappelons que conformément à la loi n°2001-152 du 19 février 2001, relative à l'épargne salariale et à l'actionnariat des salariés, et aux dispositions de l'article L.225-129-6 alinéa 1 du code de commerce, lors de toute augmentation du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de l'entreprise, aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du code du travail, dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise.

Par ailleurs, conformément à la loi susvisée ainsi qu'aux dispositions de l'article L.225-129-6 alinéa 2, tous les trois ans, une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée pour se prononcer sur le même objet si, au vu du rapport présenté à l'assemblée générale par le conseil d'administration, les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées, au sens de l'article L.225-180 du code de commerce, représentent moins de 3 % du capital, ce qui est le cas de notre société.

Pour ces raisons nous vous proposons de statuer sur ce principe, et de déléguer en conséquence au conseil d'administration les pouvoirs en vue de réaliser une telle opération dans un délai de vingt-six mois, dans le cadre des dispositions de l'article L.225-129-6 du code de commerce.

Dans ce sens, nous vous proposons :

- de déléguer au conseil d'administration, avec faculté de sous-déléguer, tous pouvoirs en vue de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du code du travail, à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant qui ne pourra pas excéder 1 %(variable à déterminer) du capital social, réservée aux salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- de fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par salarié,
- de fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance,
- de fixer, dans les limites légales, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits,
- de fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles,
- de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- et de procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la ou des augmentations de capital.

Cette décision devra être assortie, si elle est adoptée, de la suppression du droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises, au profit des salariés.

Les commissaires aux comptes ont établi un rapport spécial sur la suppression au droit préférentiel de souscription dont il vous sera donné lecture.



## RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES DELACHAUX SA (Société Mère)

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2009	2008	2007	2006
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	8 353	8 353	8 304	8 304	6 892
Nombre d'actions existantes	13 051 560	13 051 560	12 974 731	12 974 731	10 768 800
<b>Opérations &amp; résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'Affaires hors taxes	121 081	76 166	125 171	96 594	88 897
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	38 391	18 718	26 508	17 440	17 834
Participation	334	78	299	0	342
Impôt sur les bénéfices	3 364	-6 653	4 043	320	1 477
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	30 640	18 590	21 050	11 796	8 523
Montant des bénéfices distribués	13 052	10 441	11 029	9 731	7 754
<b>Résultats par action (en euros)</b>					
<i>sur la base du nombre d'actions après division du nominal par 5 intervenue le 24/07/2006</i>					
Bénéfice après impôt, participation mais avant amortissements et provisions	2,66	1,93	1,70	1,32	1,49
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	2,35	1,42	1,62	0,91	0,79
Dividende versé à chaque action	1,00	0,80	0,85	0,75	0,60
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen de l'exercice	222	227	224	250	253
Montant de la masse salariale	10 104	10 297	10 884	10 513	10 080
Cotisations sociales & avantages sociaux	4 488	4 436	4 334	4 364	4 194

## DELEGATIONS DE COMPETENCES & DE POUVOIR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ETAT DE LEUR UTILISATION DURANT L'EXERCICE 2010

Date	Nature de la délégation ou de l'autorisation	Portée de la délégation	Durée de la délégation ou de l'autorisation	Utilisation en 2010
<i>CETTE RESOLUTION A PRIS LA SUITE DE LA RÉSOLUTION DU 05/06/2009 NON UTILISÉE</i>				
04.06.10	Autorisation avec faculté de subdélégation au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société	<p>Acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> de la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou</li> <li><input type="checkbox"/> de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ou</li> <li><input type="checkbox"/> d'achats d'actions de la société pouvant porter sur un nombre d'actions tel que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre d'actions que la société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1 305 560 titres) composant le capital de la société, qui est de 13 051 560 actions.</li> <li>- le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée.</li> </ul> </li> </ul>	18 mois soit jusqu'au 03/12/2011	<b>2010 : NEANT</b>



## INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE AU 31 DECEMBRE 2010 DELACHAUX SA (SOCIETE MERE)

en euros	Sociétés	Valeurs nettes d'inventaire 31/12/2010
<b>I. TITRES DE PARTICIPATION</b>		
1. Sociétés Françaises		
	H.R.T. SAS	135 416 116
	Ets Raoul Lenoir	2 461 727
	Fonderies Nicolas	720 989
	HCXW	5 000
2. Sociétés étrangères		
	Conductix-Wampfler Inc.(USA)	3 028 743
	Conductix-Wampfler Ltd (Royaume-Uni)	42 138
	Conductix-Wampfler Srl (Italie)	1 457 574
	Conductix-Wampfler Wuhan LTD (Chine)	1 411 486
	Conductix-Wampfler AG (Allemagne)	116 530 462
	Conductix-Wampfler Shanghai (Chine)	1 757 236
	Conductix-Wampfler Pte Ltd (Singapour)	5 213
	Conductix-Wampfler India Private Ltd (Inde)	20 348
	Delachaux Métal Inc. (USA)	40 974
	Morpark (Mexique) <sup>(1)</sup>	182 749
	Delachaux Cable Machinery (USA) <sup>(1)</sup>	5 518
<b>TOTAL TITRES DE PARTICIPATION</b>		<b>263 086 274</b>
<b>II. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>		
	Comptes à Terme	30 039 529
<b>TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>		<b>30 039 529</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>293 125 803</b>

<sup>(1)</sup> Sociétés non consolidées

## RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION & D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL AINSI QUE SUR LES PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

En application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de Commerce, je rends compte à l'Assemblée Générale, par ce rapport, en tant que Président du Conseil d'Administration de DELACHAUX SA :

- de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil au cours de l'exercice 2010
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société
- de la mise en œuvre des règles de gouvernance et de la référence à un code de gouvernance
- des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général
- des principes et règles de détermination des rémunérations et avantages des mandataires sociaux
- des modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale

Ce rapport a figuré à l'ordre du jour du Conseil du 1er avril 2011 et a été approuvé en séance.

### Composition, préparation & organisation des travaux du Conseil

#### Règles spécifiques de fonctionnement et d'organisation du Conseil

##### 1-a - Composition du Conseil d'Administration

A ce jour, le Conseil est composé de 5 membres. La liste incluant les fonctions qu'ils exercent dans d'autres sociétés est mentionnée dans la section XIV du rapport du Conseil à l'Assemblée Générale.

Le Conseil comprend deux administrateurs indépendants (MM Michel SARAZIN et Emmanuel THILLAYE du BOULLAY), au sens des règles de gouvernance et des critères adoptés par l'entreprise, soit un tiers du nombre des administrateurs.

##### 1-b - Délais moyens de convocation du Conseil

Les délais moyens de convocation du Conseil constatés sont de 15 jours environ, suivant un calendrier fixé annuellement.

##### 1-c - Représentation des administrateurs

Les administrateurs ont la possibilité de se faire représenter aux séances du Conseil par un autre administrateur. Le mandat doit être donné par écrit.

##### 1-d - Présidence des séances du Conseil

Les séances du Conseil sont présidées par le Président ou en son absence, par administrateur délégué par le Conseil.

##### 1-e - Information des administrateurs

L'ensemble des pièces à l'appui des points à l'ordre du jour des Conseils Administrations est systématiquement joint à la convocation du conseil. Par ailleurs il est rappelé que chaque administrateur peut se faire communiquer

les informations qui lui semblent nécessaires à l'accomplissement de sa fonction.

##### 1-f - Invité du Conseil

Au cours de l'exercice, le Directeur Général a assisté à l'ensemble des séances du Conseil et a été entendu par le Conseil à l'occasion des discussions portant sur les comptes sociaux et consolidés de DELACHAUX et sur les budgets et les prévisions à moyen terme du groupe.

Il a également participé à toutes les discussions préalables à la définition des stratégies du groupe.

#### Fréquence des réunions du Conseil et taux de présence des administrateurs

Le Conseil se réunit autant de fois que nécessaire, pour une revue trimestrielle de l'activité et l'examen des points prévus à l'ordre du jour.

Le Conseil s'est réuni 4 fois au cours de l'exercice 2010. Le taux de présence a été de 100 %. Les 4 séances du Conseil tenues au cours de l'exercice ont été présidées par le Président.

#### Sujets examinés lors des Conseils d'Administration

Au cours de l'exercice écoulé, le Conseil d'Administration dont la mission principale est de déterminer les orientations de l'activité de la société et de veiller à leur mise en oeuvre a notamment examiné ou adopté lors des différentes réunions les points suivants :

- revue financière (budget et résultats)
- arrêté des comptes annuels et semestriels
- revue de l'activité (écoulée et perspectives)
- examen et approbation des recommandations faites par les comités qui se sont tenus entre deux réunions



du conseil d'administration

□ composition et fonctionnement de la direction générale et du conseil d'administration: désignation des membres des comités stratégiques, d'audit et de rémunérations, établissement du règlement du comité stratégique, rémunérations des administrateurs et du directeur général, autorisation au directeur général d'accorder des cautions, avals ou garanties dans le cadre d'une enveloppe globale, approbation des conventions réglementées.

- organisation générale du groupe
- octroi de cautions, garanties
- opérations stratégiques (opérations d'acquisition, de création de filiales, de cession ou d'arrêt d'activité)
- augmentation de capital de filiales
- préparation et convocation de l'assemblée générale annuelle

### Comités spécialisés

#### 4-a - Le Comité stratégique

Il est composé de Monsieur François DELACHAUX, en qualité de Président, Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Secrétaire, Madame Marie DELACHAUX et Monsieur Stéphane DELACHAUX.

Ce comité a notamment pour objet d'évaluer et de donner au conseil d'administration son opinion sur les orientations stratégiques proposées par la société.

Au cours de l'exercice 2010, ce comité s'est réuni quatre fois. Le taux de présence a été de 100%.

Les travaux du Comité ont consisté à analyser les positions concurrentielles de chacune des activités et ses synergies avec les autres activités du groupe, à examiner les alternatives afin de déterminer et retenir les investissements et les choix pour le futur.

#### 4-b - Le Comité d'audit

Il est composé de Monsieur Emmanuel THILLAYE du BOULLAY en qualité de Président et Monsieur Stéphane DELACHAUX en qualité de Secrétaire.

Le comité d'audit a pour mission d'émettre un avis sur les méthodes comptables employées pour établir les comptes et sur l'organisation de l'audit interne du groupe. Il s'informe notamment auprès du Directeur Général, du Directeur Financier ainsi que des commissaires aux comptes de la société.

En outre, le Comité a entendu les conclusions des commissaires aux comptes sur les comptes. Il s'est assuré que les moyens mis en oeuvre par le Groupe permettaient à ceux-ci de remplir leurs missions.

Ce comité s'est réuni 3 fois en 2010 (1 fois en avril pour l'examen des comptes de l'exercice 2009, 1 fois en août pour l'examen des comptes semestriels 2010 et une fois

en novembre pour la préparation des travaux de clôture). Le taux de présence a été de 100%.

#### 4-c - Le Comité des nominations et des rémunérations

Il est composé de Madame Marie DELACHAUX, Secrétaire et Monsieur Michel SARAZIN, Président.

Ce comité a notamment pour mission d'étudier et faire des propositions quant à la rémunération du Directeur Général, de proposer au Conseil des règles de répartition des jetons de présence et d'examiner toute question que lui soumettrait le Président et notamment les projets d'augmentation de capital réservées aux salariés.

Le Comité des Rémunérations s'est réuni 4 fois en 2010. Le taux de présence a été de 100 %.

### Mode d'exercice de la Direction Générale de la société & limitation des pouvoirs du Directeur Général

Il est rappelé que le Conseil de la société a opté pour la séparation des fonctions de Président du Conseil et de Directeur Général depuis 2004.

Le Conseil veille au respect de la gouvernance et notamment le respect de la limitation des pouvoirs respectifs du Conseil et de la Direction Générale tel que défini dans la Charte de gouvernance. Celle-ci ne prévoit pas de règles limitant strictement les pouvoirs du Directeur Général.

### Mise en oeuvre des règles de gouvernance et référence à un code de gouvernance

Le Conseil d'Administration, sous la conduite du Président, a adopté depuis 2004 une Charte de gouvernance qui est également le Règlement intérieur du Conseil.

Les règles de fonctionnement du Conseil sont dans l'ensemble conformes aux pratiques recommandées par le «Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées» tel que défini par l'AFEP/MEDEF ([www.medef.fr](http://www.medef.fr)).

En comparant ses pratiques avec les recommandations du Code AFEP/MEDEF, le Conseil apporte les commentaires suivants :

- durée du mandat d'administrateur fixée à 6 ans (recommandation AFEP/MEDEF / 4 ans) : ce point a été abordé par le Conseil et il n'apparaît pas dans le contexte actuel que la réduction à quatre ans de la durée des mandats soit un facteur d'amélioration du fonctionnement du Conseil.

- présence d'administrateurs indépendants : le Conseil est composé d'un tiers d'administrateurs indépendants et les critères d'indépendance retenus sont conformes à ceux du Code AFEP/MEDEF.
- évaluation des travaux du Conseil : il n'a pas été procédé à une évaluation formelle de ses travaux par le Conseil au cours des exercices 2009 et 2010.

## Dispositif de contrôle interne et gestion des risques

### Introduction

Dans le cadre de la poursuite de ses activités et de sa stratégie, le groupe DELACHAUX fait face à un certain nombre de risques et aléas, provenant de sources internes ou externes.

En vue d'y remédier, le groupe DELACHAUX a mis en place une organisation adaptée ainsi que des procédures dont l'objectif est d'identifier, de quantifier et de s'assurer que le groupe DELACHAUX s'est doté de moyens suffisants pour se prémunir de tels risques.

L'objectif de cette structure est aussi de conforter l'entreprise dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels et stratégiques.

### Objectifs du Groupe en matière de procédures de contrôle interne

Le contrôle interne fait partie intégrante de la stratégie du groupe DELACHAUX. Il s'applique dans toutes les filiales du groupe. Le Groupe a retenu le Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites du cadre de référence AMF du contrôle interne et définit les politiques et procédures destinées à :

- veiller à ce que la réalisation des opérations effectuées au sein de l'entreprise soit conforme aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux orientations définies par le Conseil d'Administration et aux objectifs de la Direction Générale ;
- définir une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant de ressources et de compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, sur des procédures ou modes opératoires, des outils et des pratiques appropriés ;
- recenser, analyser les principaux risques identifiables au regard des objectifs de la société et s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques ;
- garantir la qualité et la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion qui sont destinées aux organes sociaux de l'entreprise, aux autorités de contrôle, aux actionnaires et au public.

Cependant, comme tout système de contrôle, il ne peut

donner une garantie absolue que des risques d'erreurs ou de fraudes aient été totalement éliminés ou maîtrisés.

### Organisation du groupe

DELACHAUX S.A. est une société dont les actifs sont ceux de son activité industrielle propre dans les Métaux et la Conductique (l'activité Injection a été cédée en septembre 2008), ainsi que ses participations dans ses filiales; à côté de son activité industrielle directe, la maison mère a pour fonction de :

- définir et mettre en œuvre la stratégie du groupe,
- superviser la gestion des filiales (ressources humaines, communication, achats...),
- assurer les relations avec la communauté financière (banques, Bourse...),
- mettre en place et suivre des procédures communes (reporting, contrôle de gestion, comptabilité...)

Le groupe DELACHAUX est organisé en branches que sont le Ferroviaire, la Conductique (qui regroupe les divisions Energie - Conductix-Wampfler -, Magnétisme et Câblerie) et les Produits Spéciaux (qui regroupe les divisions Métaux et Aciers spéciaux).

Chaque division est autonome et dispose d'une organisation opérationnelle propre (Direction Générale, Direction Financière, contrôle de gestion, etc.). La société mère est présente au Conseil d'Administration ou Conseil de surveillance des principales filiales.

Le management des principales filiales opérationnelles du groupe DELACHAUX rapporte directement à la direction générale du groupe ou à la direction financière le cas échéant sur les sujets qui la concernent directement.

### Composantes du dispositif de contrôle interne

L'environnement de contrôle interne mis en œuvre par le Groupe est fondé sur :

- une organisation claire et appropriée à l'activité du groupe. Ainsi l'organisation en place est le reflet de la manière dont le groupe est géré, c'est-à-dire par métier : ferroviaire (avec trois business units : systèmes de fixation ; soudure et matériel), Conductique (avec trois business units : énergie, magnétisme et câblerie), Métaux et Aciers Spéciaux.

Les fonctions support (ressources humaines, contrôle de gestion, consolidation, informatique, juridique) disposent par ailleurs des moyens nécessaires pour soutenir et contrôler l'ensemble des opérations du groupe, soit à partir du siège, soit à partir des principales filiales du groupe (PANDROL, RAILTECH INTERNATIONAL, CONDUCTIX-WAMPFLER AG, CONDUCTIX-WAMPFLER USA).



- des systèmes d'information adaptés aux activités et à l'organisation du groupe (déploiement SAP dans la division Energie ; utilisation d'autres ERP pour les autres activités)

- des outils et processus de gestion des ressources humaines permettant au Groupe de disposer des compétences nécessaires à la conduite de ses activités et à la réalisation de ses objectifs d'une part, et de veiller à l'évolution et à la formation continue de l'ensemble des collaborateurs d'autre part.

Les principaux acteurs du contrôle interne regroupent :

- les comités stratégiques, d'audit, des rémunérations et des nominations mentionnés dans la première partie de ce rapport.

- le comité de direction Groupe composé du Directeur Général, du Directeur Financier et des responsables des principales branches du groupe ; ce comité traite de tous les sujets concernant la marche et le fonctionnement du groupe et se réunit une fois par mois.

- le comité des fonctions centrales qui réunit outre les membres du comité de direction, les responsables des fonctions Ressources Humaines, Systèmes d'information et Juridique ; ce comité se réunit une fois par mois pour une présentation par chaque fonction centrale des dossiers en cours.

- les comités de direction de chacune des activités du groupe au cours de laquelle sont abordés l'ensemble des sujets concernant l'activité ; ces comités se réunissent une fois par mois, avec dans le cas du Ferroviaire et de la Conductique des réunions additionnelles trimestrielle ou semestrielle réunissant un nombre élargi de participants.

- le service de la qualité : le pilotage du système qualité est assuré par un service de la qualité présent dans chaque filiale à vocation industrielle et s'appuie sur les responsables de chaque établissement et filiale. Il fait l'objet d'un référentiel documentaire structuré, rassemblant les descriptions de processus ainsi que les procédures qualité.

La surveillance du système de la qualité s'exerce au travers d'un comité de pilotage des actions d'amélioration continue.

### **Evaluation et procédures de gestion des risques**

Les procédures de contrôle interne s'inscrivent dans une perspective continue d'identification, d'évaluation et de gestion des risques susceptibles d'impacter la réalisation des objectifs définis par le groupe. L'évaluation des facteurs de risque contribue notamment à définir des activités de contrôle appropriées.

L'identification et analyse des risques sont de la responsabilité du comité de direction du groupe qui réunit autour du directeur général les directeurs des principales branches du groupe et le directeur financier.

Les principaux risques identifiés sont les suivants : les risques liés à l'environnement économique, les risques liés au développement de nouveaux produits, la responsabilité civile liée aux produits et services rendus et les risques des marchés financiers (change, intérêt, liquidité).

Il est rendu compte des principaux risques et de leurs modalités de gestion dans le Chapitre VII) «Facteurs de risques» du Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

### **La gestion du contrôle interne**

La Direction Générale dispose d'outils divers pour superviser en permanence les activités du Groupe, tels que par exemple :

- le système de reporting mensuel permettant de suivre, d'analyser en permanence les réalisations de l'ensemble des unités du groupe et de prendre les décisions qui s'imposent. Une description détaillée de ce système est présentée dans le paragraphe suivant.

- les divers indicateurs de pilotage appuyant l'analyse des réalisations des différentes activités.

Par ailleurs, la Direction Générale analyse périodiquement la performance et la correcte application du système de contrôle interne dans les entités opérationnelles et les départements supports du groupe. Réalisées généralement par un contrôleur technique ou financier du siège, elles consistent principalement :

- à s'assurer de l'efficacité de l'organisation en fonction des objectifs fixés par le Groupe,

- à analyser la correcte application et la pertinence des procédures de contrôle interne et définir les plans d'amélioration,

- de façon générale, à identifier les risques inhérents à l'activité et évaluer les processus en place pour y remédier.

### **Le contrôle de l'information comptable et financière**

Les activités de contrôle de l'information comptable et financière sont des éléments majeurs du contrôle interne. Elles s'appuient sur la revue des différents arrêtés de résultat et reporting établis par le groupe.

#### **Clôture des comptes**

Toutes les sociétés du groupe DELACHAUX procèdent à des arrêtés de comptes dans les conditions légales les 30 juin et 31 décembre de chaque année avec pour :

- les comptes intermédiaires : une revue limitée effectuée par les commissaires aux comptes sur les principales filiales du groupe

- les comptes annuels : un audit des comptes ainsi que de la liasse de consolidation par les commissaires aux

comptes avant leur transmission au siège social pour traitement et production des comptes consolidés.

Chaque arrêté donne lieu à une réunion de synthèse entre la direction du groupe et les directions des divisions visant à définir les options à retenir pour ces arrêts.

Les comptes consolidés du groupe sont établis par sa direction financière selon les principes en vigueur et font l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes pour les comptes semestriels et d'un audit pour les comptes annuels. La direction financière utilise le logiciel de consolidation Cartesis. A l'issue de ces arrêts, il est procédé aux publications légales.

Le Groupe établit d'autre part une consolidation simplifiée au 31 mars et 30 septembre de chaque année.

#### **Reporting d'activité**

Toutes les filiales du groupe DELACHAUX renseignent les tableaux de reporting, dont le format a été défini au siège, et qui comprennent notamment les indications d'activité sur la facturation, les prises de commandes et le carnet de commandes.

Ces tableaux de reporting transmis au siège social le cinquième de chaque mois sont assortis des notes et commentaires nécessaires à leur analyse et à leur compréhension. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

#### **Reporting de résultat**

Toutes les filiales du Groupe DELACHAUX établissent de façon mensuelle un compte de résultat selon le format défini par le siège ainsi qu'un bilan. Ces éléments, assortis des commentaires nécessaires à leur compréhension et analyse des écarts par rapport au budget, sont transmis au siège social le vingt de chaque mois. Une synthèse est effectuée par la Direction du Groupe.

#### **Budget**

La procédure budgétaire démarre en septembre et se termine mi-décembre avec la consolidation de l'ensemble des budgets, une actualisation des budgets étant réalisée au mois de juillet.

### **Elaboration et contrôle de l'information comptable et financière des actionnaires**

Le Président du Conseil et le Directeur Général, aidés du Directeur Financier du groupe définissent la politique de communication financière. Après la validation des comptes semestriels et annuels par le Comité d'Audit, le Conseil d'Administration et les commissaires aux comptes du groupe, une réunion SFAF est organisée au cours de laquelle les résultats du groupe sont présentés. En outre, le groupe fait appel à des conseils extérieurs en matière juridique, fiscale et sociale.

### **Contrôle externe**

Des contrôles externes sont effectués par des organismes de certification, dès lors que la plupart des sociétés du Groupe sont certifiées ISO 9001-2000 et que le système de management de la qualité du groupe est audité de manière périodique par un organisme extérieur.

Le Groupe Delachaux a entrepris une démarche de certification ISO 14001, en sachant qu'actuellement plusieurs sites du groupe sont déjà ISO 14001 et que l'objectif est de certifier la totalité des sites en ISO 14001 d'ici à cinq ans.

### **Plan d'action pour l'exercice prochain**

La réalisation de différentes croissances externes en 2010 accompagnée de la nette reprise d'activité a retardé les actions initialement prévues de création d'une direction du contrôle interne et de réalisation d'une cartographie des risques majeurs au niveau du groupe et de ses branches, qui sont à présent programmées sur l'exercice en cours. D'ici là les équipes de direction opérationnelles et fonctionnelles continuent à assurer l'identification des risques principaux du Groupe en vue de les analyser et de mettre en place les actions correctives et/ou modification de la stratégie à apporter.

### **Principes & règles de détermination des rémunérations & avantages des mandataires sociaux**

Dans le cadre de leur mandat, les administrateurs ne perçoivent que des jetons de présence dont le montant global est fixé par l'Assemblée Générale. Leur répartition s'effectue, sur proposition du Comité des rémunérations, selon des critères de fréquence des réunions, d'assiduité et de participation ou de présidence de comités spécialisés. Le Président effectue des missions dont la rémunération fait l'objet d'une convention réglementée soumise au Conseil et à l'approbation de l'Assemblée Générale.

La rémunération du Directeur Général fait l'objet d'une proposition du Comité des rémunérations et d'une décision du Conseil et est révisée annuellement en fonction d'éléments de comparaison avec des sociétés similaires, des performances de la société.

Le Directeur Général perçoit une rémunération incluant une part fixe et une part variable. L'élément clef de la détermination de la part variable est le ratio résultat net sur chiffre d'affaires.

Par ailleurs, le Directeur Général bénéficie d'une « retraite chapeau » dont les caractéristiques et les



critères d'attribution sont en ligne avec les pratiques de marché, et bénéficiera d'une indemnité de départ à la retraite dont le montant et le versement sont subordonnés à des critères de performance dont le respect devra être constaté par le Conseil, et à l'ancienneté de 43 ans du directeur général au sein de la Société.

Le Directeur Général a renoncé en 2009 à son contrat de travail en date du 3 octobre 1966.

Il est rappelé par ailleurs qu'aucun plan d'attribution d'actions gratuites n'a été mis en place au cours de l'exercice 2010.

### **Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale**

---

La société n'a pas mis en œuvre de règles spécifiques quant à la participation des actionnaires à l'Assemblée Générale. Les informations figurant dans les statuts sur ce point sont disponibles sur le site de la société ([www.delachaux.fr](http://www.delachaux.fr)).

*Le Président du Conseil d'Administration*  
**François DELACHAUX**

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DELACHAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

Les Commissaires aux Comptes  
Paris La Défense & à Courbevoie, le 27 avril 2011

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN  
Associé

MAZARS

Robert AMOYAL  
Associé

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

### EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport, relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DELACHAUX SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

L'information sectorielle présentée dans la note 6 de l'annexe aux comptes consolidés n'est pas conforme aux dispositions de la norme IFRS 8, qui exige la présentation d'un résultat sectoriel.

Sous cette réserve, nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1er janvier 2010, des nouvelles normes IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels ».

#### II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 3.20 aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 20 donne une information appropriée.
- Dans le cadre des regroupements d'entreprises, les actifs et les passifs assumés des sociétés acquises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition selon les modalités décrites dans la note 3.12 aux états financiers. Nous nous sommes assurés que la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés a été réalisée par des experts indépendants à l'aide de méthodes et hypothèses appropriées, et que la note 20 aux états financiers fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

#### II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes  
Paris La Défense & à Courbevoie, le 27 avril 2011

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN  
Associé

MAZARS

Robert AMOYAL  
Associé

## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Votre conseil d'administration du 9 février 2010 a autorisé le renouvellement des conventions suivantes :

#### Avances financières consenties à des sociétés du Groupe

<i>en euros</i>	RAOUL LENOIR SAS	TAMARIS INDUSTRIES SAS	DEVAUX WERTZ SAS	HRT FRANCE SAS	HRT UK
<b>Montant de l'avance au 31/12/2010</b>	1 963 440,95	3 000 000,00	7 344 135,54	0	0
<b>Produits financiers en 2010</b>	13 026,00	10 105,00	0	16 341,00	87 298,00
<b>Personnes concernées</b>	F. DELACHAUX	F. DELACHAUX	F. DELACHAUX	F. DELACHAUX M. SARAZIN	JP. COLLIAUT

#### Avances financières consenties à DELACHAUX

<i>en euros</i>	SOGREPAR SAS	SODELHO SAS
<b>Montant de l'avance au 31/12/2010</b>	4 443 815,91	2 880 538,54
<b>Produits financiers en 2010</b>	166 338,00	74 467,00
<b>Personnes concernées</b>	François DELACHAUX Stéphane DELACHAUX Marie DELACHAUX	François DELACHAUX Stéphane DELACHAUX Marie DELACHAUX

Ces avances sont rémunérées à 80% du taux de la moyenne annuelle des taux de rendements bruts à l'émission des obligations des sociétés privées.



#### ▣ Prestations facturées par la société F.D PARTNERS

La société F.D PARTNERS, société de conseil et d'assistance, met à disposition de DELACHAUX S.A ses services et prestations, incluant l'activité de Président du Conseil d'Administration de Monsieur François DELACHAUX.

Le montant des prestations facturées à ce titre à votre société par la société F.D PARTNERS en 2010 s'élève à 240 000 € HT.

#### ▣ Conventions de prestations de services techniques, comptables, informatiques et de management fees

<i>en euro HT</i>	<b>Produits 2010</b>	<b>Personnes concernées</b>
<b>RAOUL LENOIR SAS</b>	296 696	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT
<b>TAMARIS INDUSTRIES</b>	311 200	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT
<b>FONDERIES NICOLAS</b>	93 600	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER Ltd (Angleterre)</b>	57 900	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER Wuhan (Chine)</b>	211 035	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER srl (Italie)</b>	181 295	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER Inc (USA)</b>	271 645	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER Corp (Canada)</b>	4 900	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER Pty Ltd (Australie)</b>	21 700	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>MEC srl (Italie)</b>	76 498	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>RAILTECH INTERNATIONAL</b>	721 105	François DELACHAUX Jean-Pierre COLLIAUT Michel SARAZIN
<b>RAILWELD</b>	46 900	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>RAILTECH CHINA</b>	129 840	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>HRT UK (Pandrol)</b>	372 750	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS</b>	18 950	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>CONDUCTIX WAMPFLER AG (Allemagne)</b>	438 045	Jean-Pierre COLLIAUT
<b>SOGREPAR SAS</b>	3 918	François DELACHAUX Stéphane DELACHAUX Marie DELACHAUX
<b>SODELHO SAS</b>	3 918	François DELACHAUX Stéphane DELACHAUX Marie DELACHAUX

## Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

### **a) Dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **☐ Conventions d'intégration fiscale entre DELACHAUX S.A et ses filiales françaises**

En 2006, les conventions d'intégration fiscales entre la société DELACHAUX S.A et ses filiales françaises, applicable pour la première fois en 2004, ont fait l'objet :

- d'un avenant pour les sociétés déjà incluses dans l'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2004, soit les sociétés HRT FRANCE, TAMARIS INDUSTRIES, RAOUL LENOIR, DEVAUX WERTS et FONDERIES LICOLAS.
- de nouvelles conventions pour les sociétés RAILTECH INTERNATIONAL et RAILWELD SOTIF applicables à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Ces avenants et conventions prévoient l'indemnisation, dans certaines conditions, par DELACHAUX S.A des surcoûts fiscaux éventuels liés à la sortie du groupe d'intégration fiscale.

### **b) Sans exécution au cours de l'exercice écoulé**

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

#### **☐ Indemnité de départ en retraite**

Votre conseil d'administration réuni le 5 juin 2009 a consenti à Monsieur Jean-Pierre Colliaut une indemnité de départ en retraite spécifique en égard à son ancienneté de quarante-trois ans dans le Groupe. Le versement de cette indemnité est subordonné à des critères de performance dont le respect devra être constaté par le Conseil d'administration.

Les Commissaires aux Comptes  
Paris La Défense & à Courbevoie, le 27 avril 2011

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN  
Associé

MAZARS

Robert AMOYAL  
Associé



## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225.235 DU CODE DE COMMERCE SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DELACHAUX S.A. EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société DELACHAUX S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et

d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;

prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

### **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Par ailleurs, notre lecture du rapport du président du conseil d'administration nous conduit à signaler le point suivant : parmi les points de divergences entre ses pratiques et les recommandations du code AFEP/MEDEF, le conseil d'administration n'a pas indiqué qu'il ne se conforme pas à l'ensemble des recommandations relatives à la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et n'en a pas expliqué les raisons.

Les Commissaires aux Comptes  
Paris La Défense & à Courbevoie, le 27 avril 2011

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.

Laurent GENIN  
Associé

MAZARS

Robert AMOYAL  
Associé

## PROJET DU TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 24 MAI 2011

### Résolutions à Titre Ordinaire

#### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

Elle prend acte de la prise en compte de 164 209 euros de charges non fiscalement déductibles en application de l'article 39/4 du Code Général des Impôts.

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, ayant pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, tels qu'ils ont été présentés et donne quitus aux administrateurs.

#### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice écoulé s'élève à 30 640 063,37€, approuve l'affectation du résultat proposée par le conseil d'administration. En conséquence, elle décide de l'affectation des résultats suivante :

Le résultat disponible distribuable atteint 106 958 648,68 €, se décomposant comme suit :

<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>30 640 063,37 €</b>
Report à nouveau	76 318 585,31 €
	-----
<b>Résultat disponible</b>	<b>106 958 648,68 €</b>
Affectation à la réserve légale	0 €
	-----
<b>Résultat distribuable</b>	<b>106 958 648,68 €</b>

Sur ce résultat distribuable, le Conseil propose la distribution d'un dividende de 1,00 € par action en hausse de 25% par rapport à celui de l'année précédente.

Les sommes nécessaires à cette distribution seront prélevées sur le résultat disponible comme suit :

Attribution d'un dividende de <b>1,00 €</b> par action soit	<b>13 051 560,00 €</b>
Solde que nous proposons d'affecter en report à nouveau	<b>93 907 088,68 €</b>

La mise en paiement du dividende interviendra à compter du 4 juillet 2011.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le dividende de 1,00 euro par action à distribuer est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu à l'article 158.3 du Code Général des Impôts.

#### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale fixe à 1,00 euro par action le montant du dividende revenant à chaque action au titre de l'exercice 2010. Ce dividende sera payable à partir du 4 juillet 2011.

L'Assemblée Générale a pris acte de ce que les dividendes des trois derniers exercices se sont respectivement élevés aux montants suivants :

En 2010 sur l'exercice 2009 à 0,80 euro par action  
En 2009 sur l'exercice 2008 à 0,85 euro par action  
En 2008 sur l'exercice 2007 à 0,75 euro par action

#### CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes concernant les opérations visées par l'article 225.38 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions mentionnées dans ledit rapport.

#### SIXIEME RESOLUTION

Sur proposition du conseil d'administration l'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Madame Marie DELACHAUX pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Madame Marie DELACHAUX déclare accepter le renouvellement de son mandat d'administrateur et affirme n'exercer aucune fonction et n'être frappée d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

#### SEPTIEME RESOLUTION

Sur proposition du conseil d'administration l'assemblée générale renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Emmanuel THILLAY du BOULLAY pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Monsieur Emmanuel THILLAY du BOULLAY déclare accepter le renouvellement de son mandat d'administrateur et affirme n'exercer aucune fonction et n'être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

### **HUITIEME RESOLUTION**

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale ratifie la cooptation de :

- Monsieur Jean-Marie FULCONIS, né le 14 juin 1961 à Paris 16ème, et demeurant 23, rue Octave Feuillet - 75116 PARIS, de nationalité française,

en qualité de nouvel administrateur, en remplacement de Monsieur Patrick BOMMART, démissionnaire d'office en qualité d'administrateur le plus âgé suite au dépassement du seuil du tiers des administrateurs composant le conseil d'administration ayant atteint la limite d'âge au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

L'Assemblée Générale prend acte que la cooptation de Monsieur Jean-Marie FULCONIS a été décidée par le Conseil d'administration du 1er avril 2011 et que Monsieur Jean-Marie FULCONIS exercera ses fonctions pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Monsieur Jean-Marie FULCONIS, présent à l'Assemblée, déclare accepter le mandat d'administrateur qui vient d'être ratifié et affirme n'exercer aucune fonction et n'être frappé d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

Il remercie l'Assemblée Générale de la confiance qu'elle lui témoigne.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

Sur proposition du conseil d'administration l'Assemblée Générale ratifie la cooptation de :

- Monsieur Michel SARAZIN, né le 24 juin 1939 à Houilles, et demeurant 10, boulevard Cotte - 95880 Enghien-Les-Bains, de nationalité française, en qualité d'administrateur, au poste d'administrateur laissé vacant dès lors qu'il aurait dû être démissionnaire d'office en qualité d'administrateur le plus âgé suite au dépassement du tiers des administrateurs composant le conseil d'administration intervenu au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

L'Assemblée Générale prend acte que la cooptation de Monsieur Michel SARAZIN, intervient en régularisation de sa situation antérieure et que ce dernier exercera donc ses fonctions pour la durée de son mandat restant à courir, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2013 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Monsieur Michel SARAZIN, présent à l'Assemblée, déclare accepter le mandat d'administrateur qui vient d'être ratifié, et affirme n'exercer aucune fonction et n'être frappé d'aucune incapacité ou interdiction

susceptible de lui interdire d'exercer ce mandat.

Il remercie l'Assemblée Générale de la confiance qui lui est ainsi renouvelée.

### **DIXIEME RESOLUTION**

*(Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société).*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du conseil d'administration, autorise le conseil d'administration avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter des actions de la société notamment en vue :

- de la mise en oeuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- de l'attribution d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en oeuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 443-1 et suivants du Code du travail ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, scission et apport ; ou
- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Delachaux par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou

Ce programme serait également destiné à permettre à la société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- ☐ le nombre d'actions que la société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10% des actions (soit 1.305.156 titres) composant le capital de la société, qui est de 13.051.560 actions.
- ☐ le nombre d'actions que la société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat, de vente ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ou par remise d'actions par suite de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 80 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente assemblée et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente assemblée générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente assemblée. Le prix minimum de vente sera de 40 euros par action.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 104.412.480 euros.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la société. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

L'assemblée générale délègue au conseil d'administration, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en oeuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale fixe à 150 000 euros le montant global des jetons de présence au titre de l'exercice clos le 31/12/2010.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement de toutes formalités relatives aux résolutions prises à titre ordinaire.

### **Résolutions à Titre Extraordinaire**

#### **PREMIERE RESOLUTION**

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, délègue au conseil d'administration, avec faculté de sous-déléguer, tous pouvoirs en vue de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 à l'article L.443 5 du code du travail, :

- ☐ à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant qui ne pourra pas excéder 1 % (variable à déterminer) du capital social, réservée aux salariés de la société dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise,
- ☐ de fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par salarié,
- ☐ de fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance,
- ☐ de fixer, dans les limites légales, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits,
- ☐ de fixer les délais et modalités de libération des actions nouvelles,
- ☐ de constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts,
- ☐ et de procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires par la réalisation de la ou des augmentations de capital.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de ce jour. Elle comporte au profit des salariés visés ci-dessus, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises.

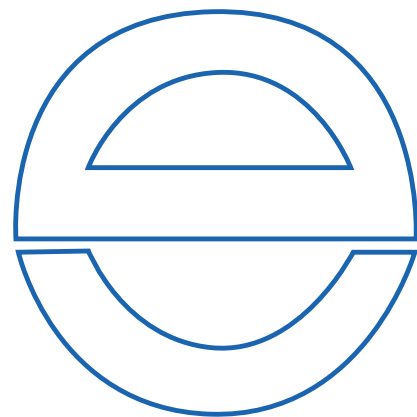
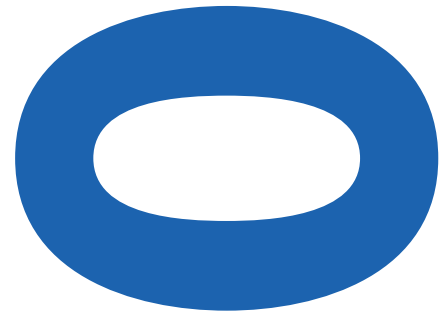
#### **DEUXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

# Comptes Consolidés du groupe **DELACHAUX**

*Chiffres en milliers d'euros*





## Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2010

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	2010	2009
Chiffre d'Affaires	(8)	718 894	636 011
Autres produits de l'activité		3 055	2 782
Achats consommés	(9)	(372 531)	(316 655)
Variation des stocks de produits en cours et finis		7 713	(13 774)
Charges de personnel	(10)	(130 721)	(119 427)
Charges externes		(110 668)	(97 292)
Impôts et taxes		(4 608)	(6 488)
Dotations aux amortissements	(11)	(9 727)	(8 990)
Dotations aux dépréciations et provisions	(12)	(7 612)	(4 871)
Reprises de dépréciations et provisions	(12)	5 560	5 122
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>99 355</b>	<b>76 418</b>
Autres produits opérationnels	(13)	3 953	182
Autres charges opérationnelles	(13)	(3 675)	(401)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>99 633</b>	<b>76 199</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(14)	899	386
Coût de l'endettement financier brut	(14)	(4 004)	(4 508)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(3 105)</b>	<b>(4 122)</b>
Autres produits financiers	(15)	4 669	2 671
Autres charges financières	(15)	(2 552)	(1 481)
<b>Autres produits et charges financières</b>		<b>2 117</b>	<b>1 190</b>
Quote part des résultats des sociétés mises en équivalence	(17)	2 390	1 130
Impôt sur le résultat	(16)	(31 934)	(20 825)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>69 101</b>	<b>53 572</b>
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	(5)	<b>(5)</b>	<b>(212)</b>
<b>Résultat net</b>		<b>69 096</b>	<b>53 360</b>
<b>Part du Groupe dans le résultat net</b>		<b>68 292</b>	<b>53 277</b>
<b>Intérêts minoritaires / Résultat net</b>	(18)	<b>804</b>	<b>83</b>
<i>Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	5,29	4,12
<i>Résultat net dilué par action des activités poursuivies (en euros)</i>	(19)	5,29	4,10
<i>Résultat net par action (en euros)</i>	(19)	5,23	4,10
<i>Résultat net dilué par action (en euros)</i>	(19)	5,23	4,08

### Etat du résultat global au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Résultat de la période</b>	<b>69 096</b>	<b>53 360</b>
Ecarts de conversion <i>Dont impôts</i>	25 726	23 802
Gains/pertes sur instruments financiers de couverture <i>Dont impôts</i>	96 369	(937)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente <i>Dont impôts</i>	(1 086) 374	(1 276) 670
<b>Autres éléments du résultat global pour la période nette d'impôt</b>	<b>24 736</b>	<b>21 589</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>93 832</b>	<b>74 949</b>
- part revenant aux actionnaires de la société	92 848	74 788
- part revenant aux intérêts minoritaires	984	161



## Bilan consolidé au 31 décembre 2010

<b>ACTIF CONSOLIDÉ</b> <i>en milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Goodwill	(20)	344 987	311 311
Immobilisations incorporelles	(21)	9 740	3 018
Immobilisations corporelles	(22)	64 520	57 425
Participations mises en équivalence	(23)	2 777	2 203
Actifs financiers disponibles à la vente	(24)	332	2 040
Autres actifs financiers	(25)	254	412
Actifs d'impôts différés	(26)	11 016	8 584
<b>Actifs non courants</b>		<b>433 626</b>	<b>384 993</b>
Stocks et en-cours	(27)	124 200	102 932
Clients	(28)	139 478	122 736
Actifs d'impôts exigibles		597	6 704
Autres créances	(29)	18 735	12 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(30)	153 614	113 117
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(31)	0	975
<b>Actifs courants</b>		<b>436 624</b>	<b>358 999</b>
<b>Total de l'actif consolidé</b>		<b>870 250</b>	<b>743 992</b>
<b>PASSIF CONSOLIDÉ</b> <i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Notes</b>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Capital	(32)	8 353	8 353
Réserves liées au capital	(32)	98 548	98 548
Réserves consolidées		346 265	304 429
Résultat consolidé		68 292	53 277
Réserves de conversion	(33)	(1 140)	(26 686)
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>		<b>520 318</b>	<b>437 921</b>
Intérêts minoritaires	(34)	2 681	3 312
<b>Capitaux propres consolidés</b>	(35)	<b>522 999</b>	<b>441 233</b>
Provisions	(36)	22 464	22 450
Passifs d'impôts différés	(37)	9 546	7 146
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	(38)	97 567	104 876
Autres passifs non courants	(39)	8 227	3 749
<b>Passifs non courants</b>		<b>137 804</b>	<b>138 221</b>
Fournisseurs		96 835	70 236
Passifs d'impôts exigibles		13 788	4 733
Autres dettes	(40)	53 410	42 492
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	(38)	40 181	44 428
Instruments financiers dérivés	(41)	1 073	800
Provisions	(36)	4 160	1 849
<b>Passifs courants</b>		<b>209 447</b>	<b>164 538</b>
<b>Total du passif consolidé</b>		<b>870 250</b>	<b>743 992</b>

## Tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2010

en milliers d'euros	Notes	2010	2009
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies</b>		<b>69 101</b>	<b>53 572</b>
<b>Résultat net consolidé des activités abandonnées</b>		<b>(5)</b>	<b>(212)</b>
Quote-part de résultat lié aux sociétés mises en équivalence		(2 390)	(1 130)
Dividendes nets reçus des sociétés mises en équivalence		2 191	434
Dotations nettes aux amortissements		9 459	8 908
Dotations nettes aux provisions		1 736	(704)
Valeurs nettes des cessions d'immobilisations		1 400	430
Produits des cessions d'immobilisations		(4 185)	(1 877)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		2 478	6 813
Flux liés aux activités abandonnées		5	(290)
<b>Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)</b> <i>dont au titre des activités poursuivies</i>		<b>79 790</b>	<b>65 944</b>
		79 790	66 446
Coût de l'endettement financier net		3 108	4 122
Charge d'impôt (exigible et différé)		31 934	20 825
Flux liés aux activités abandonnées		-	(26)
<b>Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts sur le résultat)</b>		<b>114 832</b>	<b>90 865</b>
Intérêts payés		(3 099)	(6 445)
Impôts sur le résultat payés		(16 366)	(27 463)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		(498)	20 881
Flux liés aux activités abandonnées		-	458
<b>Flux de trésorerie généré par l'activité</b> <i>(dont flux généré par activités poursuivies)</i>		<b>94 869</b>	<b>78 296</b>
		94 869	78 366
Acquisition de sociétés consolidées, trésorerie acquise déduite		(26 388)	(378)
Acquisitions d'immobilisations		(10 647)	(12 666)
Cessions d'immobilisations		4 221	1 878
Autres flux liés aux opérations d'investissement	(42)	(851)	54
Flux liés aux activités abandonnées		-	1 475
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>(33 665)</b>	<b>(9 637)</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(10 441)	(11 028)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		(855)	(78)
Augmentations de capital		-	-
Emissions d'emprunts et variations des instruments dérivés		11 121	866
Remboursements d'emprunts		(17 104)	(29 026)
Autres flux liés aux opérations de financement		19	-
Flux liés aux activités abandonnées		-	(136)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>(17 260)</b>	<b>(39 402)</b>
<b>Incidence des variations des cours des devises</b>		<b>1 939</b>	<b>1 128</b>
<b>Variation nette de la trésorerie nette</b>		<b>45 883</b>	<b>30 385</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	(30)	113 117	84 914
Soldes débiteurs et découverts bancaires à l'ouverture	(38)	(20 685)	(22 867)
<b>Trésorerie nette à l'ouverture</b>		<b>92 432</b>	<b>62 047</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	(30)	153 614	113 117
Soldes débiteurs et découverts bancaires à la clôture	(38)	(15 299)	(20 685)
<b>Trésorerie nette à la clôture</b>		<b>138 315</b>	<b>92 432</b>
<b>Variation nette de la trésorerie nette</b>		<b>45 883</b>	<b>30 385</b>



## Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010

<i>en milliers d'euros</i>	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Résultat affecté directement en capitaux propres	Total part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2008</b>	<b>8 304</b>	<b>98 547</b>	<b>312 816</b>	<b>(45 743)</b>	<b>373 925</b>	<b>3 271</b>	<b>377 196</b>
Distributions de dividendes			(11 028)		(11 028)	(120)	(11 148)
Augmentation/Réduction de capital	49		(49)				
Charges/paiements fondés sur des actions				236	236		236
<b>Total transactions avec les actionnaires</b>	<b>49</b>		<b>(11 077)</b>	<b>236</b>	<b>(10 792)</b>	<b>(120)</b>	<b>(10 912)</b>
Produits et charges comptabilisés directement en autres éléments de résultat global				21 511	21 511	78	21 589
Résultat consolidé de l'exercice 2009			53 277		53 277	83	53 360
<b>Total des produits et charges de l'exercice</b>			<b>53 277</b>	<b>21 511</b>	<b>74 788</b>	<b>161</b>	<b>74 949</b>
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2009</b>	<b>8 353</b>	<b>98 547</b>	<b>355 016</b>	<b>(23 995)</b>	<b>437 921</b>	<b>3 312</b>	<b>441 233</b>
Distributions de dividendes			(10 441)		(10 441)	(854)	(11 295)
Augmentation/Réduction de capital					0	(66)	(66)
Augmentation de taux d'intérêt				(10)	(10)	(695)	(705)
<b>Total transactions avec les actionnaires</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(10 441)</b>	<b>(10)</b>	<b>(10 451)</b>	<b>(1 615)</b>	<b>(12 066)</b>
Produits et charges comptabilisés directement en autres éléments de résultat global			(990)	25 546	24 556	180	24 736
Résultat consolidé de l'exercice 2010			68 292		68 292	804	69 096
<b>Total des produits et charges de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>67 302</b>	<b>25 546</b>	<b>92 848</b>	<b>984</b>	<b>93 832</b>
<b>Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2010</b>	<b>8 353</b>	<b>98 547</b>	<b>411 877</b>	<b>1 541</b>	<b>520 318</b>	<b>2 681</b>	<b>522 999</b>

## Annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2010

### Sommaire

#### I. Informations générales

- Note 1** Renseignements de caractère général  
**Note 2** Faits significatifs de l'exercice 2010  
**Note 3** Principes et méthodes comptables
- 3.1 Déclaration de conformité au référentiel IFRS
  - 3.2 Principes de consolidation
  - 3.3 Monnaies étrangères
  - 3.4 Instruments financiers dérivés
  - 3.5 Produits des activités
  - 3.6 Charges des contrats de location
  - 3.7 Présentation du résultat consolidé
  - 3.8 Impôts sur le résultat
  - 3.9 Résultat net d'impôt des activités abandonnées
  - 3.10 Intérêts minoritaires
  - 3.11 Résultats nets consolidés par action
  - 3.12 Goodwill
  - 3.13 Immobilisations incorporelles
  - 3.14 Immobilisations corporelles
  - 3.15 Placements
  - 3.16 Actifs et passifs courants et non courants
  - 3.17 Actifs et passifs d'impôts différés
  - 3.18 Stocks et en-cours de production
  - 3.19 Créances
  - 3.20 Dépréciation d'actifs
  - 3.21 Trésorerie et équivalents de trésorerie
  - 3.22 Provisions
  - 3.23 Avantages du personnel
  - 3.24 Passifs éventuels
  - 3.25 Emprunts portant intérêts
  - 3.26 Dettes
  - 3.27 Informations sectorielles
  - 3.28 Actifs non courants détenus en vue de la vente - actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées
  - 3.29 Intégration fiscale

#### **Note 4** Périmètre de consolidation

- 4.1 Evolution du périmètre de consolidation
- 4.2 Liste des sociétés consolidées et méthodes de consolidation

#### II. Informations complémentaires

##### **Note 5** Activités abandonnées

- 5.1 Résultat net consolidé des activités abandonnées
- 5.2 Variation de trésorerie des activités abandonnées

##### **Note 6** Informations sectorielles

- 6.1 Premier niveau – Secteurs d'activité
- 6.2 Second niveau – Secteurs géographiques

##### **Note 7** Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

#### III. Notes relatives au compte de résultat consolidé

##### **Note 8** Chiffre d'affaires

##### **Note 9** Achats consommés

##### **Note 10** Frais de personnel

##### **Note 11** Dotations aux amortissements

##### **Note 12** Dotations / Reprises dépréciations et provisions

##### **Note 13** Autres produits et charges opérationnels

##### **Note 14** Coût de l'endettement financier

##### **Note 15** Autres produits et charges financiers

##### **Note 16** Impôts sur le résultat

16.1 Répartition de la charge d'impôts

16.2 Analyse de la charge d'impôt

##### **Note 17** Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence

##### **Note 18** Intérêts minoritaires

##### **Note 19** Résultats nets consolidés par action

#### IV. Notes relatives au bilan consolidé

##### BILAN ACTIF CONSOLIDE

##### **Note 20** Goodwill

##### **Note 21** Immobilisations incorporelles

##### **Note 22** Immobilisations corporelles

##### **Note 23** Titres des sociétés mises en équivalence

##### **Note 24** Actifs financiers disponibles à la vente

##### **Note 25** Autres actifs financiers

##### **Note 26** Actifs d'impôts différés

##### **Note 27** Stocks et en-cours

##### **Note 28** Clients

##### **Note 29** Autres créances

##### **Note 30** Trésorerie et équivalents de trésorerie

##### **Note 31** Actifs classés comme détenus en vue de la vente

##### BILAN PASSIF CONSOLIDE

##### **Note 32** Capital

##### **Note 33** Réserves de conversion

##### **Note 34** Intérêts minoritaires

##### **Note 35** Capitaux propres consolidés

##### **Note 36** Provisions

##### **Note 37** Passifs d'impôts différés

##### **Note 38** Emprunts et dettes financières

##### **Note 39** Autres passifs non courants

##### **Note 40** Autres dettes

##### **Note 41** Instruments financiers dérivés

#### V. Autres notes explicatives

##### **Note 42** Rubrique "Autres flux liés aux opérations d'investissement" du tableau des flux de trésorerie

##### **Note 43** Instruments financiers

43.1 Valeur comptable des différentes catégories d'instruments

43.2 Opérations de couverture

43.3 Nature, étendue et gestion des risques

##### **Note 44** Avantages du personnel

##### **Note 45** Passifs éventuels

##### **Note 46** Engagements hors bilan

46.1 Locations

46.2 Autres engagements hors bilan

##### **Note 47** Transactions avec les parties liées

##### **Note 48** Honoraires Commissaires aux comptes

##### **Note 49** Effectif



## I. Informations générales

### Note 1 - Renseignements de caractère général

DELACHAUX SA, la "Société", est une société anonyme à Conseil d'Administration de droit français domiciliée en France. Ses actions sont négociées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment B) sous le code ISIN FR 0000032195.

Son siège social est situé 119, rue Louis Roche - BP 152 - 92231 Gennevilliers Cedex.

L'exercice social d'une durée de douze mois commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Dans le présent document, le "Groupe" ou le "groupe Delachaux", désigne DELACHAUX SA, ses filiales et ses entreprises associées.

Le groupe Delachaux est un groupe industriel évoluant dans deux principaux métiers :

- le ferroviaire (fabrication de systèmes dédiés à la voie)
- la conductique (fabrication de systèmes de transfert d'énergie et de transmission d'informations aux engins mobiles)

Les autres activités du groupe sont les métaux (production de chrome métal) et les aciers spéciaux (fabrication de pièces de fonderie)

Les états financiers consolidés de la Société relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010 incluent :

- le résultat consolidé sur la performance financière,
- l'état du résultat global,
- le bilan consolidé sur la situation financière,
- le tableau de variation des capitaux propres consolidés,
- le tableau des flux de trésorerie consolidés,
- ainsi que les présentes notes annexes.

Les données de l'exercice 2009 sont présentées à titre de comparatif.

Les comptes consolidés de l'exercice 2010 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 1er avril 2011. Les actionnaires de la Société ont le pouvoir de modifier ces états financiers soumis à leur approbation lors de l'Assemblée Générale Annuelle.

### Note 2 - Faits significatifs de l'exercice 2010

Le groupe a connu une croissance de son chiffre d'affaires de 13 % à 718,9 M€ en 2010 après la forte baisse intervenue en 2009. Aucun événement marquant, ni modification significative de l'organisation et du fonctionnement des branches n'est intervenu au cours de l'année 2010.

Le groupe a réalisé deux principales acquisitions sur la période qui sont le rachat du groupe allemand de soudure PLOTZ (chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 6 millions d'euros) en mars 2010 et de la division ferroviaire de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES SL

(chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 20 millions d'euros) en septembre 2010.

### Note 3 - Principes et méthodes comptables

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2010 sont établis en conformité avec le référentiel "International Financial Reporting Standard" tel qu'adopté au niveau européen au 31 décembre 2010.

#### 3.1 - Déclaration de conformité au référentiel IFRS

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers consolidés sont établis conformément aux bases de préparation suivantes, prévues par la norme IAS 1 "Présentation des états financiers" et sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Ils ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception

- des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur.
- des passifs relatifs aux avantages du personnel évalués selon la méthode des unités de crédit projetées.

#### **Normes, amendements et interprétations adoptés dans l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010.**

- IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises »

La norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » révisée est applicable à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1er janvier 2010 ou une date postérieure. Par rapport aux changements majeurs introduits par la norme IFRS 3 révisée (coûts liés à l'acquisition qui cessent d'être ajoutés au prix d'acquisition et qui constituent des charges pour l'acquéreur ; prix dû au vendeur qui inclut dès l'acquisition la juste valeur des paiements conditionnels, tels que les compléments de prix liés à la rentabilité de la cible, avec variation de la juste valeur de ces paiements conditionnels enregistrée en résultat), cette norme n'a pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2010.

- norme IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels »

La norme IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » est applicable à compter du 1er janvier 2010. Par rapport aux changements majeurs introduits par la norme IAS 27 révisée (énoncé d'un principe général selon lequel toute variation d'intérêts dans une entité contrôlée, sans perte de son contrôle, ne peut

avoir d'effet que sur les parts respectives de l'entité mère et des intérêts minoritaires à l'intérieur des capitaux propres consolidés ; nouvelle règle de répartition des pertes des filiales en part groupe et intérêts minoritaires suivant laquelle désormais l'attribution aux intérêts minoritaires des pertes d'une filiale n'est plus limitée au montant positif de la part des minoritaires dans les capitaux propres de la filiale), cette norme n'a pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2010.

Les autres amendements d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 ainsi que les améliorations annuelles des IFRS publiées en avril 2009 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

***Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, mais dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010 et non anticipés par le Groupe***

Le groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010. Ces textes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

La préparation des états financiers nécessite, de la part du Groupe de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés sont notamment l'évaluation des engagements envers le personnel, les tests de dépréciation de goodwill et les provisions.

### *3.2 - Principes de consolidation*

Les principes de consolidation sont énoncés dans la norme IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels" et la norme IAS 28 "Participations dans des entreprises associées".

#### *(i) Périmètre de consolidation*

Les sociétés sur lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Conformément à la norme IAS 27, le contrôle exclusif s'entend par la détention de plus de la moitié des droits de vote ou par tout autre moyen de contrôle de la société.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce un contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe DELACHAUX exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée établie lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote.

Les acquisitions ou cessions de sociétés intervenues en cours d'exercice sont prise en compte dans les états financiers consolidés à partir de la date de prise ou jusqu'à la date de perte du contrôle effectif, sauf à ce que l'impact soit non significatif pour ce qui concerne le compte de résultat dans le cas des acquisitions réalisées en fin d'exercice.

Les sociétés du Groupe DELACHAUX qui sont consolidées sont répertoriées à la note 4.2.

#### *(ii) Procédures de consolidation*

Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date ou sur la base d'une situation décalée de moins de trois mois par rapport à la date de consolidation et ajustée en conséquence. Les méthodes comptables sont appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés selon la méthode de l'intégration globale à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Le résultat de sortie d'une filiale consolidée est comptabilisé dans le résultat consolidé pour la différence entre le produit de la cession et la valeur comptable de la filiale dans les comptes consolidés, y compris les réserves de conversion comptabilisées à compter du 1er janvier 2004 pour une filiale étrangère.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

#### *(iii) Transactions éliminées dans les états financiers*

Les soldes de bilan, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Les écritures enregistrées dans les comptes individuels des filiales consolidées pour la seule application des dispositions fiscales sont également éliminées. A ce titre, sont notamment reprise sur les réserves et le résultat





consolidés les provisions pour amortissements dérogatoires pour leurs montants nets d'impôt.

### 3.3 - Monnaies étrangères

La comptabilisation des transactions en monnaies étrangères ainsi que la conversion des états financiers des activités à l'étranger est traitée par la norme IAS 21 "Effet des variations des cours des monnaies étrangères".

#### (i) Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

#### (ii) Etats financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période approchant les cours de change aux dates de transaction.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en "Réserves de conversion", composante distincte des capitaux propres, et dans les intérêts minoritaires. Ce traitement est appliqué de manière prospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004. Les réserves de conversion accumulées au 31 décembre 2003 ont été reclassées dans les réserves consolidées au 1<sup>er</sup> janvier 2004 en application de l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

### 3.4 - Instruments financiers dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de change et de taux d'intérêts résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction.

Les instruments dérivés qui ne répondraient pas aux critères de la comptabilité de couverture seraient comptabilisés comme des instruments spéculatifs.

Les instruments financiers dérivés seraient évalués à la juste valeur et le profit ou la perte résultant de cette réévaluation serait comptabilisé immédiatement en résultat.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêts et du risque de crédit des contreparties du swap.

### 3.5 - Produits des activités

La norme IAS applicable est IAS 18 "Produits des activités ordinaires".

Le chiffre d'affaires essentiellement lié à la vente de produits manufacturés est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Généralement, le transfert intervient lors de la livraison au client. Les produits relatifs aux prestations de services rendues sont enregistrés lors de leurs réalisations.

Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due ou au retour possible des marchandises en cas de droit d'annulation de la vente et lorsque le Groupe reste impliqué dans la gestion des biens.

### 3.6 - Charges des contrats de location

Les modalités de comptabilisation des charges relatives aux contrats de location sont énoncées dans la norme IAS 17 "Contrats de location".

#### (i) Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

#### (ii) Paiements au titre de contrats de location-financement

Les paiements minimaux au titre des contrats de location-financement sont ventilés entre charge financière et amortissement de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant à appliquer au solde de la dette restant dû.

### 3.7 - Présentation du résultat consolidé

#### (i) Résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme un des indicateurs de performance. Cet agrégat correspond au résultat net avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels qui comprennent principalement :
  - ◆ des profits et des pertes sur des éléments d'actifs immobilisés
  - ◆ des provisions couvrant d'éventuels événements inhabituels, anormaux, et peu fréquents visés dans le Cadre conceptuel du référentiel IFRS
- des éléments de produits et de charges financiers ;
- de l'impôt sur le résultat (exigible et différé) ;
- du résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession.

#### (ii) Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie :
  - ◆ produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie
  - ◆ résultats de cession d'équivalents de trésorerie
- le coût de l'endettement financier brut, soit les charges d'intérêts sur opérations de financement.

#### (iii) Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent

- les dividendes
- les profits et pertes sur cession de titres non consolidés
- les dépréciations des titres non consolidés
- les produits et les charges d'actualisation, et notamment ceux relatifs aux avantages du personnel à long terme
- les autres produits et charges financiers.

### 3.8 - Impôts sur le résultat

Les dispositions relatives aux impôts sur le résultat sont contenues dans la norme IAS 12.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- la comptabilisation initiale du goodwill
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif acquis dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

En France, la loi de finance 2010 votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composantes : la Contribution Foncières des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que la CVAE correspondait à la définition d'un impôt tel que précisé par IAS12 dans la mesure où la Valeur Ajoutée constitue le niveau intermédiaire de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE.

Un rapprochement de la charge d'impôt théorique avec la charge d'impôt consolidée est présenté à la note 16.

#### 3.9 - Résultat net d'impôt des activités abandonnées

Conformément à la norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées", le Groupe présente sur cette ligne du compte de résultat le résultat des activités abandonnées, somme du résultat après impôt, du résultat de cession et d'éventuelles dépréciations.

#### 3.10 - Intérêts minoritaires

Conformément à la norme IAS 27 "Etats financiers consolidés et individuels", les intérêts minoritaires figurent au bilan consolidé sur une ligne spécifique.

Ils comprennent notamment :

- leur quote-part dans l'actif net et le résultat net consolidés
  - leur part dans les écarts de conversion résultant de la conversion des comptes des entités étrangères selon la méthode du cours de clôture, et
  - leur part dans les écarts de réévaluation.
- Le compte de résultat enregistre leur quote-part dans le résultat net consolidé.

Les intérêts minoritaires débiteurs sont attribués au Groupe, sauf si les actionnaires minoritaires ont l'engagement et la capacité à couvrir leur quote-part de pertes.

### 3.11 - Résultats nets consolidés par action

Le mode de calcul des résultats nets consolidés par action est énoncé dans la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Les actions ordinaires sont traitées comme dilutives si et seulement si leur conversion en actions ordinaires aurait pour effet de réduire le bénéfice net par action. Le calcul des actions dilutives est réalisé selon la méthode du rachat d'actions.

### 3.12 - Goodwill

Conformément à la norme IFRS 3, tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Le Groupe procède, dans un délai n'excédant pas les douze mois suivant la date d'acquisition, à l'évaluation des actifs et passifs assumés.

Pour chaque regroupement d'entreprise, la norme IFRS 3 offre l'option entre la méthode dite du goodwill complet et celle du goodwill partiel :

- selon la méthode du goodwill partiel, le goodwill correspond à la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés
- selon la méthode du goodwill complet, les intérêts minoritaires sont évalués à leur juste valeur et non à leur quote-part dans l'actif identifiable de l'acquéreur

Chaque goodwill est alloué, au plus tard à la clôture de l'exercice suivant celui de l'acquisition, aux différentes unités génératrices de trésorerie bénéficiant du regroupement d'entreprises.

S'agissant des filiales étrangères, le goodwill est assimilé à des actifs de l'entité étrangère elle-même. Dès lors, le goodwill dégagé en monnaie étrangère au titre de l'entité par l'entité détentrice des titres est converti, comme tous les autres actifs et passifs de l'entité détenue, au cours de clôture. Ainsi, les montants des goodwill évoluent en fonction des variations des cours et participent à la variation des réserves de conversion.

Dans les cas où la part d'intérêts du Groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels excède le coût du regroupement d'entreprises (goodwill négatif), il est procédé à :

- la vérification de l'identification et de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels de l'entité acquise, ainsi que l'évaluation du coût du regroupement d'entreprises et
- la comptabilisation immédiate en résultat de tout excédent résiduel après cette vérification.

Ultérieurement, les goodwill sont évalués à leur coût, diminués des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation au minimum annuel conformément à la norme IAS 36 révisée (voir méthode comptable décrite à la Note 3.20 de la présente annexe).

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel dans les "Autres produits et charges opérationnels".

Pour chacune des acquisitions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le goodwill a été maintenu à son coût présumé représentant la valeur nette comptable comptabilisée selon le référentiel comptable précédent (règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable). Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprises ayant eu lieu avant cette date n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS à la date de transition conformément à l'exemption prévue par la norme IFRS 1.

### 3.13 - Immobilisations incorporelles

La norme applicable concernant les immobilisations incorporelles est la norme IAS 38.

#### (i) Actifs

Les immobilisations incorporelles qui ont été acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

#### (ii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges sur la période au cours de laquelle elles sont encourues.

#### (iii) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si cette durée est indéterminée.

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mise en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Brevets de 5 à 20 ans
- Logiciels 3 ans

### 3.14 - Immobilisations corporelles

Les normes applicables concernant les immobilisations corporelles sont les normes IAS 16 et IAS 17 "Contrats de location".

#### (i) Actifs dont le Groupe est propriétaire

Une immobilisation corporelle est évaluée au coût diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

Le coût des immobilisations corporelles réévaluées à la juste valeur antérieurement au 1er janvier 2004, date de la transition aux IFRS, correspond au montant historique réévalué.

Le coût des autres immobilisations corporelles existantes au 1er janvier 2004 correspond au montant de leur valeur nette comptable au 31 décembre 2003.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

#### (ii) Actifs loués

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location-financement conformément à la norme IAS 17.

#### Comptabilisation initiale

Au début de la période de location, les contrats de location-financement sont enregistrés à l'actif et au passif pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminées, pour chaque bien, au commencement du contrat de location.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, est le taux d'intérêt implicite du contrat de location si celui-ci peut être déterminé. A défaut, le taux d'emprunt marginal du groupe est utilisé.

#### Comptabilisation ultérieure

Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette financière (voir Note 3.6 de la présente annexe).

La méthode d'amortissement et de dépréciation des actifs loués est cohérente avec celle applicable aux actifs amortissables que possède le groupe. La dotation aux amortissements est calculée selon IAS 16 "Immobilisations corporelles". La durée d'amortissement est limitée à la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'amortissement normale de l'immobilisation.

Les dépréciations éventuelles sont déterminées conformément à la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs" (voir Note 3.20 de la présente annexe).

#### (iii) Coûts ultérieurs

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

#### (iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur la durée d'utilité estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Constructions 20 à 30 ans
- Agencements et aménagements 10 ans
- Outillages 4 ans
- Installations techniques et matériels industriels 5 à 8 ans

La valeur résiduelle est révisée annuellement.

### 3.15 - Placements

#### (i) Instruments financiers

La norme IFRS applicable en matière d'instruments financiers est la norme IAS 39.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé dans le compte de résultat consolidé.

Les autres instruments financiers détenus par le Groupe sont classés en tant que disponibles à la vente et



évalués à la juste valeur ; tout profit ou perte en résultant est comptabilisé directement en capitaux propres, à l'exception du montant des pertes de valeur comptabilisé en résultat. Lorsque ces placements sont décomptabilisés, le cumul des profits et pertes comptabilisé antérieurement directement en capitaux propres est comptabilisé en résultat.

La juste valeur des instruments financiers classés en instruments financiers détenus à des fins de transaction est le cours acheteur à la date de clôture. La juste valeur des instruments financiers classés en tant que disponibles à la vente résulte de l'évaluation pratiquée par le Groupe, ces actifs n'étant pas cotés.

Les instruments financiers sont comptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les acheter. Les instruments financiers sont décomptabilisés par le Groupe à la date à laquelle il s'engage à les vendre.

### 3.16 - Actifs et passifs courants et non courants

La présentation des actifs et des passifs en éléments courants et non courants est définie par la norme IAS 1 "Présentation des états financiers".

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe hors actifs d'impôts différés, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie disponible et les actifs financiers de transaction constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe hors passifs d'impôts différés ou dans les 12 mois suivant la clôture de l'exercice constituent des éléments courants. Tous les autres passifs sont non courants.

### 3.17 - Actifs et passifs d'impôts différés

Les règles concernant les actifs et passifs d'impôts différés sont décrites dans la norme IAS 12 "Impôt sur le résultat".

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits dans la mesure où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'impôt supplémentaire qui résulte de la distribution de dividendes est comptabilisé lorsque les dividendes à payer sont comptabilisés au passif.

Quelle que soit leur date d'échéance de reversement ou de recouvrement, les passifs et actifs d'impôts différés sont présentés dans les éléments non courants du bilan.

### 3.18 - Stocks - En-cours de production et produits finis

Les règles d'évaluation et de présentation relatives aux stocks, en-cours de production et produits finis sont contenues dans la norme IAS 2.

#### (i) Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués selon la méthode du coût moyen d'achat pondéré ou selon la méthode du premier entré-premier sorti lorsque cette méthode se révèle plus appropriée compte tenu de la nature de l'activité. Le coût comprend les coûts d'acquisition et les coûts encourus pour les amener à l'endroit où ils se trouvent.

#### (ii) En-cours de production et produits finis

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à un coût de revient complet usine qui comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondée sur la capacité normale de production.

#### (iii) Dépréciation

Les stocks, en-cours de production et produits finis sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### 3.19 - Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en Note 3.20 de la présente annexe).

### 3.20 - Dépréciation d'actifs

Les dispositions relatives à la dépréciation des goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles sont décrites dans la norme IAS 36. Les règles d'évaluation des actifs financiers disponibles à la vente ou détenus à des fins de transaction et des créances émises sont contenues dans la norme IAS 39 "Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation".

### (i) Principes généraux

Les valeurs comptables des actifs du Groupe autres que les actifs d'impôts différés (voir méthode comptable décrite à la Note 3.17) de la présente annexe, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée (voir ci-dessous).

Le Groupe estime qu'un actif a pu perdre de la valeur en présence notamment des indices internes suivants :

- ☐ flux de trésorerie nets actualisés ou résultats opérationnels générés par l'actif sensiblement plus mauvais que ceux budgétés ;
- ☐ existence de pertes opérationnelles significatives générées par l'actif.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée systématiquement chaque année à la date du 31 décembre.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le résultat. La perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif.

### (ii) Calcul de la valeur recouvrable

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la juste valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine. Les créances et dettes pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif ne sont pas actualisées.

La valeur recouvrable des autres actifs est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante de marché et de la valeur du temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif, qui ne génère pas d'entrée de trésorerie largement indépendante, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

### (iii) Reprise d'une perte de valeur

La perte de valeur au titre de prêts et créances comptabilisés au coût amorti est reprise si l'augmenta-

tion de la valeur recouvrable peut être objectivement liée à un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

### 3.21 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Selon IAS 7 "Tableau des flux de trésorerie", les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Pour qu'un placement puisse être considéré comme un équivalent de trésorerie, il doit s'agir de placements à court terme très liquides et qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. En conséquence, un placement ne sera normalement qualifié d'équivalent de trésorerie que s'il a une échéance rapprochée, par exemple inférieure ou égale à trois mois à partir de la date d'acquisition.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les OPCVM classés dans la catégorie "monétaire" (Avis de l'Autorité des Marchés Financiers du 9 mars 2006) et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les OPCVM sont évalués en juste valeur à la date de chaque arrêté, la contrepartie de la réévaluation étant comptabilisée en résultat.

### 3.22 - Provisions

#### (i) Principes généraux

Les conditions de constitution des provisions sont énoncées dans la norme IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels".

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques au passif.

#### (ii) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a, à la date de clôture de l'exercice :

- soit commencé à exécuter le plan,
- soit rendu public le plan.

Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

### 3.23 - Avantages du personnel

#### (i) Avantages à long terme et postérieurs à l'emploi

Le traitement de ces avantages est défini par la norme IAS 19 "Avantages au personnel".

##### *Régimes à cotisations définies*

Les cotisations à payer au titre d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

##### *Régimes à prestations définies*

S'agissant des régimes à prestations définies concernant les avantages à long terme et postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont amortis selon la méthode du corridor.

La charge de l'exercice est comptabilisée en "Charges de personnel" pour le coût des services rendus et l'amortissement des écarts actuariels, et en "Autres charges financières" pour le coût de l'actualisation.

#### (ii) Paiements fondés sur des actions

La norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", publiée en février 2004, traite des transactions réalisées

avec le personnel ou avec d'autres tiers dont le paiement est fondé sur des actions.

La charge a été évaluée sur la base de la juste valeur des actions octroyées soit le cours de l'action de la Société à la date d'octroi du plan.

Les coûts des services rendus par les bénéficiaires sont enregistrés en charges prorata temporis sur la période d'acquisition des droits des actions en contrepartie des capitaux propres.

En application de la norme IAS 33 "Résultat par action", le calcul du résultat net dilué par action est réalisé en prenant en compte l'incidence dilutive de ces plans, en précisant que les seuls plans concernés au sein du groupe DELACHAUX sont des plans liés à l'octroi d'actions gratuites.

### 3.24 - Passifs éventuels

Selon la norme IAS 37, un passif éventuel est :

- une obligation potentielle, résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe, ou
- une obligation actuelle résultant d'événements passés, mais qui n'est pas comptabilisée car ne répondant pas aux critères de comptabilisation :
  - ◆ soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
  - ◆ soit le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Une information sur cette obligation est fournie dans les notes annexes des états financiers de chacun des exercices concernés.

Toutefois, conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises", les passifs éventuels dont le montant peut être évalué avec une fiabilité suffisante sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du goodwill selon la méthode de l'acquisition.

### 3.25 - Emprunts portant intérêts

Selon la norme IAS 39, les emprunts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Suite à la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### 3.26 - Dettes

En application de la norme IAS 39, les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à la

juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

### 3.27 - Informations sectorielles

L'information sectorielle relève de l'application de la norme IFRS 8. Le groupe fournit l'ensemble des informations prévues dans la norme IFRS 8, à l'exception des résultats par activité. En raison de leur caractère stratégique et confidentiel, leur divulgation entraînerait un grave préjudice pour le Groupe.

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) et qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le Groupe est structuré à l'échelle mondiale en trois principaux secteurs d'activité, constituant le premier niveau d'information sectorielle :

- Ferroviaire,
- Conductique,
- Produits spéciaux (Métaux, Aciers spéciaux).

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont présents dans quatre grandes zones géographiques, représentant le second niveau d'information sectorielle :

- Europe,
- Amérique du Nord,
- Asie – Pacifique,
- Reste du monde.

L'information sectorielle présente les chiffres consolidés du groupe DELACHAUX hors activités abandonnées.

### 3.28 - Actifs non courants détenus en vue de la vente- Actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées

Les dispositions relatives aux Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées sont décrites dans la norme IFRS 5.

Immédiatement avant le classement des actifs comme détenus en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs sont évaluées selon les normes IFRS qui leur sont applicables. Ensuite, lors de la classification initiale comme actifs détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou d'un groupe d'actifs), comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient ou non été comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et

pertes au titre des évaluations antérieures sont traités de manière identique. Le profit comptabilisé ne peut excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

La classification comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente. Un groupe destiné à être abandonné peut également satisfaire les critères pour être classé comme activité abandonnée.

### 3.29 - Intégration fiscale

Une intégration fiscale est réalisée au niveau de DELACHAUX SA avec l'ensemble des sociétés françaises pour lesquelles les conditions réglementaires sont réunies.

## Note 4 - Périmètre de consolidation

### 4.1 - Evolution du périmètre de consolidation

Plusieurs modifications de périmètre ont eu lieu au cours de l'exercice 2010.

#### Pour la branche Ferroviaire :

Création en 02/2010 en Allemagne de la société RAILTECH DEUTSCHLAND qui a procédé le 29 mars 2010 au rachat du groupe allemand PLÖTZ (cf. note 20) qui est basé en Allemagne et dispose de plusieurs filiales en Autriche, Pologne, Hongrie, Mexique et Brésil.

Rachat à la date du 22 juin 2010 des 20% des parts de la société RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS SAS non encore détenus par RAILTECH INTERNATIONAL, conduisant ainsi le groupe à détenir à cette date la totalité du capital de RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS SAS, cette opération ayant été suivie en décembre 2010 d'une fusion-absorption de la société RAILTECH SCHLATTER SYSTEMS par RAILTECH INTERNATIONAL.

Rachat en décembre 2010 de 0,31% des parts de RAILTECH INTERNATIONAL non encore détenues par HRT SAS, conduisant ainsi le groupe à détenir, au 31 décembre 2010, 99,86 % du capital de RAILTECH INTERNATIONAL.

#### Pour la branche Conductique :

Augmentation du pourcentage de détention de CONDUCTIX-WAMPFLER PVT LTD Inde de 79% à 100% en décembre 2010.

#### Pour les autres branches :

Sortie du périmètre de la société DEVAUX-WERTS à la suite de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de cette société en décembre 2010.



#### 4.2 - Liste des sociétés consolidées et méthodes de consolidation

	Entités	Siège	Pays	Détenu par	Méthode (1)	% Contrôle	% Intérêts
<b>Consolidante</b>							
1	DELACHAUX SA	Gennevilliers	France				Société Tête de Groupe
<b>Consolidées</b>							
2	Conductix-Wampfler Wuhan Ltd	Wuhan	Chine	1	IG	100,00 %	100,00 %
3	Conductix-Wampfler Shanghai Ltd	Shanghai	Chine	1	IG	100,00 %	100,00 %
4	Delachaux Métal Inc	Napoléon	USA	1	IG	100,00 %	100,00 %
5	Tamaris SAS	Alès	France	1	IG	100,00 %	100,00 %
6	Fonderies Nicolas SAS	Nouzonville	France	1	IG	99,38 %	99,38 %
7	HCXW SAS	Gennevilliers	France	1	IG	100,00 %	100,00 %
8	Conductix-Wampfler SRL	Agrate Brianza	Italie	1	IG	100,00 %	100,00 %
9	Conductix-Wampfler Pte Ltd	Singapour	Singapour	1	IG	90,00 %	90,00 %
10	Conductix-Wampfler India Pvt Ltd	Pune	Inde	1	IG	100,00 %	100,00 %
<b>sous-groupe CONDUCTIX USA</b>							
11	Conductix-Wampfler Inc	Omaha	USA	1/17	IG	89,50%/10,50%	100,00 %
12	Conductix-Wampfler Pty Ltd	Victoria	Australie	11	IG	100,00 %	100,00 %
13	Conductix-Wampfler Ltd	Salford	Royaume Uni	1/11	IG	16,56%/83,44%	100,00 %
14	Wampfler Co Ltd	Salford	Royaume Uni	13	IG	100,00 %	100,00 %
15	Conductix-Wampfler Corp	St Jérôme	Canada	11	IG	100,00 %	100,00 %
16	Conductix-Wampfler S de RL de CV	Monterrey	Mexique	12	IG	100,00 %	100,00 %
<b>sous-groupe WAMPFLER</b>							
17	Conductix-Wampfler AG	Weil	Allemagne	1	IG	100,00 %	100,00 %
18	Conductix-Wampfler LTDA	Baltinglass	Irlande	17	IG	100,00 %	100,00 %
19	Conductix-Wampfler BV	Haarlem	Pays Bas	17	IG	100,00 %	100,00 %
20	Conductix-Wampfler AG	Thorishaus	Suisse	17	IG	100,00 %	100,00 %
21	Conductix-Wampfler Ltda	Itu	Brésil	17	IG	100,00 %	100,00 %
22	Conductix-Wampfler Sdn Bhd	Selangor	Malaisie	17	IG	100,00 %	100,00 %
23	Conductix-Wampfler O.O.O.	Moscou	Russie	17	IG	100,00 %	100,00 %
24	Krankkomponenter Wampfler AB	Täby	Suède	17	IG	100,00 %	100,00 %
<b>sous-groupe LENOIR</b>							
25	Raoul Lenoir SAS	Cosnes	France	1	IG	100,00 %	100,00 %
26	Mec SRL	Visano	Italie	25	IG	100,00 %	100,00 %

	Entités	Siège	Pays	Détenu par	Méthode (1)	% Contrôle	% Intérêts
<b>sous-groupe H.R.T.</b>							
27	HRT France SAS	Gennevilliers	France	1	IG	100,00 %	100,00 %
28	Railtech International SA	Raismes	France	27	IG	99,86 %	99,86 %
29	Railweld Sotif SAS	Raismes	France	28	IG	100,00 %	99,86 %
30	Porsol Lda	Lisbonne	Portugal	28	IG	60,00 %	59,92 %
31	Railtech Boutet Inc	Napoléon	USA	28	IG	100,00 %	99,86 %
32	Railtech Contracting Corp	Napoléon	USA	28	IG	100,00 %	99,86 %
33	Railtech Australia Ltd	Queensland	Australie	28	IG	100,00 %	99,85 %
34	Matweld Inc	Paducah	USA	28	IG	100,00 %	99,86 %
35	Les Industrie Railwel Inc.	St Jérôme	Canada	28	IG	100,00 %	99,86 %
36	Railtech Sufetra SA	Barcelone	Espagne	28	IG	100,00 %	99,86 %
37	Railtech Calomex Srl	Mexico	Mexique	28	IG	99,70 %	99,56 %
38	CSA Srl	Castelnuovo di Sotto	Italie	28	IG	51,00 %	50,93 %
39	Stedef Thaïlande Ltd	Bangkok	Thaïlande	28	IG	100,00 %	99,85 %
40	Railtech China Ltd	Wuhan	Chine	28	IG	100,00 %	99,86 %
41	Railtech Zhuqiao Ltd	Wuhan	Chine	28	IG	85,00 %	84,88 %
42	Railtech Volga O.O.O	St Petersburg	Russie	28	IG	100,00 %	99,86 %
43	Railtech Slavjana Sro	Prague	Rep. Tchèque	28	IG	100,00 %	99,86 %
44	Railtech UK Ltd	Birmingham	Royaume Uni	28	IG	100,00 %	99,86 %
45	Railtech Alu Singen SAS	Gennevilliers	France	28	IG	51,00 %	50,93 %
46	Railtech Maroc Sarl	Casablanca	Maroc	28	IG	100,00 %	99,86 %
47	Railtech Algérie Sarl	Alger	Algérie	28	IG	65,00 %	64,90 %
48	Railtech-Pandrol Italia SRL	Teramo	Italie	28	IG	100,00 %	100,00 %
49	H.R.T. UK Ltd	Addlestone	Royaume Uni	27	IG	100,00 %	100,00 %
50	Pandrol Holdings Ltd	Addlestone	Royaume Uni	27/49	IG	50,56%/49,44%	100,00 %
51	Pandrol Group Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00 %	100,00 %
52	Pandrol Finance Ltd	Addlestone	Royaume Uni	51	IG	100,00 %	100,00 %
53	Pandrol International Ltd	Addlestone	Royaume Uni	52	IG	100,00 %	100,00 %
54	Specialised Eng. Holdings Sarl	Luxembourg	Luxembourg	53	IG	100,00 %	100,00 %
55	Conil Holding BV	Addlestone	Royaume Uni	53/54	IG	69,11%/30,89%	100,00 %
56	Pandrol Avaux SA	Anderlues	Belgique	55	IG	99,88 %	99,88 %
57	Pandrol Indonesia PT	Jakarta	Indonésie	55	IG	60,60 %	60,60 %
58	Pandrol Korea Ltd	Séoul	Corée	53	IG	100,00 %	100,00 %
59	Pandrol Canada Ltd	Alberta	Canada	55	IG	100,00 %	100,00 %
60	IAT NV	Utrecht	Pays Bas	55	IG	90,00 %	90,00 %
61	IAT Fixacoes Elasticas Ltd	Porto Alegre	Bresil	60	IG	100,00 %	90,00 %

	Entités	Siège	Pays	Détenu par	Méthode (1)	% Contrôle	% Intérêts
<b>sous-groupe H.R.T. (suite)</b>							
62	Pandrol Australia Pty Ltd	Blacktown	Australie	55	IG	100,00 %	100,00 %
63	Pandrol Rail Fastening	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00 %	100,00 %
64	Pandrol Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	63	ME	40,00 %	40,00 %
65	Rulco Holdings Pty Ltd	Germiston	Afrique du Sud	64	ME	40,00 %	40,00 %
66	Pandrol Pvt Ld	Bulawayo	Zimbabwe	64	ME	40,00 %	40,00 %
67	Pandrol Fabr.De Fixadores Elast.Ltda		Mozambique	64	ME	21,08%	21,08 %
68	Pandrol SA Pty Ltd	Isando	Afrique du Sud	73	IME	36,00 %	36,00 %
69	Pandrol Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00 %	100,00 %
70	Multiclip Company Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00 %	100,00 %
71	Foxglove International inc	Delaware	USA	52	IG	100,00 %	100,00 %
72	Pandrol USA LP	New Jersey	USA	71	IG	100,00 %	100,00 %
73	Track technology Ltd	Addlestone	Royaume Uni	53	IG	100,00 %	100,00 %
74	Specialised Eng. Holdings UK	Glasgow	Royaume Uni	50	IG	100,00 %	100,00 %
75	Upperglen Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00 %	100,00 %
76	HGG (1999) Ltd	Addlestone	Royaume Uni	50	IG	100,00 %	100,00 %
77	JHG (1999) Ltd	Glasgow	Royaume Uni	50	IG	100,00 %	100,00 %
78	Rosenqvist Rail AB	Hudiksvall	Suède	53	IG	100,00 %	100,00 %
79	Isqalo Steel (Pty) Ltd	Germiston	Afrique du Sud	68	ME	36,00 %	36,00 %
80	Railtech Deuschalnd Gmbh	Reichshof - Allenbach	Allemagne	28	IG	100,00 %	99,86 %
81	Rolf Plötz Elektroschmelze Gmbh & Co KG	Reichshof - Allenbach	Allemagne	80	IG	100,00 %	99,86 %
82	Plötz Beteiligungs Gmbh	Reichshof - Allenbach	Allemagne	80	IG	100,00 %	99,86 %
83	Florianer Bahn Service Gmbh	St Florian Linz	Autriche	80	IG	100,00 %	99,86 %
84	Rolf Plötz International Gmbh	Reichshof - Allenbach	Allemagne	80	IG	100,00 %	99,86 %
85	Rolf Plötz Ploska Sp zoo	Goczarkowice - Zdroj	Pologne	84	IG	100,00 %	99,86 %
86	Rolf Plötz Mexico SA		Mexique	84	IG	100,00 %	99,86 %
87	Rolf Plötz Mexico Service SA		Mexique	84	IG	100,00 %	99,85 %
88	Rolf Plötz Ipari Kft	Sopron	Hongrie	84/80	IG	99,45%/0,55%	99,86 %
89	Rolf Plötz Brasil Cornecio de Materials de Sodagem Ltda	Jaguariuna	Bresil	84/80	IG	87,50%/12,50%	99,86%

(1) méthode de consolidation :

IG = intégration globale

ME = mise en équivalence

## II. Informations complémentaires

### Note 5 - Activités abandonnées

Les activités abandonnées regroupent l'activité de fonte automobile (précédemment réalisée par la société Devaux-Werts dont l'activité a été arrêtée en juin 2006) et l'activité d'injection qui a été cédée par Delachaux SA en date du 30/09/2008.

Les actifs et passifs se rapportant aux activités abandonnées sont classés dans les rubriques correspondant à leur nature, à l'exception des immobilisations corporelles de ces activités qui sont positionnées sur la rubrique " Actifs classés comme détenus en vue de la vente " pour les parties non encore cédées, en précisant qu'à la date du 31/12/2010 le groupe ne dispose plus d'aucun actif de cette nature.

#### 5.1 - Résultat net consolidé des activités abandonnées

	2010	2009
Chiffre d'Affaires		(40)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>(5)</b>	<b>(423)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(5)</b>	<b>(229)</b>
<b>Coût de l'endettement financier</b>		<b>(9)</b>
Autres produits & charges financiers		
Impôts sur le résultat		26
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(5)</b>	<b>(212)</b>
<b>Part du Groupe / Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(5)</b>	<b>(212)</b>
<b>Intérêts minoritaires / Résultat net des activités abandonnées</b>		

#### 5.2 - Variation de trésorerie des activités abandonnées

	2010	2009
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>	<b>(5)</b>	<b>(212)</b>
<b>Marge brute d'autofinancement (avant neutralisation du coût de l'endettement financier net &amp; des impôts sur le résultat)</b>	<b>(5)</b>	<b>(502)</b>
<b>Marge brute d'autofinancement (après neutralisation du coût de l'endettement financier net &amp; des impôts sur le résultat)</b>	<b>(5)</b>	<b>(528)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>0</b>	<b>(70)</b>
Cessions d'immobilisations		1 475
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>1 475</b>
Remboursement d'emprunts		(136)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>0</b>	<b>(136)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>1 269</b>

## Note 6 - Informations sectorielles

### 6.1 - Premier niveau – Secteurs d'activité (en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	2010	%	2009	%
Ferroviaire	428 890	59,5 %	397 211	62,3 %
Conductique	198 970	27,6 %	178 472	28,0 %
Produits spéciaux	93 313	12,9 %	61 580	9,7 %
<b>Total affecté</b>	<b>721 173</b>	<b>100,0 %</b>	<b>637 263</b>	<b>100,0 %</b>
Eliminations inters secteurs	(2 279)		(1 252)	
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>718 894</b>		<b>636 011</b>	

Actifs	2010	%	2009	%
Ferroviaire	444 105	63,1 %	360 128	59,0 %
Conductique	211 212	30,0 %	206 925	34,3 %
Produits spéciaux	48 091	6,9 %	40 282	6,7 %
<b>Actifs affectés</b>	<b>703 408</b>	<b>100,0 %</b>	<b>607 335</b>	<b>100,0 %</b>
Actifs de support	1 626		11 658	
Actifs financiers	154 200		115 440	
Actifs d'impôts différés	11 016		8 584	
Actifs détenus en vue de la vente	0		975	
<b>Actif consolidé</b>	<b>870 250</b>		<b>743 992</b>	

Passifs	2010	%	2009	%
Ferroviaire	124 643	66,3 %	92 662	65,9 %
Conductique	40 139	21,4 %	27 950	19,9 %
Produits spéciaux	23 195	12,3 %	20 092	14,2 %
<b>Passifs affectés</b>	<b>187 977</b>	<b>100,0 %</b>	<b>140 704</b>	<b>100,0 %</b>
Passifs / Activités abandonnées	810		719	
Passifs financiers	137 748		149 304	
Capitaux propres	522 999		441 233	
Passifs d'impôts différés	9 546		7 146	
Passifs de support	11 170		4 886	
<b>Passif consolidé</b>	<b>870 250</b>		<b>743 992</b>	

Investissements	2010	%	2009	%
Ferroviaire	8 019	75,3 %	7 704	61,0 %
Conductique	2 328	21,9 %	3 615	28,6 %
Produits spéciaux	300	2,8 %	1 317	10,4 %
<b>Investissements affectés</b>	<b>10 647</b>	<b>100,0 %</b>	<b>12 636</b>	<b>100,0 %</b>
Actifs de support			30	
<b>Investissements consolidés</b>	<b>10 647</b>		<b>12 666</b>	

Amortissements	2010	%	2009	%
Ferroviaire	5 168	53,9 %	4 310	50,6 %
Conductique	3 385	35,3 %	3 062	35,9 %
Produits spéciaux	1 037	10,8 %	1 153	13,5 %
<b>Investissements affectés</b>	<b>9 590</b>	<b>100,0 %</b>	<b>8 525</b>	<b>100,0 %</b>
Amort / activités abandonnées			142	
Actifs de support	137		465	
<b>Amortissements consolidés</b>	<b>9 727</b>		<b>9 132</b>	

6.2 - Second niveau – Secteurs géographiques (en milliers d'euros)

Chiffre d'affaires	2010	%	2009	%
Europe	299 905	41,7 %	282 446	44,4 %
Amérique du Nord	165 925	23,1 %	126 560	19,9 %
Asie - Pacifique	185 459	25,8 %	191 864	30,2 %
Reste du monde	67 605	9,4 %	35 141	5,5 %
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>718 894</b>	<b>100,0 %</b>	<b>636 011</b>	<b>100,0 %</b>

Actifs	2010	%	2009	%
Europe	447 203	63,6 %	399 015	65,6 %
Amérique du Nord	126 823	18,0 %	104 713	17,2 %
Océanie - Asie	92 910	13,2 %	76 557	12,6 %
Reste du monde	36 471	5,2 %	27 050	4,6 %
<b>Total affecté</b>	<b>703 408</b>	<b>100,0 %</b>	<b>607 335</b>	<b>100,0 %</b>
Actifs de support	1 626		11 658	
Actifs financiers	154 200		115 440	
Actifs d'impôts	11 016		8 584	
Actifs détenus en vue de la vente	0		975	
<b>Actif consolidé</b>	<b>870 250</b>		<b>743 992</b>	

Investissements	2010	%	2009	%
Europe	6 292	59,1 %	9 352	74,0 %
Amérique du Nord	3 216	30,2 %	1 508	11,9 %
Océanie - Asie	1 080	10,1 %	1 740	13,8 %
Reste du monde	59	0,6 %	36	0,3 %
<b>Investissements affectés</b>	<b>10 647</b>	<b>100,0 %</b>	<b>12 636</b>	<b>100,0 %</b>
Actifs de support			30	
<b>Investissements consolidés</b>	<b>10 647</b>		<b>12 666</b>	

#### Note 7 - Evènements postérieurs à la clôture

Il n'existe aucun évènement postérieur à la clôture de l'exercice d'importance significative qui aurait pu donner lieu à un enregistrement au bilan ou compte de résultat consolidés ou à une information dans les notes explicatives.

### III. Notes relatives au compte de résultat consolidé

Afin de se conformer aux dispositions de la norme IFRS 5 sur les activités abandonnée, l'ensemble des éléments de la performance financière de l'entité Devaux-Werts et de l'activité Injection au sein de DELACHAUX SA, au titre des exercices présentés, ont été regroupés sur la ligne du compte de résultat "Résultat net des opérations abandonnées".

Le détail de ces éléments est présenté à la Note 5.1.

#### Note 8 - Chiffre d'affaires

Les chiffres d'affaires par zone d'activités et par zones géographiques sont précisés dans la Note 6 au titre des informations sectorielles conformément à la norme IFRS 8.

**Note 9 - Achats consommés**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Achats de matières premières & de marchandises	(380 231)	(303 019)
Variation de stocks de matières premières & de marchandises	7 700	(13 636)
<b>Achats consommés</b>	<b>(372 531)</b>	<b>(316 655)</b>

**Note 10 - Frais de personnel**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Rémunérations	(106 037)	(95 728)
Actions gratuites (1)		(236)
Charges sociales	(23 684)	(23 463)
<b>Frais de personnel</b>	<b>(130 721)</b>	<b>(119 427)</b>

(1) voir Note 32

*Informations sur les rémunérations*

Le montant global des rémunérations allouées au titre de 2010 aux membres des organes de direction s'élève à 2 012 K€ dont 150 K€ au titre des jetons de présence.

Au titre de l'exercice 2009, ce montant s'élevait à 2 902 K€ (y compris le coût des actions gratuites) dont 150 K€ au titre des jetons de présence.

**Note 11 - Dotations aux amortissements**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Immobilisations incorporelles	(901)	(556)
Immobilisations corporelles (1)	(8 826)	(8 434)
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>(9 727)</b>	<b>(8 990)</b>
(1) dont amortissements contrats location-financement	(441)	(441)

**Note 12 - Dotations/Reprise de dépréciations et provisions**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Dépréciations / Actifs circulants	(3 480)	(2 637)
Provisions	(4 133)	(2 234)
<b>Dotations aux dépréciations et provisions</b>	<b>(7 613)</b>	<b>(4 871)</b>

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Dépréciations / Actifs circulants	2 769	2 567
Provisions	2 791	2 555
<b>Reprises dépréciations et provisions</b>	<b>5 560</b>	<b>5 122</b>



### Note 13 - Autres produits et charges opérationnels

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2009
Produits de cessions d'immobilisations (1)	3 953	182
<b>Total des autres produits opérationnels</b>	<b>3 953</b>	<b>182</b>
Valeurs comptables des immobilisations cédées (2)	(900)	(401)
Autres charges opérationnelles (3)	(2 775)	
<b>Total des autres charges opérationnelles</b>	<b>(3 675)</b>	<b>(401)</b>
<b>Résultat des autres produits &amp; charges opérationnels</b>	<b>278</b>	<b>(219)</b>

(1) dont 3875 k€ qui se rapporte à la vente de terrains non utilisés situés à Gennevilliers

(2) dont 675 k€ qui se rapporte à la vente de terrains non utilisés situés à Gennevilliers

(3) dont 2478 k€ qui se rapporte à la dépréciation exceptionnelle des immobilisations de la business-unit des aciers spéciaux (cf note 20)

### Note 14 - Coût de l'endettement financier

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2009
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(3 978)	(4 444)
Frais financiers sur location-financement	(26)	(64)
<b>Coût de l'endettement financier brut</b>	<b>(4 004)</b>	<b>(4 508)</b>
Produits de trésorerie	899	386
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(3 105)</b>	<b>(4 122)</b>

### Note 15 - Autres produits et charges financiers

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2009
Produits de change	2 510	735
Produits de cessions de titres (1)	2 035	1787
Autres produits financiers	210	149
<b>Produits financiers</b>	<b>4 755</b>	<b>2 671</b>

(1) dont cession des titres SOGREPAR pour 1.787 k€

<i>en milliers d'euros</i>	2010	2009
Pertes de change	(1 016)	(899)
Charge financière / Avantages du personnel	(179)	(178)
VNC des titres cédés	(86)	(88)
Autres charges financières	(1 358)	(316)
<b>Charges financières</b>	<b>(2 639)</b>	<b>(1 481)</b>

**Note 16 - Impôts sur le résultat**

A fin 2009, le groupe DELACHAUX a jugé que la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) correspondait à la définition d'un impôt, tel que précisé par IAS 12. En conséquence, l'impôt sur le résultat au 31 décembre 2010 comprend une charge nette de 1 171 k€ au titre de la CVAE.

*16.1 - Répartition de la charge d'impôts*

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Impôts exigibles	(30 924)	(20 457)
Impôts différés	(1 010)	(368)
<b>Charge d'impôts / Activités poursuivies</b>	<b>(31 934)</b>	<b>(20 825)</b>
<b>Charge d'impôts / Activités abandonnées</b>		<b>26</b>
<b>Total charge d'impôts</b>	<b>(31 934)</b>	<b>(20 799)</b>

*16.2 - Analyse de la charge d'impôts*

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôt</b>	<b>98 645</b>	<b>73 267</b>
<b>Taux applicable</b>	<b>34,4%</b>	<b>34,4%</b>
<b>Charge d'impôts théorique (1)</b>	<b>(33 963)</b>	<b>(25 226)</b>
Utilisation d'actifs d'impôts différés non reconnus antérieurement (2)	900	1 575
Déficits de l'exercice ne faisant pas l'objet d'actifs d'impôts différés	(166)	
Ajustements d'impôt antérieur	(763)	11
Différences de taux à l'étranger	2 466	2 150
Autres différences	(411)	665
<b>Charge d'impôts consolidée / Activités poursuivies</b>	<b>(31 937)</b>	<b>(20 825)</b>
<b>Taux applicable</b>	<b>32,4%</b>	<b>28,4%</b>

(1) calculée sur la base du résultat net consolidé des activités poursuivies avant impôts et avant quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence, en fonction du taux légal d'impôt applicable en France.

(2) dont pour 2010 et 2009 des montants respectifs de 813 k€ et 1 564 k€ qui se rapportent aux entités britanniques de HRT UK relatif à l'utilisation prévisionnelle des déficits fiscaux sur les 5 ans à venir

**Note 17 - Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence**

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en note 4.2.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Résultat avant impôt des sociétés mises en équivalence	3 677	1 738
Impôt des sociétés mises en équivalence	(1 287)	(608)
<b>Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence</b>	<b>2 390</b>	<b>1 130</b>

**Note 18 - Intérêts minoritaires**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Sous-groupe RAILTECH INTERNATIONAL	267	39
Sous-groupe HRT UK	539	51
Autres sociétés	(3)	(7)
<b>Intérêts minoritaires dans le résultat net consolidé</b>	<b>803</b>	<b>83</b>

**Note 19 - Résultats nets consolidés par action**

<i>en euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Nombre moyen d'actions en circulation	13 051 560	13 006 967
Effet dilutif du plan d'attribution d'actions gratuites	0	44 593
<b>Nombre moyen d'actions après dilution (1)</b>	<b>13 051 560</b>	<b>13 051 560</b>
<b>Résultat net par action des activités poursuivies</b>	<b>5,29</b>	<b>4,12</b>
<b>Résultat net dilué par action des activités poursuivies</b>	<b>5,29</b>	<b>4,10</b>
<b>Résultat net par action (part du groupe)</b>	<b>5,23</b>	<b>4,10</b>
<b>Résultat net dilué par action (part du groupe)</b>	<b>5,23</b>	<b>4,08</b>

(1) les résultats nets par action de chaque période sont présentés sur la base du nombre d'actions de chacune des périodes présentées.

## IV. Notes relatives au bilan consolidé

### BILAN ACTIF CONSOLIDÉ

**Note 20 - Goodwill**

	<b>2010</b>			<b>2009</b>		
	<b>Valeurs Brutes</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeurs Nettes</b>	<b>Valeurs Brutes</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeurs Nettes</b>
Conductique	114 572		114 572	113 890		113 890
Ferroviaire	230 414		230 414	197 421		197 421
<b>Total</b>	<b>344 986</b>		<b>344 986</b>	<b>311 311</b>		<b>311 311</b>

**Test de dépréciation des goodwill**

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie du Groupe. Les tests de dépréciation sont systématiquement mis en œuvre à la clôture de chaque exercice.

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité effectués à partir de la projection de flux de trésorerie basés sur le budget financier de l'année en cours et des prévisions raisonnables de croissance pour les quatre années suivantes en fonction de la connaissance du marché à la date d'établissement de ces

prévisions. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance estimé.

Les principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité sont les suivantes :

- taux de croissance de 2% identique à celui de 2009
- taux d'actualisation avant impôt de 14,6% contre 13,9% pour 2009

Le taux d'actualisation a été déterminé sur la base de taux retenus par les analystes financiers qui suivent la valeur Delachaux SA.

La Direction a budgété la rentabilité opérationnelle en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe, soit une légère progression de la marge avec un chiffre d'affaires en croissance régulière. Le taux d'actualisation utilisé est avant impôt et reflète le risque inhérent au secteur.

A l'exception de l'unité génératrice de trésorerie des Aciers Spéciaux pour laquelle les tests de dépréciation ont conduit à déprécier les immobilisations en 2010 pour

une valeur de 2 478 k€ (voir détail sur cette dépréciation dans cette note après les explications sur les mouvements des goodwill), aucune dépréciation n'a été comptabilisée au cours des exercices 2010 et 2009. La prise en compte d'une variation de 1% des taux retenus conduirait de la même manière à l'absence de comptabilisation de dépréciation.

Les mouvements affectant le montant des goodwill sont récapitulés dans le tableau suivant :

	2008	Acquisi- tions	Diminu- tions	Effets Change	2009	Acquisi- tions	Diminu- tions	Effets Change	2010
Conductique	112 666	1 224			113 890	682			114 572
Ferroviaire	185 238		(377)	(12 560)	197 421	16 737	(301)	16 558	230 415
<b>Total</b>	<b>297 904</b>	<b>1 224</b>	<b>(377)</b>	<b>(12 560)</b>	<b>311 311</b>	<b>17 419</b>	<b>(301)</b>	<b>16 558</b>	<b>344 987</b>

#### Détail des principales opérations ayant impacté le goodwill :

##### 1 - Acquisition du groupe PLOTZ à la date du 29/03/2010 suivant le détail ci-dessous

Coût d'acquisition des titres (contrepartie transférée) (A)	9 500
Actifs acquis et passifs assumés (B)	5 036
<b>Goodwill (A) - (B)</b>	<b>4 464</b>

(A) dont 8 500 k€ réglé au 31/12/2010

L'affectation du prix est provisoire et est susceptible d'être modifiée par rapport au délai de douze mois à compter de la date d'acquisition prévu par la norme IFRS 3 pour décider de l'affectation définitive.

Le 29 mars 2010, date de la prise de contrôle du groupe PLÖTZ par le groupe DELACHAUX, les actifs acquis et les passifs assumés se décomposent ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
Immobilisations incorporelles	1 115
Immobilisations corporelles	1 360
Stocks	770
Clients	1 545
Autres créances	458
Trésorerie	1 453
<b>Total actifs acquis</b>	<b>6 701</b>
Fournisseurs	648
Autres dettes	1 017
<b>Total passifs assumés</b>	<b>1 665</b>
<b>Total actifs acquis &amp; passifs assumés</b>	<b>5 036</b>

**2 - Reprise des actifs de la division ferroviaire de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES SL à la date du 31/08/2010 suivant le détail ci-dessous**

Coût d'acquisition des titres (contrepartie transférée) (A)	23 731
Actifs acquis et passifs assumés (B)	11 482
<b>Goodwill (A) - (B)</b>	<b>12 249</b>

(A) dont 17 200 k€ réglé au 31/12/2010

L'affectation du prix est provisoire et est susceptible d'être modifiée par rapport au délai de douze mois à compter de la date d'acquisition prévu par la norme IFRS 3 pour décider de l'affectation définitive.

Le 31 août 2010, date de la prise de contrôle des actifs de la division ferroviaire de la société espagnole MONDRAGON SOLUCIONES SL par le groupe DELACHAUX, les actifs acquis se décomposent ainsi :

<i>en milliers d'euros</i>	
Immobilisations incorporelles	6 097
Immobilisations corporelles	4 753
Stocks	632
Clients	1 545
<b>Total actifs</b>	<b>11 482</b>

**3 - Acquisition en 02/2010 de la ligne de produits BESTAPOWER (dispositifs de guidage de supports utilisés dans la conception ergonomique de chaînes de montage) au groupe BESTA par la société CONDUCTIX-WAMPFLER AG conduisant à une augmentation du goodwill conductique de 640 k€**

**Test de dépréciation réalisé sur l'unité génératrice de trésorerie des aciers spéciaux :**

Le test de dépréciation réalisé sur la business unit des aciers spéciaux qui regroupe les sociétés TAMARIS et NICOLAS a conduit à déprécier la valeur nette comptable des immobilisations de cette UGT pour une valeur de 2 478k€ (voir notes 13 et 22) après prise en compte notamment de la dégradation des résultats constatée et l'insuffisance de visibilité sur la reprise d'activité.

**Note 21 - Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles, constituées de brevets et de logiciels, enregistrent les variations suivantes sur les exercices 2010 et 2009 :

	2010	2009
<b>Valeurs brutes à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>9 623</b>	<b>9 060</b>
Variation de périmètre	7 212	
Acquisitions	438	726
Sorties	(145)	(176)
Effets des variations de change	275	25
Reclassement		(12)
<b>Valeurs brutes à la clôture de l'exercice</b>	<b>17 404</b>	<b>9 623</b>
<b>Amortissements à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(6 605)</b>	<b>(5 977)</b>
Variation de périmètre		
Dotations	(923)	(796)
Sorties	7	178
Effets des variations de change	(143)	(22)
Reclassement		12
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>(7 664)</b>	<b>(6 605)</b>
<b>Valeurs nettes à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>3 018</b>	<b>3 083</b>
<b>Valeurs nettes à la clôture de l'exercice</b>	<b>9 740</b>	<b>3 018</b>



**Note 22 - Immobilisations corporelles**

	2010				2009			
	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total	Terrains Constr.	Inst. Techn. Mat. Ind.	En cours avances	Total
<b>Bruts à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>60 917</b>	<b>109 938</b>	<b>229</b>	<b>171 084</b>	<b>57 715</b>	<b>102 696</b>	<b>1 187</b>	<b>161 598</b>
Variation périmètre	1 050	5 341		<b>6 391</b>	28	(33)		<b>(5)</b>
Acquisitions	1 523	8 374	429	<b>10 326</b>	2 671	8 676	229	<b>11 576</b>
Sorties	(315)	(4 714)	(8)	<b>(5 037)</b>	(224)	(3 881)	(1 187)	<b>(5 292)</b>
Activités non poursuivies				<b>0</b>	319			<b>319</b>
Effets des variations de change	1 008	4 851		<b>5 859</b>	408	2 480		<b>2 888</b>
<b>Bruts à la clôture de l'exercice</b>	<b>64 183</b>	<b>123 790</b>	<b>650</b>	<b>188 623</b>	<b>60 917</b>	<b>109 938</b>	<b>229</b>	<b>171 084</b>
<b>Amortissements à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>(30 784)</b>	<b>(82 875)</b>	<b>0</b>	<b>(113 659)</b>	<b>(28 551)</b>	<b>(79 137)</b>		<b>(107 688)</b>
Variation périmètre	54			<b>54</b>		(201)		<b>(201)</b>
Dotations	(2 086)	(6 451)		<b>(8 537)</b>	(2 203)	(6 050)		<b>(8 253)</b>
Impairments (1)	(1 107)	(1 292)		<b>(2 399)</b>				
Sorties	19	4 328		<b>4 347</b>	96	4 210		<b>4 306</b>
Activités non poursuivies				<b>0</b>	(19)			<b>(19)</b>
Effets des variations de change	(445)	(3 465)		<b>(3 910)</b>	(107)	(1 697)		<b>(1 804)</b>
<b>Amortissements à la clôture de l'exercice</b>	<b>(34 348)</b>	<b>(89 755)</b>	<b>0</b>	<b>(124 103)</b>	<b>(30 784)</b>	<b>(82 875)</b>		<b>(113 659)</b>
<b>Nets à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>30 133</b>	<b>27 063</b>	<b>229</b>	<b>57 425</b>	<b>29 164</b>	<b>23 559</b>	<b>1 187</b>	<b>53 910</b>
<b>Nets à la clôture de l'exercice</b>	<b>29 835</b>	<b>34 035</b>	<b>650</b>	<b>64 520</b>	<b>30 133</b>	<b>27 063</b>	<b>229</b>	<b>57 425</b>

(1) cf. note 20 sur la dépréciation des immobilisations des aciers spéciaux

**Note 23 - Titres des sociétés mises en équivalence**

Les sociétés mises en équivalence sont précisées en Note 4.2.

	2010	2009
<b>Valeur à l'ouverture</b>	<b>2 203</b>	<b>1 175</b>
Dividende versé	(2 268)	(437)
Contribution au résultat de la période	2 383	1 130
Effet des variations de change	459	335
<b>Valeur à la clôture</b>	<b>2 777</b>	<b>2 203</b>

**Note 24 - Actifs financiers disponibles à la vente**

	2010	2009
Titres de participation non consolidés hors SOGREPAR (1)	332	327
Titres SOGREPAR	0	1 713
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>332</b>	<b>2 040</b>

(1) dont titres Morpark (société immobilière mexicaine qui possède les bâtiments de la filiale mexicaine Calomex) pour 183 k€

Le Groupe détenait au 31 décembre 2009 par l'intermédiaire de sa filiale RAILTECH INTERNATIONAL, des titres de la société SOGREPAR (actionnaire de la société DELACHAUX SA) dont le coût historique est de 0,09 million d'euros et qui avaient été réévalués au 31 décembre 2009 à leur juste valeur en contrepartie des capitaux propres à une valeur de 1,627 millions d'euros par rapport au cours de l'action DELACHAUX SA à cette date et après prise en compte d'une prime d'illiquidité. L'ensemble de ces titres ont été vendus au cours de l'exercice 2010 (voir note 15).

**Note 25 - Autres actifs financiers**

	2010	2009
Dépôt de garantie	190	283
Swap de taux	0	0
Contrats à terme d'achats / ventes de devises	64	129
<b>Autres actifs financiers</b>	<b>254</b>	<b>412</b>



### Note 26 - Actifs d'impôts différés

	2008	Entrée périmètre	Résultat	Effets change	Reclas- sement	2009	Entrée périmètre	Résultat	Effets de change	Capitaux Propres	Reclas- sement	2010
Marges / Stocks	959		(179)	(12)		768		248	2			1 018
Participation des salariés	361		68			429		16				445
Provisions non déductibles	1 055		76	56		1 187		363	107			1 657
Congés payés	640		2			642		22				664
Swap	0					0				370		370
Déficits fiscaux	119		1 255	32		1 406		479	54			1 939
Avantage personnel France	1 626		387			2 013		196				2 209
Avantage person- nel Etranger	1 652		(159)	101		1 594		(16)	37			1 615
Amortissement	73		330	3		406		612	4			1 022
Autre	72		57	10		139		(63)	10			76
<b>Total</b>	<b>6 557</b>		<b>1 837</b>	<b>190</b>		<b>8 584</b>		<b>1 857</b>	<b>204</b>	<b>370</b>		<b>11 016</b>

### Note 27 - Stocks et en-cours

	2010			2009		
	Valeur Brutes	Déprécia- tions	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Déprécia- tions	Valeurs Nettes
Matières premières	42 166	(2 729)	39 437	38 115	(3 243)	34 872
En-cours de production de biens	13 057	(1 060)	11 997	9 568	(294)	9 274
Produits intermédiaires et finis	44 205	(2 196)	42 009	38 111	(2 073)	36 038
Marchandises	32 192	(1 435)	30 757	23 769	(1 021)	22 748
<b>Total</b>	<b>131 620</b>	<b>(7 420)</b>	<b>124 200</b>	<b>109 563</b>	<b>(6 631)</b>	<b>102 932</b>

L'augmentation des stocks et encours s'élève à 20,1% au 31/12/10, soit un montant légèrement inférieur à la hausse du chiffre d'affaires entre les seconds semestres de 2009 et 2010 qui est de 23,6%

### Note 28 - Clients

	2010	2009
Clients	143 521	129 340
Dépréciations des créances douteuses	(4 043)	(6 604)
<b>Total</b>	<b>139 478</b>	<b>122 736</b>

L'augmentation des clients s'élève à 10,9 % au 31/12/10, soit un montant très inférieur à la hausse du chiffre d'affaires entre les seconds semestres de 2009 et 2010 qui est de 23,6%, du fait notamment des délais de règlement plus long qu'avaient imposé fin 2009 certains donneurs d'ordre par rapport aux difficultés financières rencontrées sur cette période par ces clients.

**Note 29 - Autres créances**

	2010	2009
Créances diverses	11 561	9 245
Créances fiscales	4 185	760
Créances sur personnel & organismes sociaux	435	477
Charges constatées d'avance	2 556	2 089
Dépréciations des créances diverses	(2)	(36)
<b>Total</b>	<b>18 735</b>	<b>12 535</b>

**Note 30 - Trésorerie et équivalents de trésorerie**

	2010	2009
Trésorerie	98 472	112 867
Équivalents de trésorerie (1)	55 142	250
<b>Total</b>	<b>153 614</b>	<b>113 117</b>

(1) les équivalents de trésorerie sont constitués quasiment exclusivement de sicav monétaires non dynamiques.

**Note 31 - Actifs classés comme détenus en vue de la vente**

	2010	2009
Terrains de Gennevilliers	0	515
Terrains & bâtiments Devaux-Werts (1)	0	460
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>975</b>

(1) se rapportent aux activités abandonnées d'injection et de fonte automobile (cf. note 5)

**BILAN PASSIF CONSOLIDÉ**
**Note 32 - Capital et réserves liées au capital**

Au 31 décembre 2010, le capital social de la Société est composé de 13 051 560 actions au nominal de 0,64 euro entièrement libérées, soit un montant de 8 352 998,40 euros. Les montants du capital et des réserves liées au capital sont inchangés par rapport au 31 décembre 2009, soit respectivement des montants de 8 353 k€ et 98 548 k€.

**Note 33 - Réserves de conversion**

	2010	2009
Sous-groupe RAILTECH INTERNATIONAL	2 372	(600)
Sous-groupe HRT UK	(13 305)	(25 173)
Sous-groupe WAMPFLER	389	(109)
Groupe DELACHAUX hors sous-groupes RAILTECH INTERNATIONAL, HRT UK & WAMPFLER	9 404	(804)
<b>Total</b>	<b>(1 140)</b>	<b>(26 686)</b>

Le taux des principales monnaies étrangères utilisées pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	Taux de clôture			Taux moyen de la période		
	2010	2009	variation	2010	2009	variation
Dollar Etats-Unis	1,3362	1,4406	(7 %)	1,3268	1,3933	(5 %)
Livre sterling	0,8608	0,8881	(3 %)	0,8582	0,8911	(4 %)
Dollar australien	1,3136	1,6008	(18 %)	1,4442	1,7749	(19 %)
Dollar canadien	1,3322	1,5128	(12 %)	1,3665	1,5852	(14 %)
Yuan	8,822	9,835	(10 %)	8,9805	9,5174	(6 %)
Couronne Tchèque	25,061	26,473	(5 %)	25,2939	26,4549	(4 %)
Pesos mexicains	16,5475	18,9223	(13 %)	16,7532	18,7841	(11 %)
Réal brésilien	2,2177	2,5113	(12 %)	2,3344	2,7706	(16 %)
Rand sud-africain	8,8625	10,666	(17 %)	9,7135	11,6863	(17 %)

#### Note 34 - Intérêts minoritaires

	2010	2009
Sous-groupe RAILTECH INTERNATIONAL	1 539	2 488
Sous-groupe HRT UK	1 140	806
Groupe DELACHAUX hors sous-groupes RAILTECH INTERNATIONAL & HRT UK	2	18
<b>Total</b>	<b>2 681</b>	<b>3 312</b>

#### Note 35 - Capitaux propres consolidés

	2010	2009
Capital de la Société	8 353	8 353
Réserves & résultats sociaux de la Société	220 190	198 853
Autres réserves & résultats consolidés	292 917	257 401
Réserves de conversion	(1 140)	(26 686)
Intérêts minoritaires	2 681	3 312
<b>Total</b>	<b>523 001</b>	<b>441 233</b>

Le montant des dividendes mis en paiement en 2010 est de 0,80 euro par action, soit un total de 10,441 millions d'euros versés le 5 juillet 2010. Au cours de l'exercice 2009, les dividendes versés s'élevaient à 11,028 millions d'euros, soit 0,85 euro par action.

**Note 36 - Provisions**

	2009	Augmen- tations	Reprises		Variation périmètre	Effet change	Reclas- sement	2010
			Utilisées	Non Utilisées				
Litiges	1 949	1 956	(793)	(35)		53	(172)	2 958
Autres	3 730	2 146	(1 275)	(605)	161	235	(533)	3 859
Avantages au personnel stés françaises (1)	6 477	722	(281)					6 918
Avantages au personnel stés étrangères (1)	12 143	2 022	(2 195)			324	595	12 889
<b>Total</b>	<b>24 299</b>	<b>6 846</b>	<b>(4 544)</b>	<b>(640)</b>	<b>161</b>	<b>612</b>	<b>(110)</b>	<b>26 624</b>
<b>dont non courantes</b>	<b>22 450</b>							<b>22 450</b>
<b>dont courantes</b>	<b>1 849</b>							<b>4 160</b>

(1) avantages au personnel des sociétés françaises et étrangères : voir note 44

	2008	Augmen- tations	Reprises		Variation périmètre	Effet change	Reclas- sement	2009
			Utilisées	Non Utilisées				
Litiges	2 251	786	(1 111)	(56)		79		1 949
Autres	3 667	1 343	(809)	(574)		125	(22)	3 730
Avantages au personnel stés françaises (1)	5 350	1 247	(120)					6 477
Avantages au personnel stés étrangères (1)	12 560	1 843	(2 496)			316	(80)	12 143
<b>Total</b>	<b>23 828</b>	<b>5 219</b>	<b>(4 536)</b>	<b>(630)</b>		<b>520</b>	<b>(102)</b>	<b>24 299</b>
<b>dont non courantes</b>	<b>21 749</b>							<b>22 450</b>
<b>dont courantes</b>	<b>2 079</b>							<b>1 849</b>

Les avantages du personnel sont constitués d'avantages à long terme (médailles du travail) et d'avantages postérieurs à l'emploi (engagements de retraite, indemnités de fin de carrière). Les engagements de retraite concernent principalement les sociétés PANDROL et WAMPFLER et sont pour ces deux entités calculés par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des différents régimes et des sociétés concernées.

Les provisions pour litiges couvrent l'ensemble des

risques connus notamment du fait des mises en cause possibles de la responsabilité du Groupe.

Les autres provisions se rapportent à des risques divers identifiés.

Les provisions non courantes regroupent les provisions pour les avantages au personnel ainsi que la part à plus d'un an des autres provisions ; les provisions courantes regroupent la part à moins d'un an des provisions hors avantage au personnel.

### Note 37 - Passifs d'impôts différés

	2008	Entrée périmètre	Résultat	Capitaux propres	Effets change	Reclas- sement	2009	Entrée périmètre	Résultat	Capitaux propres	Effets change	Reclas- sement	2010
Réévaluation Actifs immobilisés	858		260		14		1 132		(107)		44	8	1 077
Contrats location- financement	1 403		(190)				1 213		(42)				1 171
Réévaluation d'actifs financiers	1 230		(781)	111			560			(560)			0
Amortissements (1)	1 716		2 179		(191)		3 704		2 826		141		6 671
Autres	577	53	(86)		(7)		537		60		30		627
<b>Total</b>	<b>5 784</b>	<b>53</b>	<b>1 382</b>	<b>111</b>	<b>(184)</b>		<b>7 146</b>	<b>0</b>	<b>2 737</b>	<b>(560)</b>	<b>215</b>	<b>8</b>	<b>9 546</b>

(1) dont impôt différé sur amortissement d'une partie du goodwill de Pandrol USA (déductible fiscalement) pour 6 133 k€ au 31/12/10 contre 3 316 k€ au 31/12/09

### Note 38 - Emprunts et dettes financières

	2010	2009
Emprunts	121 515	127 077
Emprunts liés aux leasings	933	1 542
Découverts bancaires	15 299	20 685
<b>Total</b>	<b>137 747</b>	<b>149 304</b>
<b>dont non courants</b>	<b>97 566</b>	<b>104 876</b>
<b>dont courants</b>	<b>40 181</b>	<b>44 428</b>

Le tableau de maturité des emprunts est présenté à la Note 43.1 de l'annexe.

#### Crédit syndiqué et covenants financiers

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230 millions d'euros conclu avec un pool constitué des banques Société Générale (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 dans le cadre de la reprise du groupe PANDROL à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150 millions d'euros d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5 millions d'euros et d'une 7<sup>ème</sup> échéance de 75 millions d'euros ainsi que d'une tranche B de revolving à 7 ans d'un montant de 80 millions d'euros dont les principales caractéristiques de rémunération sont Euribor 6 mois majoré de 0,45% à 0,65%.

Le crédit syndiqué de 230 millions d'euros mis en place le 24 juillet 2006 est assorti des deux ratios financiers suivants dont le non-respect pourrait entraîner l'exigibilité anticipée dudit crédit par les établissements bancaires :

- dettes financières sur fonds propres inférieurs à 1 jusqu'à la date d'échéance finale
- dettes financières sur l'excédent brut d'exploitation inférieur ou égal à 3,0 à compter du 30 juin 2007.

Au 31 décembre 2010 ainsi qu'au 31 décembre 2009, les ratios du Groupe font ressortir une position confortable par rapport à ces contraintes. De même la situation générale du Groupe et ses perspectives écartent les probabilités d'occurrence des faits générateurs d'exigibilité anticipée. (cf note 43.3)

#### Risque de liquidité et risque de taux

Des précisions sur l'étendue et la gestion de ces risques sont données dans la Note 43.3 de l'annexe.

**Note 39 - Autres passifs non courants**

	2010	2009
Participations des salariés à plus d'un an (1)	4 449	3 749
Dettes sur acquisition de titres de sociétés consolidées	3 778	
<b>Total</b>	<b>8 227</b>	<b>3 749</b>

(1) montants bloqués pendant une période de 5 ans et rémunérés à un taux de 6%

**Note 40 - Autres dettes**

	2010	2009
Dettes fiscales et sociales	14 530	14 248
Dettes sur acquisition d'actifs (1)	5 447	3 092
Dettes diverses	31 301	24 205
Produits constatés d'avance	1 698	704
Participation des salariés à moins d'un an	433	243
<b>Total</b>	<b>53 409</b>	<b>42 492</b>

(1) dont dettes sur - acquisition de titres de sociétés consolidées : 3 750 k€  
- autres acquisitions d'actifs : ..... 1 697 k€

**Note 41 - Instruments financiers dérivés**

	2010	2009
Juste valeur des swaps de taux	1 073	800
Contrats à terme d'achats / ventes de devises		0
<b>Total</b>	<b>1 073</b>	<b>800</b>

## V. Autres Notes explicatives

**Note 42 - Rubrique "Autres flux liés aux opérations d'investissement" du tableau des flux de trésorerie**

Au 31 décembre 2010, le montant de 851 k€ correspond à un rachat d'intérêts minoritaires pour 711 k€ et à divers autres flux (essentiellement augmentation des prêts et dépôts) pour la différence, soit 140 k€.

Au 31 décembre 2009, le montant de 54 k€ correspond à une augmentation des prêts et dépôts.

**Note 43 - Instruments financiers**
**43.1 - Valeurs comptables des différentes catégories d'instruments**
*Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont principalement constitués des titres SOGREPAR, actionnaire de la Société, détenus par la société RAILTECH INTERNATIONAL. Le montant de la réévaluation est déterminé en fonction du cours de bourse de l'action DELACHAUX à la clôture de chaque période de clôture et prend en compte une prime d'illiquidité. L'ensemble des titres SOGREPAR ont été vendus au cours de l'exercice 2010.

Les autres actifs financiers disponibles à la vente sont des titres de participation non consolidés pour lesquels il a été considéré que la juste valeur correspondait à leur coût d'acquisition.

	2010	2009
Coût historique des titres SOGREPAR	0	86
Réévaluation à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres	0	1 627
Autres actifs disponibles à la vente	332	327
<b>Total</b>	<b>332</b>	<b>2 040</b>

#### Prêts et créances

Les prêts et créances sont constitués des éléments suivants :

	2010	2009
Dépôts de garantie	190	283
Clients nets	139 478	122 736
Créances divers nettes (1)	16 154	10 446
Charges constatées d'avance (1)	2 556	2 089
<b>Total</b>	<b>158 378</b>	<b>135 554</b>

(1) présentées au bilan dans la rubrique "Autres créances" (cf. note 29)

La répartition des valeurs comptables des clients et autres débiteurs du Groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2010	2009
Euro	88 753	75 299
Livre Sterling	4 467	11 840
Dollar Etats-Unis	14 883	11 844
Autres	50 109	36 288
<b>Total</b>	<b>158 213</b>	<b>135 271</b>

#### Actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat

Ces instruments sont constitués exclusivement de la trésorerie du Groupe et d'actifs financiers détenus à des fins de transaction correspondant aux équivalents de trésorerie du groupe.

	2010	2009
Trésorerie	98 472	112 867
Coût historique des équivalents de trésorerie	55 142	250
<b>Total</b>	<b>153 614</b>	<b>113 117</b>

Au sein du tableau consolidé des flux de trésorerie, la trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2010	2009
Trésorerie & équivalents de trésorerie	153 614	113 117
Découverts bancaires (1)	(15 389)	(20 685)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>138 225</b>	<b>92 432</b>

(1) cf Note 38

*Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction*

Ces actifs et passifs financiers regroupent :

- des swaps de taux (caractéristiques présentées à la note 43.2)
- des contrats d'achat et vente à terme de devises

<b>ACTIFS financiers détenus à des fins de transaction</b>	2010	2009
Juste valeur des swaps de taux	0	0
Contrats d'achat / vente à terme de devises	64	129
<b>Total</b>	<b>64</b>	<b>129</b>

<b>PASSIFS financiers détenus à des fins de transaction</b>	2010	2009
Juste valeur des swaps de taux	(1 073)	(800)
Contrats d'achat / vente à terme de devises	0	0
<b>Total</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(800)</b>

La norme IFRS 7 requiert de hiérarchiser les différentes techniques de valorisation pour chacun des instruments financiers. Les catégories sont définies comme suit :

- Niveau 1 : référence directe à des prix publiés sur un marché actif ;
- Niveau 2 : technique de valorisation reposant sur des données observables ;
- Niveau 3 : technique de valorisation reposant sur des données non observables.

Le Groupe applique le niveau 2 pour les techniques de valorisation des justes valeurs des dérivés financiers (actualisation des cash flows futurs).

*Autres passifs financiers*

Les autres passifs financiers sont constitués des éléments suivants :

	2010	2009
Emprunts et dettes financières à plus d'un an	97 566	104 876
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	40 181	44 428
Fournisseurs	96 835	70 236
Dettes fiscales et sociales (1)	14 530	14 248
Participation des salariés à plus d'un an (2)	4 449	3 749
Participation des salariés à moins d'un an (2)	433	243
Dettes diverses (1)	36 748	27 297
<b>Total</b>	<b>290 742</b>	<b>265 077</b>

(1) présentées au bilan dans la rubrique "Autres dettes" (cf. note 40)

(2) présentée au bilan dans la rubrique "Autres passifs non courants" (cf. note 39)



Les échéances des emprunts courants et non courants se présentent comme suit :

	2010				2009			
	Part -1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total	Part -1 an	Part 1 à 5 ans	Part + 5 ans	Total
Emprunts	24 344	95 027	2 054	<b>121 425</b>	23 104	51 922	52 051	<b>127 077</b>
Emprunts liés aux leavings	448	485		<b>933</b>	639	903		<b>1 542</b>
Découverts bancaires	15 389			<b>15 389</b>	20 685			<b>20 685</b>
<b>Total</b>	<b>40 181</b>	<b>95 512</b>	<b>2 054</b>	<b>137 747</b>	<b>44 428</b>	<b>52 825</b>	<b>52 051</b>	<b>149 304</b>

Les valeurs comptables des emprunts du Groupe sont libellées dans les principales devises suivantes :

	2010	2009
Euro	132 547	146 305
Livre Sterling	1 205	778
Dollar Etats-Unis	821	
Autres	3 264	2 221
<b>Total</b>	<b>137 748</b>	<b>149 304</b>

Le Groupe dispose des facilités de crédit non utilisées suivantes :

	2010	2009
A taux variable		
Expirant à moins d'un an		
Expirant à plus d'un an	86 000	86 000
A taux fixe		
Expirant à moins d'un an		
Expirant à plus d'un an		
<b>Total</b>	<b>86 000</b>	<b>86 000</b>

La répartition des valeurs comptables des fournisseurs et autres crédettes du groupe en fonction de la monnaie dans laquelle elles sont exprimées se présente comme suit :

	2010	2009
Euro	72 803	53 863
Livre Sterling	11 914	13 439
Dollar Etats-Unis	21 688	12 073
Autres	43 839	34 153
<b>Total</b>	<b>150 245</b>	<b>113 528</b>

#### 43.2 - Opérations de couverture

Instruments dérivés qui satisfont aux conditions de couverture de flux de trésorerie définis dans la norme IAS 39 (avec variations de la juste valeur comptabilisée dans les réserves) :

##### Swap de taux d'intérêts DELACHAUX SA

Un swap de taux de 54,0 millions d'euros souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de la tranche A du crédit syndiqué de 150,0 millions d'euros négocié à cette date (cf. note 38) et se terminant le 31/07/2009 a été résilié en juin 2009. Deux nouveaux swaps de taux pour un montant global inchangé de 54,0 millions d'euros ont été souscrits pour une période allant jusqu'en juillet 2012. Ces instruments présentent les caractéristiques suivantes :

Date de commencement : 31 juillet 2009

Date d'échéance finale : 31 juillet 2012

- Swap 1 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de 2,66% pour un montant de 40,5 millions d'euros et
- Swap 2 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de 2,68% pour un montant de 13,5 millions d'euros

#### 43.3 - Nature, étendue et gestion des risques

##### Risques de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de prix du marché.

Le risque de marché inclus quatre types de risques :

- Risque de change
- Risque de taux d'intérêt
- Risque sur matières premières
- Autre risque de prix (actions, indices boursiers...)

##### Risque de change

Le Groupe réalise une partie importante de son activité en devises étrangères. La monnaie de présentation des états financiers consolidés étant l'Euro, l'ensemble des éléments libellés dans une devise autre que l'euro sont convertis en euros aux taux de change suivants :

- cours de change à la date de clôture pour les actifs et passifs,
- cours de change moyen de la période pour les produits et les charges.

Par conséquent, les fluctuations des taux de change ont un impact sur la valorisation des éléments financiers consolidés du Groupe et ce, même si cette valorisation n'est pas modifiée dans la devise d'origine. Dès lors, une appréciation de l'euro par rapport aux autres devises peut entraîner une baisse des revenus ou des actifs des entités du Groupe dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'Euro.

#### Les tableaux suivants récapitulent pour le Groupe

##### La proportion des éléments du bilan consolidé dans les différentes devises

		2010		2009	
		(K€)	%	(K€)	%
Actif consolidé	Euro	489 276	56,2 %	415 660	55,8 %
	Livre Sterling	112 010	12,9 %	106 581	14,3 %
	Dollar Etats-Unis	101 901	11,7 %	85 293	11,5 %
	Autres devises	167 063	19,2 %	136 458	18,4 %
	<b>Total</b>	<b>870 250</b>	<b>100,0 %</b>	<b>743 992</b>	<b>100,0 %</b>

Passif consolidé	Euro	585 162	67,2 %	538 413	72,4 %
	Livre Sterling	149 933	17,2 %	83 835	11,3 %
	Dollar Etats-Unis	40 658	4,7 %	46 274	6,2 %
	Autres devises	94 498	10,9 %	75 470	10,1 %
	<b>Total</b>	<b>870 250</b>	<b>100,0 %</b>	<b>743 992</b>	<b>100,0 %</b>

**Les positions nettes du Groupe dans les principales devises étrangères et globalement pour les autres au 31 décembre 2010**

en milliers d'euros	Dollar US	Livre Sterling	Autres
Actifs	101 901	112 010	167 063
Passifs	40 658	149 933	94 498
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>61 244</b>	<b>(37 923)</b>	<b>72 566</b>
Hors Bilan			
<b>Position nette après gestion</b>	<b>61 244</b>	<b>(37 923)</b>	<b>72 566</b>

**La proportion du chiffre d'affaires (C.A.) consolidé du Groupe pour les exercices 2010 et 2009 par zone géographique est la suivante :**

CA consolidé	2010		2009	
	(K€)	%	(K€)	%
Amérique du Nord	165 925	23,1 %	126 560	19,9 %
France	76 554	10,6 %	81 816	12,9 %
Royaume Uni	35 291	4,9 %	39 896	6,3 %
Allemagne	47 001	6,5 %	40 195	6,3 %
Reste de l'Europe	141 059	19,6 %	120 537	19,0 %
Chine - Asie - Australie	185 459	25,8 %	191 864	30,2 %
Autres	67 605	9,4 %	35 143	5,5 %
<b>Total</b>	<b>718 894</b>	<b>100,0 %</b>	<b>636 011</b>	<b>100,0 %</b>

Les entités du Groupe sont également exposées au risque de fluctuation des taux de change à chaque fois qu'elles réalisent des opérations en devises étrangères. Pour minimiser le risque de change, les sociétés opérationnelles facturent ou sont facturées, dans la mesure du possible, dans leur devise fonctionnelle. Lorsque ce n'est pas le cas, le risque de change éventuel fait l'objet d'une décision de couverture au cas par cas.

En raison de la volatilité des taux de change, le Groupe peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Ainsi, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'auront pas de conséquences négatives sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant consolidés.

A titre indicatif, sur la base des taux de change définis ci-dessous, les impacts estimés sur le chiffre d'affaires (C.A.) et le résultat opérationnel courant (R.O.C.) consolidés de l'exercice 2010 seraient les suivants :

Taux de change \$ / €	Evolution de l'Euro par rapport au dollar US	Impact sur le C.A. Dec 2010	Impact sur le ROC Dec 2010
1,13 \$ contre 1 €	-15 %	4,0 %	4,1 %
1,20 \$ contre 1 €	- 10 %	2,5 %	2,6 %
1,26 \$ contre 1 €	- 5 %	1,2 %	1,2 %
<b>1,33 \$ contre 1 € (1)</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
1,40 \$ contre 1 €	5 %	- 1,1 %	- 1,1 %
1,46 \$ contre 1 €	10 %	- 2,1 %	- 2,1 %
1,53\$ contre 1 €	15 %	- 3,0 %	- 3,0 %
Taux de change £ / €	Evolution de l'Euro par rapport à la livre sterling	Impact sur le C.A. Dec 2010	Impact sur le ROC Dec 2010
0,73 £ contre 1 €	-15 %	2,6 %	3,8 %
0,77 £ contre 1 €	- 10 %	1,6 %	2,4 %
0,82 £ contre 1 €	- 5 %	0,8 %	1,1 %
<b>0,86 £ contre 1 € (1)</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>
0,90 £ contre 1 €	5 %	- 0,7 %	- 1,0 %
0,95 £ contre 1 €	10 %	- 1,3 %	- 2,0 %
0,99 £ contre 1 €	15 %	- 1,9 %	- 2,8 %

(1) taux moyen de conversion de l'exercice 2010

### Risque de taux d'intérêt

Echéancier des actifs et des passifs financiers au 31 décembre 2010 :

	Jour le jour à 1 an	1 an à 5 ans	au delà	Total
Passifs financiers	(40 181)	(95 512)	(2 054)	<b>(137 747)</b>
Actifs financiers	55 142		332	<b>55 474</b>
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>14 961</b>	<b>(95 512)</b>	<b>(1 722)</b>	<b>(82 273)</b>
Hors bilan				
<b>Position nette après gestion</b>	<b>14 961</b>	<b>(95 512)</b>	<b>(1 722)</b>	<b>(82 273)</b>

Les passifs financiers sont constitués des emprunts et dettes financières pour 137 747 k€.

Les actifs financiers sont constitués des équivalents de trésorerie (VMP OPCVM classés dans la catégorie « monétaire ») à hauteur de 55 142 k€ et des titres de participation non consolidés hors SOGREPAR à hauteur de 332 k€.

### Analyse de sensibilité de l'évolution des taux :

En raison de la volatilité des taux d'intérêts, le Groupe peut ne pas être en mesure de gérer de manière efficace les risques liés à leurs fluctuations. Dès lors, les entités du Groupe ne peuvent garantir que ces fluctuations n'auront pas de conséquences négatives sur le coût de l'endettement financier brut.

A titre indicatif, sur la base des taux d'intérêts moyens, sur la période 2010, les impacts d'une variation de 1% (100 points de base) de ces taux sur le coût de l'endettement financier brut consolidé de l'exercice 2010, hors couverture des instruments financiers, ressortiraient à un montant total de 1 377 k€.

Coût de l'endettement financier brut	en milliers d'euros		Sensibilité de 1 %	% Coût de l'endettement
	Principal	Intérêts		
Euro (1)	132 457	2 031	1 325	65 %
Livre Sterling (2)	1 205	21	12	58 %
Dollar US (3)	821	10	8	78 %
Autre	3 264	50	33	65 %
<b>Moyenne 2010</b>	<b>137 748</b>	<b>2 112</b>	<b>1 377</b>	<b>65,23 %</b>

1) Moyenne Euribor 6 mois + 0,45 % (1,53 %)

(2) Moyenne Libor 6 mois + 0,75 % (1,72 %)

(3) Moyenne Libor 6 mois + 0,75% (1,27 %)

### Risque sur matières premières

Le groupe utilise diverses matières dans le cadre de son activité industrielle, les principales étant le fer (fonte, ferraille), l'aluminium et l'oxyde de chrome ; si pour certaines matières et certains fournisseurs, les prix d'achat sont fixés à l'année, pour d'autres les prix peuvent fluctuer en cours d'année, et le groupe se trouve alors exposé aux variations de cours de ces matières.

Afin de limiter l'impact de ces variations, le groupe prévoit dans la plupart des contrats de vente susceptibles d'être concernés par ces changements de prix une clause d'indexation de prix qui permet d'absorber une partie significative de la hausse ou de la baisse des matières ; dans d'autres cas, les contrats de vente peuvent contenir des clauses de sauvegarde qui permettent de mettre un

terme à un contrat en cas de variation excessivement forte des prix matières. Hormis certains cas très particuliers, le groupe DELACHAUX n'a pas de couverture à terme sur matières premières.

### Autre risque de prix

Le Groupe n'est pas exposé à un autre de risque de prix. Le Groupe n'a pas, notamment, placé sa trésorerie dans des placements de type action.

### Risque de crédit

La diversité des activités et la diversification géographique des ventes permettent au Groupe d'être peu exposé au risque client et de limiter fortement le risque pays.

La répartition géographique des ventes de l'exercice 2010 se présente comme suit

Amérique du Nord	23 %
France	11 %
Allemagne	6 %
Royaume Uni	5 %
Reste de l'Europe	20 %
Asie - Océanie	26 %
Reste du monde	9 %

#### Risque de liquidité

La nature des clauses de défaut et d'exigibilité anticipée qui figurent dans la convention de financement du 24 juillet 2006 sont les suivantes :

- ☐ Ratio R1 de leverage consolidé : "Endettement financier net" / "Excédent brut d'exploitation consolidé",
- ☐ Ratio R2 : "Endettement financier net consolidé" / "Capitaux propres consolidés"

Ces deux ratios doivent être vérifiés le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, dates sur la base d'une période de 12 mois. En cas de non respect, la dette présentée au paragraphe 38 sur les covenants financiers et qui s'élève au 31/12/10 à 100,0 M€ pour la tranche A deviendrait exigible.

R1 inférieur ou égal à	3,00
R2 inférieur ou égal à	1,00

Le ratio de leverage R1 est également utilisé afin de déterminer la marge applicable à l'Euribor, base de calcul de la rémunération des emprunts :

Niveau du ratio R1	Marge (Taux annuel)	
	Tranche A	Tranche B
R1 < 1,5	0,35 %	0,25 %
1,5 ≤ R1 < 2,0	0,45 %	0,35 %
2,0 ≤ R1 < 2,5	0,65 %	0,55 %
2,5 ≤ R1 < 3,0	0,85 %	0,75 %
R1 > 3,0	0,105 %	0,95 %

#### Note 44 - Avantages du personnel

Les avantages du personnel regroupent :

- ☐ les avantages à long terme constitués par les médailles du travail.
- ☐ les avantages postérieurs à l'emploi, constitués des indemnités de fin de carrière et des régimes de retraite à prestations définies mis en place dans différentes sociétés du groupe régimes à prestations définies.

#### Engagements inscrits au bilan

	2010	2009
Indemnités de fin de carrière et médailles du travail	8 797	7 805
Prestations de retraite	11 010	10 816
<b>Total</b>	<b>19 807</b>	<b>18 621</b>

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante :

	2010	2009
Valeur actualisée des obligations financées	61 835	55 428
Juste valeur des actifs du régime	(39 139)	(33 574)
Valeur actualisée des obligations non financées	22 516	21 854
Gains / (pertes) actuariels non reconnus	(2 709)	(3 233)
<b>Passif enregistré au bilan</b>	<b>19 807</b>	<b>18 621</b>

Le tableau ci-après indique les montants comptabilisés au compte de résultat :

	2010	2009
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 553)	(2 203)
Coût financier au titre de l'obligation	(3 022)	(2 748)
Rendement attendu des actifs du régime	2 386	2 011
Gains / (pertes) actuariels nets comptabilisés	(296)	(44)
<b>Total constaté en charges</b>	<b>(2 485)</b>	<b>(2 984)</b>

Le rendement réel des actifs du régime s'est établi à 4 141 k€ au titre de l'exercice 2010 contre 5 146 k€ au titre de l'exercice 2009.

Les variations des obligations actualisées au cours de l'exercice sont détaillées ci-après :

	2010	2009
<b>Obligations actualisées au 1er janvier</b>	<b>55 428</b>	<b>46 314</b>
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 553	2 091
Coût financier au titre de l'obligation	3 022	2 740
Cotisations versées par les bénéficiaires	198	213
Pertes / (Gains) actuariels	1 089	4 103
Coût des services passés		
Différences de conversion	1 685	1 554
Prestations payées	(1 725)	(1 587)
Reclassement	585	
<b>Obligations actualisées au 31 décembre</b>	<b>61 835</b>	<b>55 428</b>

Le tableau ci-après indique les variations de la juste valeur des actifs du régime au cours de l'exercice :

	2010	2009
<b>Actifs du régime au 1er janvier</b>	<b>33 574</b>	<b>26 132</b>
Rendement attendu des actifs du régime	2 386	2 011
(Pertes) / Gains actuariels	1 768	3 135
Différences de conversion	1 294	1 371
Cotisations patronales	1 584	1 823
Cotisations salariales	198	213
Prestations servies	(1 485)	(1 111)
<b>Actifs du régime au 31 décembre</b>	<b>39 319</b>	<b>33 574</b>

A la clôture de l'exercice, les actifs du régime se décomposent comme suit :

	2010	2009
Actions	67 %	65 %
Obligations	32 %	33 %
Autres placements	1 %	2 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les hypothèses actuarielles retenues pour l'évaluation des engagements tiennent compte des conditions démographiques et financières propres à chaque pays ou société du groupe.

Les taux d'actualisation ont été déterminés par référence aux rendements procurés par les obligations émises par les entreprises de premier plan sur des durées équivalentes à celles des engagements à la date d'évaluation.

2010	Sociétés Françaises	Sociétés Pandrol UK	Sociétés Pandrol USA	Wampfler (Allemagne)
Taux d'actualisation	4,75 %	5,4 %	5,6 %	4,14 %
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	6,6 %	7,5 %	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0 %	3,5 %	4,0 %	non concerné
Taux d'augmentation futurs des retraites	non concerné	2,5 %	2,0 %	1,3 %
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	2,5 %	2,0 %	non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	S1 PXA CMI 2009	RP-2000 IRS	2005-G

2009	Sociétés Françaises	Sociétés Pandrol UK	Sociétés Pandrol USA	Wampfler (Allemagne)
Taux d'actualisation	5,4 %	5,7 %	6,3 %	5,05 %
Taux de rendement attendu des actifs	non concerné	6,7 %	7,5 %	non concerné
Taux d'augmentation futurs des salaires	2,0 %	4,0 %	4,0 %	non concerné
Taux d'augmentation futurs des retraites	non concerné	3,3 %	2,0 %	1,3 %
Taux d'inflation attendu à long terme	non concerné	3,3 %	3,5 %	non concerné
Table de mortalité	TV 00-01	PA92 YoBsc	RP-2000 CM	2005-G

*Sensibilité des engagements aux taux d'actualisation*

Une hausse de 0,5% des taux d'actualisation aurait pour conséquence une diminution des engagements au bilan de l'ordre de 4,6 millions d'euros. Une baisse de 0,5% des taux d'actualisation entraînerait une augmentation de l'ordre de 4,5 millions d'euros.

*Sensibilité des actifs de couverture au taux de rendement*

Une diminution de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs entraînerait une diminution d'environ 393 k€ du produit financier constaté sur le rendement de ces actifs. Une hausse de 1% du taux de rendement attendu sur les actifs aurait l'effet inverse.

**Note 45 - passifs éventuels**

Selon la norme IAS 37, lorsque le montant d'une obligation potentielle, résultant d'événements passés, ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante, aucune provision n'est constituée.

**Note 46 - Engagements hors bilans***46.1 Locations simples**Engagements sur contrats de location simple pour lesquels le Groupe est preneur*

Les engagements futurs minimum relatifs aux contrats de location simple non résiliables en cours sont les suivants

Engagements de location d'exploitation	A moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà de 5 ans	Total
<b>2010</b>	3 345	5 832	1 065	<b>10 242</b>
<b>2009</b>	2 498	4 456	982	<b>7 936</b>

*46.2 Autres engagements hors bilan*

*Engagements donnés* : le montant des avals, cautions et garanties donnés est de 63,058 millions d'euros

*Engagements reçus* : aucun

**Note 47 - Transactions avec les parties liées**

Les immobilisations financières, les créances et dettes ainsi que les produits et charges financiers concernant des entreprises liées sont présentées ci-après :

	2010	2009
Immobilisations financières	0	1 713
Dettes	7 565	7 856
Autres charges	273	266
Produits financiers	40	71
Charges financières	241	301



#### Note 48 - Honoraires Commissaires aux comptes

Montant pour	KPMG		MAZARS		Autres		TOTAL	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
<b>AUDIT</b>								
Audit des comptes individuels et/ouconsolidés	116	121	343	322	273	255	<b>732</b>	<b>698</b>
Missions accessoires	2	0	10	8	47	10	<b>59</b>	<b>19</b>
<b>sous-total honoraires audit</b>	<b>118</b>	<b>121</b>	<b>353</b>	<b>330</b>	<b>320</b>	<b>265</b>	<b>791</b>	<b>717</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>								
Juridique, fiscal, social	0	0	14	59	111	69	<b>125</b>	<b>129</b>
Autres prestations	0	0	41	3	30	9	<b>71</b>	<b>12</b>
<b>sous-total autres prestations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>55</b>	<b>62</b>	<b>141</b>	<b>78</b>	<b>196</b>	<b>141</b>
<b>TOTAL</b>	<b>118</b>	<b>121</b>	<b>408</b>	<b>393</b>	<b>461</b>	<b>344</b>	<b>987</b>	<b>858</b>

#### Note 49 - Effectif

*Effectif par zone géographique*

	2010	2009
Europe	1 800	1 714
<i>dont France</i>	789	804
Amérique du Nord	454	367
Asie - Pacifique	392	367
Autres	165	132
<b>Total des effectifs</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

*Effectif par activité*

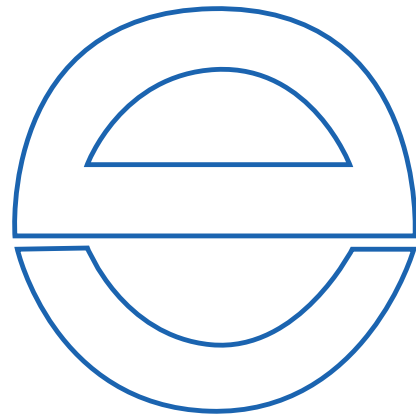
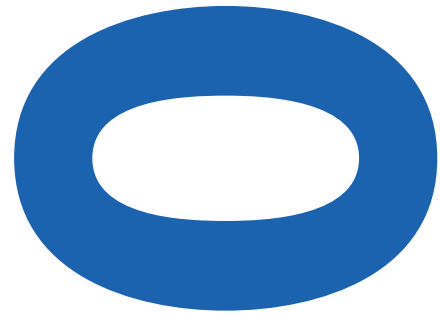
	2010	2009
Ferroviaire	1 496	1 275
Conductique	1 101	1 090
Produits spéciaux	184	185
Services généraux	30	30
<b>Total des effectifs</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

*Cartographie des effectifs*

	2010	2009
Cadres	372	366
Employés	903	878
Ouvriers	1 536	1 336
<b>Total des effectifs</b>	<b>2 811</b>	<b>2 580</b>

**Comptes  
de la société  
mère  
DELACHAUX SA**

*Chiffres en milliers d'euros*



## Bilan actif au 31 décembre 2010

ACTIF <i>en milliers d'euros</i>	2010			2009
	Montants Bruts	amortissements & provisions	Montants Nets	Montants Nets
<b>Immobilisations incorporelles</b>	2 857	1 516	1 341	1 450
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	830	703	127	805
Constructions	3 985	2 987	998	1 106
Installations techniques, matériels & outillages industriels	13 285	11 616	1 669	1 838
Autres immobilisations corporelles	816	707	109	157
Immobilisations en-cours				39
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	277 724	14 638	263 086	262 384
Prêts	12 308	10 344	1 964	21 185
Autres immobilisations financières	161		161	163
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>319 966</b>	<b>42 511</b>	<b>269 455</b>	<b>289 128</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	6 812	1 178	5 634	5 666
En-cours de production	3 848		3 848	1 992
Produits finis	8 073	363	7 710	5 355
Marchandises	218		218	248
<b>Créances</b>				
Avances et acomptes sur commandes	78		78	35
Créances clients, comptes rattachés	29 426	819	28 607	19 748
Autres créances	1 714		1 714	10 505
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	30 039		30 039	
Disponibilités	28 175		28 175	18 551
Charges constatées d'avance	744		744	562
<b>Total actif circulant</b>	<b>109 127</b>	<b>2 360</b>	<b>106 767</b>	<b>62 662</b>
Charges à répartir				
Ecart de conversion actif	322		322	249
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>421 415</b>	<b>44 871</b>	<b>376 544</b>	<b>352 039</b>

**Bilan passif au 31 décembre 2010**

<b>PASSIF</b> en milliers d'euros	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Capital social	8 353	8 353
Primes d'émission et de fusion	98 548	98 548
Réserve légale	835	830
Réserves réglementées		
Autres réserves	12 710	12 710
Report à nouveau	76 319	68 175
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>30 640</b>	<b>18 590</b>
Subventions d'investissement	14	19
Provisions réglementées	359	233
<b>Total Capitaux propres</b>	<b>227 778</b>	<b>207 458</b>
Provisions pour risques et charges	2 482	1 571
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	101 364	113 831
Emprunts et dettes financières divers	8 495	8 803
Avances et acomptes reçus	72	78
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23 310	13 754
Dettes fiscales et sociales	10 726	3 548
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	148	107
Autres dettes	1 782	2 488
Produits constatés d'avance	202	202
<b>Total Dettes</b>	<b>146 100</b>	<b>142 810</b>
Ecart de conversion passif	184	200
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>376 544</b>	<b>352 039</b>



## Compte de résultat au 31 décembre 2010

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Chiffre d'affaires France	23 024	20 692
Chiffre d'affaires Export	98 057	55 473
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>121 081</b>	<b>76 166</b>
Production stockée	3 896	(3 543)
Autres produits	2 647	2 788
<b>Total Produits d'Exploitation</b>	<b>127 624</b>	<b>75 410</b>
Achats consommés	81 856	44 617
Charges externes	12 511	9 775
Variation de stocks de matières	557	1 180
Impôts et taxes	1 386	2 107
Salaires et traitements	10 104	10 297
Charges sociales	4 488	4 436
Dotations aux amortissements	828	894
Dotations aux provisions	1 193	426
Autres charges d'exploitation	528	314
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>113 451</b>	<b>74 044</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>14 173</b>	<b>1 366</b>
Produits financiers de participation	23 720	16 467
Autres produits financiers	3 690	5 165
<b>Total Produits financiers</b>	<b>27 410</b>	<b>21 631</b>
<b>Total charges financières</b>	<b>8 882</b>	<b>10 843</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>18 528</b>	<b>10 788</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>32 701</b>	<b>12 514</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 637</b>	<b>(140)</b>
Participation des salariés	(334)	(78)
Impôts sur les bénéfices	(3 364)	6 653
<b>RESULTAT NET</b>	<b>30 640</b>	<b>18 590</b>

## Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2010

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>EXPLOITATION</b>		
Bénéfice	30 640	18 590
Dotations / reprises sur amortissements	828	894
Dotations / reprises sur provisions	3 995	6 752
Moins / Plus values de cession	(3 200)	(319)
Autres charges (produits) sans effet sur la trésorerie		(4 275)
<b>Marge brute d'auto-financement</b>	<b>32 264</b>	<b>21 642</b>
Variation du BFR	11 368	2 213
<b>FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>43 632</b>	<b>23 855</b>
Investissements corporels et incorporels	312	1 740
Investissements financiers (participations)	124	11
Prêts aux filiales	4 087	1 000
<b>Total investissements</b>	<b>4 523</b>	<b>2 751</b>
Produits de cession d'immobilisations	3 875	1 475
Réduction des autres créances rattachées à des participations	19 770	29 547
<b>Total cessions</b>	<b>23 645</b>	<b>31 022</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE SUR INVESTISSEMENTS</b>	<b>19 122</b>	<b>28 271</b>
<b>FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés	(10 441)	(11 028)
Variation nette des emprunts	(12 649)	(30 343)
Augmentation de capital		
<b>FLUX DE TRESORERIE SUR FINANCEMENT</b>	<b>(23 090)</b>	<b>(41 371)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>		
Trésorerie d'ouverture	18 551	7 795
Trésorerie de clôture	58 215	18 551
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>39 664</b>	<b>10 756</b>



## Annexe aux états financiers au 31 décembre 2010

### Faits caractéristiques de l'exercice

Le principal fait significatif de l'exercice 2010 se rapporte à la très forte reprise de l'activité avec un chiffre d'affaires en progression de 59 % à 121.1 M€ contre 76.2 M€ en 2009.

### Référentiel comptable PCG, principe et méthode d'évaluation, comparabilité des comptes

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue durant l'exercice.

**Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :**

#### 2.1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises par la Société sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements ; les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable ; les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- de brevets amortis sur une période de 5 à 20 ans en fonction de leur durée de vie prévisionnelle,
  - de fonds commercial pour une valeur de 1 062 K€ qui correspond au mali technique généré par la TUP de Conductix Wampfler SAS.
  - de logiciels amortis sur 3 ans à 5 ans,
- Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

#### 2.2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

Les immobilisations ont été comptabilisées en application des règlements 2004-06 du CRC relatifs aux actifs et suivant les modalités ci-après :

Les amortissements sont calculés en conformité avec la règle des composants et la durée d'utilisation. Les terrains ne sont pas amortis ; les durées d'utilisation estimées sont les suivantes :

- ◆ constructions : 20 à 30 ans
- ◆ agencements et aménagements : 10 ans
- ◆ outillages : 4 ans
- ◆ installations techniques et matériels industriels : 5 à 8 ans

Lorsqu'un amortissement « fiscal », différent de l'amortissement économique, est retenu, l'écart est comptabilisé en amortissement dérogatoire depuis le 1er janvier 2005.

La valeur résiduelle prévisible d'une immobilisation à la fin de sa durée d'utilisation est prise en compte si elle est significative. Ces valeurs résiduelles revêtent généralement un caractère exceptionnel non récurrent.

#### 2.3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur des titres de participations correspond au prix d'acquisition.

Lorsque la valeur actuelle d'une participation déterminée à partir des principaux critères usuels (notamment la méthode d'actif net réévalué ou les méthodes multicritères d'évaluation...), est inférieure à sa valeur comptable, une provision pour dépréciation est constituée de la différence.

#### 2.4 - STOCKS

Les stocks de matières premières et autres approvisionnements sont évalués au coût moyen d'achat pondéré.

Les stocks d'encours et de produits finis sont valorisés à leur prix de revient complet usine.

Une dépréciation est calculée dans la mesure où la valeur vénale des stocks est inférieure à la valeur d'inventaire, compte tenu des perspectives de réalisation ou du caractère aléatoire de leur écoulement.

#### 2.5 - CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

Les créances douteuses ou litigieuses sont dépréciées par voie de provision en fonction des perspectives de recouvrement. Les dettes et créances en devises sont inscrites pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion est portée au bilan en «écarts de conversion».

## 2.6 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV monétaires non dynamiques (Bareps et CAT); au 31/12/2010 l'intégralité des Bareps a été cédée avant d'être rachetée dans sa totalité début janvier 2011.

## 2.7 - ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements liés aux indemnités de départ en retraite du personnel actif ne sont pas comptabilisés mais indiqués dans les engagements hors bilan.

Ils sont évalués sur la base de l'effectif présent à la clôture de l'exercice à partir des hypothèses suivantes :

- ❑ Départ à 63 ans pour les cadres et 61 ans pour les non cadres ;
  - ❑ Turnover de 0,2 % jusqu'à 50 ans. Augmentation annuelle des salaires de 2 %.
- Tables de mortalité TV00-01.
- ❑ Taux d'actualisation : 4,75 %.

Les engagements sont évalués à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, méthode préconisée par la réglementation N° 2003-R.01 du 1er avril 2003 du Conseil National Comptable.

## 2.8 – COMPARABILITE DES COMPTES

Les comptes annuels présentés ne comportent pas de modification, ni dans le mode de présentation des comptes, ni dans les méthodes d'évaluation.

Aucun changement de méthode comptable ou de présentation n'est intervenu sur l'exercice.





## Notes relatives aux comptes annuels

### 3.1 - ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Virements de poste à poste & remboursements	Cessions, Mises hors Service	Valeur brute en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	2 828	29			2 857
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains et agencements	1 504			674	830
Constructions	3 884	106		5	3 985
Installations techniques matériels et outillages industriels	13 550	214	39	518	13 285
Autres immobilisations corporelles	845	4		32	817
Encours et acomptes	39		- 39		39
<b>TOTAL I</b>	<b>19 822</b>	<b>324</b>	<b>0</b>	<b>1 229</b>	<b>18 917</b>
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations (1)	276 100	1 624			277 724
Autres créances	29 488	4 088	21 268		12 308
Autres	163		2		161
<b>TOTAL II</b>	<b>305 751</b>	<b>5 712</b>	<b>21 270</b>	<b>0</b>	<b>290 193</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>328 402</b>	<b>6 065</b>	<b>21 270</b>	<b>1 229</b>	<b>311 967</b>

(1) 1,5 M€ = montant de l'augmentation du capital de TAMARIS réalisé par compensation de créance.

### 3.2 - ETAT DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS

<i>en milliers d'euros</i>	Amortissement au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprises cessions, Mises hors Service & Reprises Dépréciations	Amortissement en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	1 284	232		1 516
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	700	4		704
Constructions	2 831	160	4	2 987
Installations techniques matériels et outillages industriels	11 692	443	518	11 617
Autres immobilisations corporelles	657	81	32	706
<b>TOTAL I</b>	<b>15 880</b>	<b>668</b>	<b>554</b>	<b>16 014</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations	13 716	1 783	862	14 637
Créances rattachées	8 303	3 541	1 500	10 344
<b>TOTAL II</b>	<b>22 019</b>	<b>5 324</b>	<b>2 362</b>	<b>24 981</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>39 183</b>	<b>6 244</b>	<b>2 916</b>	<b>42 511</b>

## 3.3 - TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/2010

en milliers d'unités de compte	De- vise	Capital	Réserves & Reports à nouveau	% détenu	Valeur brute titres <i>Valeur nette titres</i>	Valeur brute prêts <i>Valeur nette prêts</i>	Cautions	Chiffre d'affaires 2010	Résultat 2010	Divi- dendes
<b>Filiales Françaises</b>										
<b>GRUPE H.R.T.</b> <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	11 872	117 542	100 %	135 416 <i>135 416</i>	0			9 058	12 471
<b>LENOIR</b> <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	1 616	713	100 %	2 506 <i>2 462</i>	1 963 <i>1 963</i>		8 872	111	
<b>TAMARIS</b> (France)	€	316	- 427	100 %	6 199 <i>0</i>	3 000 <i>0</i>		8 072	- 4 039	
<b>NICOLAS</b> (France)	€	300	489	99,38 %	1 725 <i>721</i>			3 095	- 166	
<b>HCXW</b> (France)	€	5		100 %	5 <i>5</i>					
<b>Société dont le contrôle est perdu</b> <b>DEVAUX WERTS</b> (France) (1)	€	1 077	- 9 495	97,96%	2 952 <i>0</i>	7 344 <i>0</i>			- 272	
<b>Filiales Etrangères</b>										
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER AG</b> (Allemagne) <i>Sous-groupe consolidé</i>	€	5 000	3 482	100 %	120 830 <i>116 530</i>			84 517	6 881	5 412
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER Inc</b> (USA) <i>Sous-groupe consolidé</i>	USD €	540 404	11 187 8 372	89,50 %	3 029 <i>3 029</i>			41 897	4 053	5 409
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER Ltd</b> (U.K.)	GBP €	420 488	1 109 1 289	16,56 %	42 <i>42</i>					Inclus dans la consolidation de CX USA
<b>DELACHAUX METAL</b> (USA)	USD €	51 38	3 044 2 278	100 %	41 <i>41</i>			35 510 26 764	1 124 841	227
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER SRL</b> (Italie)	€	416	4 793	100 %	1 458 <i>1 458</i>			18 321	654	200
<b>CONDUCTIX-WUHAN Ltd</b> (Chine)	RMB €	12 611 1 429	- 2 645 - 300	100 %	1 411 <i>1 411</i>			36 198 4 031	707 80	
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER SHANGAÏ</b> (Chine)	RMB €	1 655 168	10 334 1 171	100 %	1 757 <i>1 757</i>			122 731 13 666	2 809 313	
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER Pte Ltd</b> (Singapour)	€	5	118	100 %	5 <i>5</i>			1 116	150	
<b>CONDUCTIX-WAMPFLER INDIA PVT Ltd</b> (Inde)	€	131		100 %	130 <i>6</i>			4	- 111	
<b>Autres participations</b>										
<b>SCI BECQUEREL</b> (France)	€				0 <i>0</i>					
<b>DELACHAUX DO BRAZIL</b> (Brésil)	CR €	1000 3			12 <i>0</i>					
<b>ROLLINCO</b> (Espagne)	€				0 <i>0</i>					
<b>BEWA</b> (Afrique du Sud)	€				17 <i>0</i>					
<b>MORPARK</b> (Mexique)	€				183 <i>183</i>					
<b>DELACHAUX Cable</b> (USA)	€				6 <i>6</i>					

(1) Devaux-Werts : société pour laquelle une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte en décembre 2010.

### 3.4 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en milliers d'euros</i>	Montant en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Montant en fin d'exercice
Capital social	8 353			8 353
Primes	98 548			98 548
Réserve légale	830	5		835
Réserves réglementées	0			0
Autres réserves	12 710			12 710
Report à nouveau (1)	68 175	8 149	5	76 319
Résultat de l'exercice	18 590	30 640	18 590	30 640
Subventions d'investissement	19		5	14
Provisions réglementées	233	140	15	358
<b>TOTAL</b>	<b>207 458</b>	<b>38 934</b>	<b>18 615</b>	<b>227 778</b>

(1) augmentation de 8 149 k€ correspondant à l'affectation du résultat 2009 (18 590 k€ de résultat diminué de 10 441 k€ de dividendes distribués)

Le capital social de la société DELACHAUX est constitué de 13 051 560 actions de 0,64 euro de nominal chacune entièrement libérées à la date de la clôture.

### 3.5 - ETAT DES PROVISIONS

<i>en milliers d'euros</i>	Montant en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Amortissements dérogatoires	233	140	14	359
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Litiges techniques et prud'hommaux (1)	268	410	179	499
Pertes de change	248	322	248	322
Autres provisions risques et charges (2)	1 054	1 178	571	1 661
<b>TOTAL</b>	<b>1 571</b>	<b>1 910</b>	<b>998</b>	<b>2 482</b>
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations financières (3)	22 019	5 324	2 362	24 981
Sur stocks	2 350	618	1 427	1 541
Sur comptes clients	785	164	130	819
<b>TOTAL</b>	<b>25 154</b>	<b>6 106</b>	<b>3 919</b>	<b>27 341</b>
<b>TOTAUX GENERAUX</b>	<b>26 958</b>	<b>8 156</b>	<b>4 931</b>	<b>30 181</b>
Dont dotations et reprises				
. d'exploitation		1 192	1 736	
. financières		5 646	2 610	
. exceptionnelles		1 318	585	

(1) dont provision utilisée = 109 k€ et provision non utilisée = 35 k€

(2) montant correspondant au complément de provision pour l'année 2010 se rapportant aux situations nettes négatives de Devaux-Werts pour 326 k€ de Tamaris pour 852 k€

(3) dont dépréciation sur titres Tamaris pour 1 500 k€  
sur titres F.Nicolas pour 173 k€  
sur titres Cx-India pour 110 k€

et dépréciation sur compte courant Tamaris pour 3 000 k€  
et dépréciation sur compte courant Devaux-Werts pour 541 k€

## 3.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

<i>en milliers d'euros</i>	Montant brut	Echéances	
		à un an au plus - 1 an	à plus d'un an 1 à 5 ans
<b>CREANCES</b>			
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations	12 307		12 307
Autres immobilisations financières	161		161
<b>Créances de l'actif circulant</b>			
Créances clients et comptes rattachés	29 426	28 876	550
Autres créances	1 714	1 714	
Charges constatées d'avance	744	744	
<b>TOTAL</b>	<b>44 352</b>	<b>31 334</b>	<b>13 018</b>
<b>DETTES</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) - (2) - (3)	101 364	13 239	88 125
Emprunts et dettes financières diverses (2)	930	513	417
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	23 310	23 310	
Dettes fiscales et sociales	10 727	10 727	
Dettes sur immob. et comptes rattachés	148	148	
Groupes et associés (2)	7 565	7 565	
Autres dettes	1 782	1 782	
Produits constatés avance	202	202	
<b>TOTAL</b>	<b>146 028</b>	<b>57 486</b>	<b>88 542</b>
<i>(1) dont concours bancaires courants</i>			
<i>(2) emprunts nouveaux</i>			
<i>remboursements emprunts</i>			
<i>(3) dont :</i>			
<i>à plus de deux ans à l'origine</i>			
<i>à plus de 5 ans à l'origine</i>			
<i>(4) dont dettes représentées par des effets de commerce pour 41 k€ au 31/12/2009 et 359 k€ au 31/12/2010</i>			

### Emprunts et dettes financières

en milliers d'euros	31 décembre 2010				31 décembre 2009			
	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + de 5 ans	Total	Part - 1 an	Part 1 à 5 ans	Part + de 5 ans	Total
Emprunts auprès d'établ. de crédit (1)	13 239	88 125		101 364	13 356	100 475		113 831
Participation des salariés	513	417		930	404	543		947
Prêts	7 565			7 565	7 856			7 856
Sous-total dettes financières diverses	8 078	417		8 495	8 260	543		8 803
<b>Total</b>	<b>21 317</b>	<b>88 142</b>		<b>109 859</b>	<b>21 616</b>	<b>101 018</b>		<b>122 634</b>

(1) emprunts :

La Société a négocié et mis en place le 24 juillet 2006 un nouveau financement de 230 M€ conclu avec un pool constitué des banques SG (arrangeur), Natexis, HSBC, LCL et KBC. Ce contrat de crédit a pour objet le refinancement du crédit contracté en novembre 2003 par la société HRT UK dans le cadre de la reprise du groupe Pandrol à des conditions plus avantageuses et donne plus de flexibilité à l'entreprise pour poursuivre son développement.

Ce crédit syndiqué se compose d'une tranche A d'un montant de 150 M€ d'une durée de 7 ans, amortissable au moyen de 6 échéances de 12,5 M€ et d'une 7ème échéance de 75 M€, ainsi que d'une tranche B de revolver à 7 ans d'un montant de 80 M€, dont les principales caractéristiques de rémunération sont euribor 6 mois majoré de 0,45% à 0,65%. Au 31 décembre 2009, la tranche B n'est plus utilisée (solde à 0).

Un prêt de 177 M€ a été consenti à cette date à HRT SAS à des conditions sensiblement équivalentes à celles consenties par le pool bancaire à DELACHAUX SA pour le nouvel emprunt. Ce prêt dont la valeur au 31 décembre 2009 était de 17 M€ a été entièrement remboursé en 2010 et a une valeur résiduelle de 0 M€ au 31 décembre 2010.

### 3.7 – VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Elles sont constituées de

- Sicav monétaires non dynamiques sans délai minimum de placement (BAREP et NSJ) :
  - ◆ Montant au 31/12/2010 : 0 k€
- Souscriptions de comptes à terme (CAT)
  - ◆ Montant au 31/12/2010 : 30 039 M€

### 3-8 - ETAT DES PRODUITS A RECEVOIR ET DES CHARGES A PAYER

en milliers d'euros	2010	2009
<b>Charges à payer</b>		
Fournisseurs exploitation / investissements	960	531
Clients : avoirs à établir	0	643
Frais de personnel	2 108	1 625
Charges sociales	1 628	1 525
Impôts et taxes	579	396
Autres charges	528	263
<b>Total</b>	<b>5 823</b>	<b>4 983</b>
<b>Produits à recevoir</b>		
Fournisseurs (avoirs à recevoir)	22	50
Clients (factures à établir)	29	287
Intérêts à facturer à H.R.T.	0	0
Divers	599	1 074
<b>Total</b>	<b>650</b>	<b>1 411</b>

**3.9 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Ventes de marchandises	6 747	5 961
Production vendue	110 715	67 419
<b>Sous-Total</b>	<b>117 462</b>	<b>73 380</b>
Prestations de services	3 619	2 786
<b>Total</b>	<b>121 081</b>	<b>76 166</b>

Dans cet ensemble, les ventes export passent de 55 M€ à 98 M€.

<b>Répartition du chiffre d'affaires par activité</b> <i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Conductique	36 923	32 126
Produits Spéciaux	81 123	41 450
Prestations frais généraux	3 035	2 590
<b>Total</b>	<b>121 081</b>	<b>76 166</b>

<b>Répartition du chiffre d'affaires destination géographique</b> <i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
France	23 024	20 692
Union Européenne	41 587	25 781
Export	56 470	29 693
<b>Total</b>	<b>121 081</b>	<b>76 166</b>

**3.10 - DETAIL DES AUTRES PRODUITS**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Subventions d'exploitation	14	2
Reprise provisions pour litiges	179	104
Transfert de charges	241	353
Reprise provisions sur actif circulant	1 557	1 287
Redevances brevets, licences	153	223
Revenus des immeubles	479	533
Autres produits divers	25	285
<b>Total</b>	<b>2 648</b>	<b>2 787</b>

### 3.11 - RESULTAT FINANCIER

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Produits de participation	23 720	16 467
Intérêts & placements divers (produits/charges)	(2 285)	110
Différence de change (net)	129	291
Dotations & reprises de provisions (net)	(3 036)	(6 080)
<b>Total</b>	<b>18 528</b>	<b>10 788</b>

### 3.12 - VENTILATION DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Prix de cession d'actifs immobilisés	3 875	1 475
Reprise provisions exceptionnelles	585	5
Quote part des subventions d'investissements	5	6
Divers	11	39
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>4 476</b>	<b>1 525</b>
Valeur résiduelle des cessions d'actifs immobilisés	675	930
Dotation provisions exceptionnelles (amort dérogatoires)	140	146
Autres charges diverses	846	35
Autres charges (1)	1 178	553
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>2 839</b>	<b>1 664</b>
<b>Résultat exceptionnel net</b>	<b>1 637</b>	<b>(139)</b>

(1) provisions exceptionnelles constituées par rapport aux situations nettes négatives de Devaux-Werts pour 326 k€ de Tamaris pour 852 k€

Il n'existe pas de produits ou de charges sur exercices antérieurs significatifs.

**3.13 - VENTILATION DE L'IMPÔT**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>32 701</b>	<b>12 154</b>
Impôt sur résultat courant	(4 201)	(166)
Economie sur filiales déficitaires (1)	1 401	6 771
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>1 637</b>	<b>(139)</b>
Impôt sur résultat exceptionnel	(564)	48
<b>Total impôt</b>	<b>(3 364)</b>	<b>6 653</b>
Participation	(334)	(78)
<b>Résultat net</b>	<b>30 640</b>	<b>18 590</b>

(1) économie liée aux pertes des filiales faisant partie de l'intégration fiscale

En l'absence d'intégration fiscale, l'impôt payé aurait été de +4 765 k€.

**3.14 - ACCROISSEMENT OU ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT**

La société ayant opté pour le maintien du régime fiscal ancien en matière de provisions pour congés payés, l'allègement de la dette future d'impôt se présente comme suit :

- Provision pour congés payés et taxe Organic : 999 k€
- Impôt à 34,43% : 344 k€

**3.15 - ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS**

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2010</b>	<b>2009</b>
Participation		
Brut	277 724	276 100
Provision	(14 637)	(13 716)
Prêts		
Brut	12 308	29 488
Provision	(10 344)	(8 303)
Créances Clients	13 380	9 194
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	321	274
Produits de participations et autres produits financiers	23 872	20 340



### 3.16 - EFFECTIF MOYEN

	2010	2009
Cadres	51	53
Agents de maîtrise, Techniciens et Employés	93	94
Ouvriers	78	80
<b>Total</b>	<b>222</b>	<b>227</b>

### 3.17 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des 10 personnes les mieux rémunérées s'élève à 2 513 k€.

### 3.18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### ☐ CRÉDIT BAIL IMMOBILIER

	Valeur d'origine	Amort. antérieurs	Amort. Exercices	Cumul Amort.	Valeur nette comptable
Terrain BELLEY 3	184				184
Bâtiment BELLEY 3	2 275	734	114	848	1 427
Terrain MARLY	53				53
Bâtiment MARLY	1 736	1 085	87	1 172	564
<b>Total</b>	<b>4 248</b>	<b>1 819</b>	<b>201</b>	<b>2 020</b>	<b>2 228</b>

#### ☐ REDEVANCES

	Payées antérieurement	Payées dans l'exercice	Total (A)	Redevances restant dues (1)				Total (A + B)
				- 1 an	1 à 5 ans	+5 ans	Total (B)	
BELLEY 3	1 927	276	2 203	282	442		724	2 927
MARLY	2 102	162	2 264	171	86		257	2 521
<b>Total</b>	<b>4 029</b>	<b>438</b>	<b>4 467</b>	<b>453</b>	<b>528</b>		<b>981</b>	<b>5 448</b>

(1) Ces montants sont indiqués sur la base des taux connus à ce jour, les taux des crédits étant variables et basés sur un barème TIOP

#### □ AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

##### ◆ **Estimation au 31/12/10 des indemnités de départ en retraite**

pour l'ensemble du personnel, employés et ouvriers à l'âge de 61 ans et cadres à l'âge de 63 ans sur la base de la Convention Collective de la Métallurgie de la Région Parisienne, charges sociales incluses **3 982 k€**  
Taux d'actualisation de 4,40 %,  
Turnover 2 % jusqu'à 50 ans,  
Augmentation annuelle 2%,  
Mortalité TV00-01

##### ◆ **Droit individuel à la formation**

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les entités françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel de formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans les résultats des exercices 2004 à 2010. Le volume d'heures de formation cumulées correspondant aux droits acquis par les salariés du Groupe et non encore utilisés, au titre du Droit Individuel de Formation (DIF) est de 22 660 heures au 31 décembre 2010 (22 545 au 31 décembre 2009).

##### ◆ **Swap**

Un swap de taux de 54,0 M€ souscrit en juillet 2006 dans le cadre de la souscription de l'emprunt de 150 M€ négocié à cette date et se terminant le 31/07/2009 a été résilié en juin 2009.

Deux nouveaux swaps de taux pour un montant global inchangé de 54,0 M€ ont été souscrits pour

une période allant jusqu'en juillet 2012, avec les caractéristiques suivantes :

> swap 1 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de : -2,66% pour un montant de 40,5 M€

> swap 2 échangeant un taux euribor 6 mois début de période en un taux fixe de : -2,68% pour un montant de 13,5 M€

> première échéance semestrielle au 31 juillet 2009

> dernière échéance semestrielle au 31 juillet 2012

#### □ GARANTIES

Le montant des autres cautions liés à l'activité courante s'élève au 31/12/10 à 24 748k€.

#### 3.19 - ENGAGEMENTS HORS BILAN (engagements reçus)

Aucun engagement hors bilan

#### 3.20 - INTEGRATION FISCALE

Les sociétés DELACHAUX SA, H.R.T. SAS, FONDERIES NICOLAS SAS, TAMARIS SAS, LENOIR SAS, RAILTECH INTERNATIONAL SA et RAILWELD SOTIF SAS font l'objet d'une convention d'intégration fiscale :

L'économie d'impôt en résultant a été comptabilisée dans la société mère DELACHAUX SA pour un montant de 1 401 k€.

#### 3.21 - EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

NÉANT



## **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 9 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le 1er avril 2011

Jean-Pierre COLLIAUT  
Directeur Général



119, av. Louis Roche - BP 152  
92231 Gennevilliers Cedex - France  
Tél. 33(1) 46 88 15 00 - Fax 33(1) 46 88 15 01  
[www.delachaux.fr](http://www.delachaux.fr)